ÉTATS-UNIS
LA COUR SUPRÊME, À DROITE TOUTE

***FRANCE* — L'ÉCOLE, UN TERRAIN MINÉ**
***MOYEN-ORIENT* — POURQUOI ERDOGAN S'EN PREND À MACRON**





Courrier international

N° 1565 du 29 octobre au 4 novembre 2020
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3400 F CFA, **Algérie** 530 DA, **Allemagne** 5,40 €, **Andorre** 5 €, **Autriche** 5,40 €, **Canada** 7,75 $CAN, DOM 5 €, **Espagne** 5,20 €, **Grande-Bretagne** 4,60 £, **Grèce** 5,20 €, **Italie** 5,20 €, **Japon** 850 Y, **Maroc** 41 DH, **Pays Bas** 5,20 €, **Portugal cont.** 5,20 €, **Suisse** 6,70 CHF, **TOM** 850 XPF, **Tunisie** 7,20 DT.

Reviens, la nuit



Avec le couvre-feu, finie la vie nocturne, espace de socialisation, de création et de transgression. Nostalgie dans la presse étrangère.

M 03183 - 1565 - F: 4,50 €



LES CHOIX DE “COURRIER”

CLAIRE CARRARD

Reviens, la nuit p. 26

Un grand vide. Après l’annonce d’un couvre-feu de 21 heures à 6 heures du matin mi-octobre pour une partie du pays, et depuis pour 46 millions de Français (mesures qui devaient être encore durcies après notre bouclage, mardi 27 octobre), c’est ce que nous avons ressenti, comme sans doute beaucoup d’entre vous. Un grand vide et l’impression que tout recommence, que tout est à refaire. Le rebond épidémique est trop fort.

Ailleurs en Europe, on referme aussi : en Italie (où plusieurs manifestations ont éclaté après l’annonce de nouvelles restrictions), en Espagne, en Irlande, au Royaume-Uni, en Allemagne… Retour à la case départ, c’est-à-dire chez soi, loin de toute forme de sociabilité, de possibilités de rencontres, de sorties… Car c’est un peu de tout cela, la vie nocturne : une économie, celle des bars, des restaurants ; de la culture, avec les théâtres, les cinémas ; mais aussi un lieu d’expérimentation, une échappatoire parfois, une partie non négligeable de notre quotidien.

Ça n’a l’air de rien, mais c’est un espace de vie important dont nous sommes privés. Il n’est pas question ici de remettre en cause la nécessité de mesures fortes pour limiter la propagation du virus, mais de souligner en quoi le vide laissé par la nuit va peser sur notre état d’esprit et sur la dynamique des villes, comme l’explique très bien **Público** dans le papier qui ouvre ce dossier. Le quotidien portugais est allé interroger des noctambules, mais aussi des philosophes, des sociologues, des chercheurs, des artistes, des DJ, qui tous parlent de l’importance de la nuit dans notre équilibre, dans nos constructions. *“La nuit est un lieu de discussion, de cohabitation, de création, de transgression, de séduction et d’inattendu, un endroit où les esprits se confrontent et s’adaptent à la différence et à de nouvelles réalités”*, écrit *Público*.

La nuit nous permet d’échapper à l’ordinaire, explique encore un universitaire au journal portugais : *“Le quotidien range bien souvent l’individu dans une activité professionnelle ou dans d’autres cases censées l’identifier.”* Or, estime-t-il, *“la nuit offre un espace de décrochage d’avec ce personnage du quotidien, qui bien souvent phagocyte l’individu tout entier et le réduit à ce qui n’est au fond qu’une facette construite par soi et par les autres”*. Plus grave, un psychologue cité par *Público* *“s’attend à voir émerger des pathologies associées à l’isolement qu’entraîne l’interdiction de l’‘espace nuit’, en particulier chez ceux qui en étaient des habitués”*.

Dans un autre registre, la correspondante à Paris de la **Süddeutsche Zeitung** s’est offert une dernière balade nocturne dans la capitale, la veille du couvre-feu. Elle en livre un récit émouvant et drôle. *“L’ennui, c’est que ça fait mal, quand il manque la moitié de la ville. La moitié avec la nuit, la moitié avec la lune”*, écrit-elle. Sans sa nuit, Paris n’est plus tout à fait Paris, semble-t-elle dire, et cela s’applique à toutes les villes : Berlin, Londres, Madrid, mais aussi Marseille, Rennes, Toulouse…

Ce dossier et les photos qui l’accompagnent sont une autre façon pour nous de traiter de l’actualité du Covid. C’est la traduction d’un sentiment largement partagé, celui d’une perte, d’une absence. Les images sont extraites de la série *Neon Life*, réalisée par Louis Dazy. Le projet puise ses sources dans les univers du cinéma et de la musique, mais il est également nourri par les voyages de l’artiste, qui crée une poésie nocturne, graphique et mélancolique de l’instant.

C’est cette mélancolie qui s’empare peu à peu d’une grande part de nos sociétés que nous avons voulu traduire en une. Ce sentiment que désormais la nuit ne nous appartient plus. Dans ce numéro, également, à quelques jours de la rentrée scolaire, nous avons voulu rendre hommage en pages France au métier d’enseignant. Comment être prof en 2020 ? Après l’assassinat de Samuel Paty, la presse étrangère s’est émue des difficultés de l’enseignement dans l’Hexagone. *“Ce sont les établissements scolaires qui sont désormais des zones de lutte”*, où enseigner sans tabous constitue un défi, écrit l’hebdomadaire allemand **Die Zeit.** Et pour ne rien arranger, voilà que le président turc Erdogan jette de l’huile sur le feu. Pourquoi cette crispation soudaine avec certains pays musulmans ? Décryptages en pages Moyen-Orient et ces prochains jours sur notre site.

En couverture : ***La nuit :*** Burning Bridges *de la série* Neon Life. *Photo Louis Dazy.* ***France :*** *dessin de* **Luc Descheemaeker,** *Belgique/Cartoon Movement.*



Sommaire



KEVIN SIERS, ÉTATS-UNIS/CAGLE CARTOONS

ÉTATS-UNIS p. 10

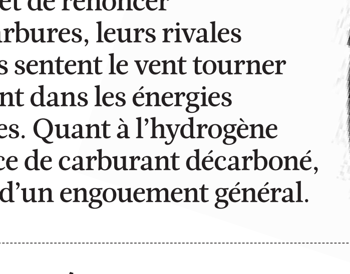
Une Cour suprême aux ordres des républicains

À huit jours de l’élection présidentielle, la confirmation de la très conservatrice juge Amy Coney Barrett consolide la mainmise des républicains sur la plus haute cour du pays pour des décennies, rappelle le **New York Times.**

ENVIRONNEMENT p. 46

Quelles énergies pour demain ?

Alors qu’aux États-Unis les compagnies pétrolières ne voient guère l’intérêt de renoncer aux hydrocarbures, leurs rivales européennes sentent le vent tourner et investissent dans les énergies renouvelables. Quant à l’hydrogène “vert”, source de carburant décarboné, il fait l’objet d’un engouement général.



WALENTA, POLOGNE

FRANCE p. 14

L’école, un terrain miné

En France, les établissements scolaires sont devenus des zones de lutte où enseigner sans tabous constitue un défi. Un défi que les professeurs sont souvent bien seuls à relever. L’analyse de **Die Zeit** et les points de vue de la presse européenne.





Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Carnegie.ru (carnegie.ru) Moscou, en ligne. **CNN** (edition.cnn.com) Atlanta, en ligne. **Daily Maverick** (dailymaverick.co.za) Johannesburg, en ligne. **The Daily Telegraph** Londres, quotidien. **Daraj** (daraj.com) Beyrouth, en ligne. **The Diplomat** Sydney, bimensuel. **Financial Times** Londres, quotidien. **Il Foglio** Milan, quotidien. **Gatopardo** Mexico, mensuel. **The Guardian** Lagos, quotidien. **The New York Times** New York, quotidien. **Oukraïnska Pravda** (pravda.com.ua) Kiev, en ligne. **El País** Madrid, quotidien. **Profil** Moscou, hebdomadaire. **Público** Lisbonne, quotidien. **Der Standard** Vienne, quotidien. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **La Tercera** Santiago, quotidien. **Le Temps** Lausanne, quotidien. **Die Zeit** Hambourg, hebdomadaire.





Courrier international

L Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.

Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest.







Chili. Un exemple de démocratie

À l'issue d'un référendum, plus de 78 % des Chiliens se sont prononcés pour changer la Constitution adoptée il y a quarante ans sous Pinochet. Un *"événement historique"*, écrit *La Tercera* depuis Santiago.



↙ *Au centre : le président Piñera. Sur le drapeau : Nouvelle Constitution. Sur le livre : Constitution politiquede la république du Chili. Dessin de* **Hachfeld** *paru dans* **Neues Deutschland,** *Berlin.*

—**La Tercera** *(extraits) Santiago*

La victoire très nette du "oui" à la question *"Voulez-vous une nouvelle Constitution ?"* – soit 78 % des voix, contre 22 % pour le "non" – est un tournant pour le Chili, car le référendum révèle qu'une grande majorité soutient la réforme constitutionnelle. La participation massive au vote – en particulier chez les jeunes – et le fait que la journée électorale se soit déroulée normalement montrent l'importance d'œuvrer pour la résolution des différends par la voie démocratique et pacifique.

Nul doute que le pays aborde une nouvelle étape de son histoire et il relève aujourd'hui de la responsabilité collective de rester déterminé : le processus qui s'ouvre ne doit pas décevoir les attentes que la population a placées dans ce référendum.

Ce vote est empreint d'une symbolique particulière, parce qu'il permet l'expression de la volonté populaire sur un sujet aussi fondamental que la Constitution, mais aussi parce que cet événement historique est le fruit d'un grand accord politique conclu à l'automne 2019, alors que le pays vivait des moments critiques et que la démocratie elle-même était en péril. Il faut également souligner que par sa seule participation massive – malgré les difficultés liées à la pandémie et un vote facultatif – la population a entériné ce processus. Pour cette raison, il serait malvenu de réduire ce résultat à l'antagonisme "gagnant" et "perdant". Le pays dans son ensemble sort vainqueur de ce scrutin.

Nul doute que certains seront tentés d'assimiler le triomphe du "oui" à une idéologie politique en particulier. Mais la notion de "page blanche" doit justement être comprise comme une occasion d'intégrer au nouveau texte une pluralité de perspectives et non d'imposer des points de vue sectaires. En l'absence d'un tel état d'esprit, il est peu probable de trouver des solutions raisonnables aux attentes populaires qui s'expriment si clairement.

Cette journée du 25 octobre n'est [pour autant] pas une fin en soi : elle marque le début d'un long processus. Car s'il était important d'organiser ce référendum, il le sera tout autant de conclure des accords aboutissant à une proposition de Constitution. Nous pourrons ainsi laisser derrière nous les divisions du passé et jeter les bases d'une forte stabilité institutionnelle. L'une des conditions pour y parvenir est d'éviter les logiques de polarisation et d'intolérance qui ont tant marqué notre vie politique, et de tourner la page de la violence. Plus que jamais, il faut un engagement explicite de tous les partis pour refuser que le débat politique ne soit empoisonné par cette violence. C'est là précisément que le gouvernement et le président vont devoir jouer un rôle. Si, à cette heure, il ne peut plus influer sur le processus constitutionnel, le chef de l'État a néanmoins pour obligation d'assurer l'ordre public.

Lors de ce référendum, le pays a aussi désigné à une forte majorité la Convention constitutionnelle [composée de 155 citoyens élus] en tant qu'instance chargée d'élaborer la nouvelle Constitution, rejetant l'autre solution proposée, à savoir la Convention mixte, composée de citoyens élus et de députés en exercice. Dans la mesure où tant de concitoyens ont préféré la Convention constitutionnelle, il semble y avoir une réelle aspiration à amener de nouveaux visages dans le débat, à privilégier la parité et à ne pas rester prisonnier des logiques qui sont celles des partis politiques.

Les Chiliens ont fait savoir avec force qu'ils voulaient une nouvelle Constitution. Le pouvoir politique doit maintenant se montrer à la hauteur de [cette] mission.—

Publié le 26 octobre

Contexte

●●● Le référendum du 25 octobre est unanimement salué par la presse latino-américaine comme un dénouement démocratique à la profonde crise sociale qui secoue le Chili depuis un an. En novembre 2019, l'augmentation du prix du ticket de métro à Santiago, la capitale, a déclenché des manifestations à travers tout le pays. Pendant des semaines, des mobilisations sans précédent ont profondément ébranlé le gouvernement conservateur de Sébastián Piñera. L'annonce d'une série de mesures sociales n'a pas suffi à apaiser la colère, pas plus que la répression militaire permise par l'instauration d'un état d'urgence et d'un couvre-feu, une première depuis la fin de la dictature du général Augusto Pinochet (1974-1990). L'abandon de la Constitution écrite sous son règne est vite devenu la principale revendication populaire, jusqu'à arracher l'organisation d'un référendum au président Piñera. Prévu le 26 avril mais reporté à cause de la pandémie, le scrutin tourne définitivement la page de la dictature, comme le souligne **El Desconcierto** en titrant : *"Adieu Général !"*

La Lune riche en eau

ESPACE — *"La Nasa a découvert des preuves concluantes de la présence d'eau sur la Lune"*, écrit la **BBC** le 26 octobre, relayant deux études publiées dans la revue *Nature Astronomy*. Des signes de sa présence existaient déjà, mais c'est la première fois que les chercheurs ont pu distinguer nettement la molécule d'eau (H_2O) d'une entité chimiquement proche, le radical hydroxyle (OH). En outre, ces nouvelles découvertes suggèrent que l'eau y est plus abondante qu'on ne le pensait. De quoi *"renforcer les espoirs de la Nasa d'établir une base lunaire"*, explique la chaîne britannique.

À toute vitesse

FORMULE 1 — Quatre-vingt-douze victoires en Grand Prix. C'est la performance unique du pilote Lewis Hamilton. Le Britannique a doublé la légende Michael Schumacher (91 succès), le 25 octobre, en l'emportant sur le circuit de Portimão, au Portugal. *"On a longtemps cru les records de Schumacher inatteignables. Lewis Hamilton les a pourtant tous à portée de main, et les fera sans doute tomber les uns après les autres"*, s'enthousiasme **The Guardian.** Le coureur automobile de 35 ans se rapproche à grands pas de son septième sacre de champion du monde. *"Autant que l'Allemand. Et ce record aussi, Hamilton finira sans doute par le battre."*

Tournant féminin

LITUANIE — *"Le pouvoir prend un virage vers le centre droit, un virage mené par des femmes."* **Verslo Zinios** résume le renouvellement de la scène politique lituanienne à l'issue du second tour des législatives, le 25 octobre. Les conservateurs ont passé les huit dernières années dans l'opposition. Un retour au pouvoir possible grâce à l'alliance conclue avec deux formations libérales. Ce qui porterait à la tête du pays trois partis *"dirigés par des femmes"*. Ingrida Simonyte, ex-ministre des Finances, est pressentie pour diriger le gouvernement.

Komodo bétonné



INDONÉSIE — Le 27 octobre, **Koran Tempo** parodie à sa une le logo du film *Jurassic Park* en remplaçant dans le célèbre cercle rouge le dinosaure par un varan géant ou un dragon de Komodo, et titre : *"Komodo Park"*. Le journal cherche ainsi à alerter l'opinion sur un projet de développement *"superprioritaire"* qui est en train de transformer le parc de Komodo, site classé patrimoine mondial par l'Unesco, en parc d'attractions *"superbétonné"*. Des infrastructures hôtelières de luxe et de sports d'aventure sont ainsi annoncées.

Coup de pouce

ALLEMAGNE — *"La prime Covid arrive"*, titre **Die Tageszeitung** (TAZ) le 26 octobre, au terme de négociations salariales tendues qui ont donné lieu à des grèves d'avertissement. *"Ce sont les personnels soignants qui bénéficient le plus de l'accord entre employeurs et syndicats*, précise la TAZ. *Ils percevront jusqu'à 10 % de salaire en plus."* C'est une double bonne nouvelle, estime le quotidien de gauche : de nouvelles perturbations sociales en pleine deuxième vague auraient aggravé la situation. Mais surtout, ces gestes *"reflètent la reconnaissance acquise par ces personnels pendant la crise et peuvent aider aux futurs recrutements nécessaires dans les hôpitaux"*.

Réhabilitation

SOUDAN — Au lendemain de l'accord historique conclu avec les États-Unis, le Soudan est divisé, écrit la radio **Dabanga.** Donald Trump a annoncé que Khartoum allait être supprimé de la liste noire américaine des États parrains du terrorisme, après vingt-sept ans de sanctions. En échange, le pays doit s'acquitter de 335 millions de dollars et, surtout, d'une normalisation de ses relations avec Israël. Chose faite le 23 octobre. Dans cet État resté sous régime islamiste jusqu'à la chute d'Omar Al-Bachir, en 2019, certains s'indignent, mais d'autres se réjouissent : *"C'est comme si nous étions à nouveau des citoyens du monde !"* a confié un habitant au **New York Times.**

Interdiction quasi totale de l'IVG



POLOGNE — *"La guerre aux femmes"*, titre le quotidien libéral **Gazeta Wyborcza** après la décision rendue le 22 octobre par la Cour constitutionnelle de dégaliser le recours à l'avortement même en cas de malformation grave et irréversible du fœtus. L'IVG ne demeure donc légale en Pologne que si la grossesse résulte d'un viol ou d'un inceste ou si elle présente un risque pour la vie ou la santé de la femme. En réaction, de nombreuses manifestations ont eu lieu quotidiennement depuis à travers le pays.



C'EST, EN MILLIARDS DE DOLLARS, L'AMENDE INFLIGÉE À GOLDMAN SACHS, qui a reconnu sa culpabilité dans la plus grosse affaire de pots-de-vin jamais jugée aux États-Unis, celle du pillage du fonds malaisien 1MDB. Ce fonds créé il y a dix ans pour relancer l'économie du pays est *"devenu une caisse noire pour des responsables politiques, des banquiers et toute une clique de parasites"*, explique le **Wall Street Journal.** En 2012 et 2013, Goldman Sachs avait contribué à lever 6,5 milliards de dollars pour le fonds. Une grande partie de cet argent avait été volée *"avec l'aide de deux banquiers de Goldman et de complices des gouvernements malaisien et émirati"*.

VATICAN

Unions de même sexe : le défi du pape



→ *Dessin de* **Falco,** *Cuba.*

En s'exprimant en faveur de l'union civile entre personnes de même sexe, François fait un choix politique fort.

—Il Foglio *Milan*

Le documentaire d'Evgeny Afineevsky sur le souverain pontife a suscité beaucoup d'intérêt. On y entend en effet une déclaration du pape François en faveur du mariage gay. *"Les personnes homosexuelles ont le droit d'être une famille. Ce sont des enfants de Dieu, ils ont le droit à une famille,* répète-t-il. *Personne ne devrait être mis à l'écart ou rendu malheureux à cause de cela. Ce que nous devons créer, c'est une loi sur les unions civiles. Comme ça, ils seront couverts légalement. Je me suis battu pour cela."*

Ce qu'il faut relever ici, c'est que, quand il parle de reconnaître les unions homosexuelles, le pape ne fait pas référence à une conséquence de la laïcisation progressive de la société, qu'il faudrait tolérer d'une certaine manière, mais à un droit qui doit être reconnu et pour lequel le souverain pontife s'est lui-même battu.

La reconnaissance en question porte sur l'état civil et n'a rien à voir avec le sacrement du mariage. La position du pape est donc un choix politique, et non doctrinal. Au gré des siècles, nombreux sont les péchés dont la gravité a été minimisée peu à peu, jusqu'à disparaître. Comme celui de gourmandise, jugé capital au Moyen Âge, et qui n'a plus guère de sens aujourd'hui.

Dans la morale sexuelle, l'homosexualité est communément définie comme un *"grave désordre"*, et beaucoup se demandent si ce "désordre" est intrinsèque ou s'il est la conséquence de la discrimination et de la non-acceptation des homosexuels de la part des institutions et de l'Église. Le pape a clairement pris position en faveur de cette dernière interprétation, peut-être minoritaire dans l'épiscopat, mais qui trouve néanmoins des soutiens dans certaines Églises importantes, comme l'Église allemande.

Force est de constater qu'il existe une nette convergence entre les affirmations du Saint-Père et les orientations majoritaires dans l'épiscopat allemand [qui a déclaré fin 2019 que l'homosexualité était une forme normale de prédisposition sexuelle]. Là aussi, c'est nouveau : on pourrait dire que c'est le premier virage "occidental" d'un pontificat jusqu'ici jugé très tiers-mondiste, surtout dans sa lecture des processus économiques mondiaux.

> **Nombreux sont les péchés dont la gravité a été minimisée peu à peu, jusqu'à disparaître.**

L'union civile homosexuelle, pour laquelle François, s'adressant au monde, appelle à "légiférer", est en réalité déjà inscrite dans la loi de la plupart des pays occidentaux, mais elle reste encore souvent un parcours du combattant en Orient, en Afrique et en Amérique du Sud. Dans certains de ces pays, l'homosexualité est encore considérée comme un délit passible de peines très lourdes, allant parfois jusqu'à la mort.

L'engagement du pape François a donc un prix sur le terrain des relations internationales et c'est là, plus que dans le débat doctrinal qui va s'ouvrir, que réside le plus épineux des problèmes auxquels sera confronté le souverain pontife.

Ce qui est considéré en Occident comme une concession, comme un moyen de se rapprocher de la sensibilité majoritaire et de l'orientation législative dominante sera considéré, dans beaucoup d'autres régions du monde, comme un défi, dont il faut apprécier le courage évangélique.

—*Sergio Soave*
Publié le 22 octobre



Doit-on interdire les terrasses chauffées ?

Chauffer l'extérieur des cafés et des restaurants pour permettre aux clients de rester dehors en période de pandémie ne fait pas l'unanimité. Écologistes dans l'âme, Allemands et Autrichiens se lancent dans la réflexion et divergent sur la solution.

NON

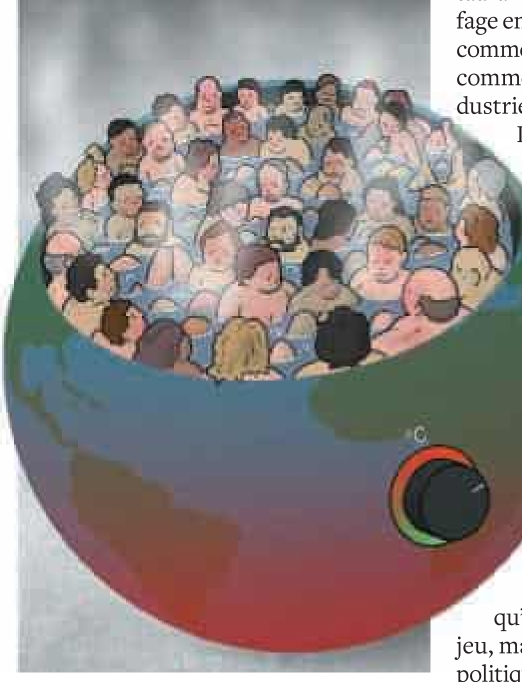
Il y va de la paix sociale

—**Süddeutsche Zeitung** *Munich*

Ces journées de la fin du printemps où les rues se sont à nouveau éveillées à la vie ont compté parmi les meilleurs moments de cette année. Dans les villes, ce sont surtout les cafés et les restaurants qui y ont contribué. On a enfin vu des personnes qui ne faisaient pas partie du même foyer s'asseoir ensemble et parler les unes avec les autres. Des activités qui se déroulaient jusque-là dans des espaces clos ont eu lieu en plein air, ce que nombre de gens ont considéré comme l'un des effets secondaires agréables de la lutte contre la pandémie. C'était possible parce qu'il y avait du soleil et que l'été était une fois de plus très sec.

Avec l'air frais de l'automne, on commence à se demander si tout cela sera bientôt terminé. Pour les restaurants et les bars, qui ont été durement touchés et se remettent à peine de la phase de confinement, ce serait un coup dur de plus : les espaces clos présentent un tel potentiel d'infection que nombre de gens se garderont de les fréquenter. Armin Laschet, le ministre-président de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, plaide donc pour le maintien des terrasses pendant l'hiver – en les chauffant. Ces systèmes de chauffage avaient été interdits dans de nombreuses communes en raison de leur consommation absurdement élevée d'énergie. Un nombre croissant d'élus demandent désormais la levée de cette interdiction au moins provisoirement. Et pour de bonnes raisons.

Chacune des mesures de ces derniers mois s'est payée au prix fort, socialement et financièrement. Il a fallu renoncer à beaucoup de choses : à des recettes financières et à des revenus, mais aussi à l'éducation et à la mobilité. Le maintien de la consommation et de la vie publique a généré de nouveaux coûts, entre autres écologiques. Les protocoles sanitaires ont par exemple provoqué une augmentation des emballages, sans parler de la consommation quotidienne de milliards de masques à usage unique. Faut-il vraiment que la lutte contre la pandémie ait des répercussions sur le bilan carbone pour devenir un peu plus agréable pour tout le monde ?



Du point de vue de la politique climatique, la première réponse est un non clair et net. Du moins si on entend par "politique climatique" une série d'actions symboliques destinées à provoquer le grand changement. Ce serait en effet un signe fatal que de revenir sur une interdiction obtenue de haute lutte uniquement pour des raisons d'économie et d'harmonie sociale. Si on ne peut obliger bars et restaurants à renoncer aux systèmes de chauffage en extérieur pour de bonnes raisons, comment pourra-t-on inciter des secteurs comme les producteurs d'énergie et l'industrie automobile à coopérer ?

La justice sociale voudrait également que l'on soit contre le retour des chauffages en extérieur. Parmi les personnes qui n'en tireraient rien du tout, à la différence des consommateurs indolents sous la chaleur et des patrons de restaurants, il y a les enfants, pour qui chaque tonne de CO_2 supplémentaire compromet l'avenir et qui n'ont bien souvent même pas un système d'aération au point dans leur école.

Or ce n'est pas uniquement dans la lutte contre le Covid-19 qu'il convient de peser les intérêts en jeu, mais également dans le cadre d'une politique de l'environnement socialement supportable. Notre paix sociale est un facteur à ne pas négliger et elle se crée là où on se réunit pour boire et manger. La taxe professionnelle payée par les restaurateurs permet aussi de maintenir une espèce de vie commune. Tous les cafés n'installeront pas un radiateur devant leur porte pour la seule raison qu'ils en ont le droit : les restaurateurs et les patrons de café sont aujourd'hui avertis et sensibles à la durabilité. Et les rares qui le feront ne détruiront pas tout de suite la planète, surtout si on leur donne des créneaux horaires bien déterminés.

En comparaison, la circulation automobile est largement plus néfaste à l'air et à la vie que les systèmes de chauffage extérieurs. Il faudrait ainsi mener une bataille politique pour la restreindre massivement dans les centres-villes. Pour le bien social, pour la santé économique et pour l'avenir.

—Meredith Haaf
Publié le 8 septembre

OUI

Elles sont trop énergivores

—**Der Standard** *Vienne*

Pour sauver l'automne et l'hiver de la restauration, les villes réautorisent les unes après les autres le chauffage des terrasses pour ses chers clients alors que cela était interdit depuis longtemps. Le maire écologiste (!) d'Innsbruck [dans le Tyrol autrichien] a été parmi les premiers à s'exprimer en ce sens, et voilà que la municipalité sociale-démocrate de Linz [en Haute-Autriche] s'y met aussi. Jusqu'où ira-t-on ?

Si on veut prendre un vin chaud ou boire autre chose au cours d'un repas à l'air libre, on peut tout de même recourir à deux méthodes éprouvées pour se protéger du froid : le gros anorak et le caleçon long.

Vous avez déjà oublié ? Le premier commandement en cette période de pandémie, c'est de garder ses distances. Or on peut d'ores et déjà prédire qu'au premier frisson il va y avoir foule autour de ces forêts de champignons chauffants. Les *contact tracers* seront bien à la peine pour trouver les cas contacts dans ces foyers de contamination.

De plus, cet ustensile de chauffage est un peu le champignon atomique des appareils électriques. Les écologistes ont calculé il y a longtemps que cinq de ces monstres engloutissent en un hiver autant d'électricité qu'une maison individuelle en un an. Ce sont donc de pures horreurs – pour la crise du Covid-19 comme pour la catastrophe climatique qui ne cesse de se rapprocher.

— Nina Weißensteiner
Publié le 5 octobre

↖ *Dessin de* **Tjeerd Royaards,** *Pays-Bas.*

d'un continent à l'autre.
amériques



France 14
Moyen-Orient... 16
Europe 18
Afrique 22
Asie 24

États-Unis. La Cour suprême aux ordres des républicains

À huit jours seulement de l'élection présidentielle, la confirmation de la très conservatrice juge Amy Coney Barrett vient consolider la mainmise des républicains sur la plus haute cour du pays pour des décennies, rappelle l'éditorial du *New York Times*.

→ *Amy Coney Barrett et Donald Trump. Dessin de* **Kevin Siers** *paru dans* **The Charlotte Observer,** *États-Unis.*

—The New York Times *(extraits) New York*

ÉDITO

Le vote qui s'est tenu au Sénat de Washington le 26 octobre était, a priori, une procédure régulière et séculaire participant de l'ordre constitutionnel des États-Unis : la confirmation à la Cour suprême d'une candidate nommée par le président.

Mais les sénateurs républicains, qui représentent une minorité de la population américaine, ont mis à mal la légitimité de la Cour suprême en y installant la juge ultra-conservatrice Amy Coney Barrett. Elle a en effet été nommée à vie, quelques jours avant l'élection présidentielle du 3 novembre qui, selon les sondages, pourrait se solder par une grande défaite des républicains.

Au même titre que les deux autres juges nommés par Trump pour siéger à la Cour suprême – Neil Gorsuch et Brett Kavanaugh –, le détail de la jurisprudence d'Amy Coney Barrett était moins important que le soutien que lui ont accordé les militants de la Federalist Society [principale organisation de juristes conservateurs du pays].

Ces trois nominations à la Cour suprême s'inscrivent dans le projet visant à transformer les tribunaux des États-Unis pour en faire non plus un bouclier contre-majoritaire destiné à protéger les droits des minorités, mais une épée antidémocratique à brandir contre des lois progressistes et populaires telles que l'Obamacare, la réforme de la santé d'Obama. La nomination d'Amy Coney Barrett a par ailleurs été entachée d'hypocrisie. Les républicains ont tout mis en œuvre pour valider à la hâte sa nomination, une semaine avant les élections, contredisant par la même occasion un principe dont ils avaient refusé de démordre en 2016.

Amy Coney Barrett devient la 115e juge de la Cour suprême, une issue pour ainsi dire annoncée dès le décès de la doyenne de la Cour Ruth Bader Ginsburg, le 18 septembre. Sa prise de fonctions sera l'aboutissement d'une croisade menée depuis les années 1980 par les conservateurs, qui se sont employés à placer des juges fidèles aux républicains dans les juridictions fédérales, où ils siégeront pendant des décennies, entravant ainsi une nation de plus en plus progressiste.

Nous n'énonçons pas ici une folle théorie complotiste. Mitch McConnell, le chef de file de la majorité républicaine au Sénat et l'un des principaux architectes de cette croisade, jubilait au vu et au su de tous le 25 octobre au soir. "*Une grande partie du travail accompli ces quatre dernières années sera défaite tôt ou tard par la prochaine élection*, a-t-il déclaré. *Mais ils ne pourront rien changer à* [la composition de la Cour] *pendant très longtemps.*"

Voilà qui résume à merveille ce qui était en jeu – et ce qui ne l'était pas.

Il n'a jamais été question que les Américains aient voix au chapitre dans la composition de la Cour suprême, contrairement à ce que McConnell et d'autres républicains du Sénat affirmaient en 2016, quand ils ont empêché le président Obama de pourvoir un poste de juge à la Cour suprême huit mois avant la fin de son mandat. Le 26 octobre, plus de 62 millions d'Américains avaient déjà voté par anticipation à la présidentielle de 2020. McConnell est manifestement convaincu que les électeurs sont sur le point de transférer à la fois la Maison-Blanche et le Sénat aux démocrates, d'où son acharnement à obtenir le remplacement de Ruth Bader Ginsburg.

Il n'a jamais été question non plus de lutter contre le "militantisme judiciaire". Pendant des décennies, les républicains ont accusé certains juges d'être des législateurs en robe de magistrat. Or aujourd'hui, la majorité conservatrice est l'une des plus militantes de toute l'histoire de la Cour suprême : elle a aboli des précédents établis de longue date et concocte de nouvelles théories judiciaires à la va-vite, pratiquement toujours alignées sur les choix politiques des républicains.

Aujourd'hui, la plus haute juridiction du pays est conservatrice comme elle ne l'a jamais été depuis les années 1930.

Comment va statuer la juge Barrett ? La folle précipitation avec laquelle elle a été confirmée à son poste ne laisse planer aucun doute. Les républicains prétendaient qu'elle n'était pas cette militante antiavortement qu'ils appelaient de leurs vœux, mais ils se sont trahis par l'agressivité et la hâte qu'ils ont déployées pour la placer à la plus haute instance du pays. Avant même sa confirmation, les républicains avaient déjà nommé 14 des 18 derniers juges de la Cour suprême. Depuis un demi-siècle, la plus haute juridiction du pays comprend une majorité de juges nommés par les républicains ; aujourd'hui, elle est conservatrice comme elle ne l'a jamais été depuis les années 1930.

Les Américains, qui ont préféré le candidat démocrate lors de six des sept dernières élections présidentielles, sont désormais subordonnés à une majorité de 6 juges conservateurs contre 3 à la Cour suprême. —

Publié le 26 octobre

↙ *Dessin de* **James Ferguson,** *paru dans le* **Financial Times,** *Londres.*

Deux histoires en lice

Les États-Unis se sont-ils bâtis sur l'esclavage et l'oppression raciale ou sont-ils, au contraire, une terre de liberté ? Dans la bataille pour la Maison-Blanche, deux visions s'affrontent.



—Financial Times *(extraits) Londres*

La nation américaine a-t-elle été fondée en 1776, ou en 1619 ? On dirait peut-être le sujet d'une épreuve d'histoire, mais la question se trouve au cœur de la présidentielle américaine.

À la mi-septembre, à l'occasion d'un discours aux Archives nationales, Donald Trump a promis de créer une *"commission 1776"* afin de *"rétablir l'instruction patriotique dans les écoles"* et de contrer le discours qui veut présenter l'Amérique comme une *"nation malfaisante et raciste"*. Le président a pris explicitement pour cible le "projet 1619" – une série d'articles très controversés publiés dans le *New York Times* et qui ont pour titre l'année qui a vu les premiers esclaves africains débarquer dans la colonie de Virginie.

Ce projet éditorial revisite l'histoire des États-Unis en plaçant l'esclavage et l'oppression raciale au cœur du récit américain. Trump, lui, affirme que c'est la liberté qui devrait être considérée comme le thème clé de l'histoire américaine. Sa commission aurait donc pour objectif de faire de nouveau de 1776, date de la Déclaration d'indépendance, le moment fondateur de l'Amérique.

La publication du "projet 1619", lancée l'an dernier lors des commémorations du 400e anniversaire du début de l'esclavage américain, a suscité autant d'intérêt que de débats. Elle a été applaudie par de nombreux établissements scolaires et universitaires qui ont décidé de l'inscrire dans leurs programmes. Elle a servi d'arrière-plan intellectuel à la vague d'émotions et à l'activisme associés au mouvement Black Lives Matter.

Mais elle a également fait l'objet de critiques, de sources parfois inattendues. Les recherches qui la sous-tendent ont été remises en cause dans plusieurs entretiens avec d'éminents historiens sur le World Socialist Web Site – dont la vision de l'histoire américaine fondée sur la lutte des classes est contredite par celle, raciale, du "projet 1619". Plusieurs de ces historiens ont ensuite écrit une lettre ouverte critique au *New York Times* – pour faire part de leur désapprobation et réclamer des corrections.

Fibre patriotique. Un des points essentiels du contentieux tournait autour de l'affirmation – avancée par la journaliste Nikole Hannah-Jones dans son essai d'introduction du "projet 1619" aussi vibrant que méticuleusement étayé – selon laquelle la révolution américaine aurait avant tout eu pour mobile la volonté de préserver l'esclavage aux États-Unis à une époque où il était de plus en plus dénoncé en Grande-Bretagne. Pour ces historiens, qui comptent dans leurs rangs certains des plus célèbres spécialistes de la révolution américaine, cette affirmation est tout simplement fausse.

En revanche, des universitaires plus jeunes la soutiennent. Ils citent en particulier la proclamation de Dunmore, émise par le gouverneur britannique de Virginie en 1775, qui promettait la liberté aux esclaves prêts à fuir leurs propriétaires pour rejoindre les Britanniques dans leur combat contre les rebelles américains.

Le débat universitaire a continué à faire rage et, depuis, le *New York Times* a modifié le ton d'une partie des textes d'introduction du projet pour en atténuer les assertions, sans pour autant s'écarter de son argument central. La signification de ce débat va bien au-delà du cadre académique. Il est directement lié à ce qu'affirme le mouvement Black Lives Matter, à savoir que l'esclavage et le racisme font partie du projet américain depuis les origines. Les conservateurs comprennent que si une nouvelle génération épouse ces vues, il sera plus facile à Black Lives Matter d'obtenir davantage de soutien en faveur de bouleversements sociaux et structurels.

Toutefois, si le camp Trump estime que le "projet 1619" représente un danger, il y voit aussi une occasion à ne pas manquer. Car il lui donne la possibilité de brocarder les démocrates comme étant "antiaméricains". Les républicains savent que la fibre patriotique est toujours prompte à vibrer chez leurs concitoyens.

Joe Biden n'a pas encore indiqué comment il espérait répliquer à l'appel de Donald Trump. Si le candidat démocrate se retrouve sur le gril, il pourrait se servir du schéma auquel a eu recours Barack Obama lors de la convention nationale démocrate de cette année. Sans évoquer directement [cette] controverse, celui-ci a reconnu que la Constitution *"n'était pas un document parfait. Elle autorisait l'esclavage, cet acte inhumain"*. Mais, a-t-il poursuivi : *"Ce document portait en lui comme une étoile polaire qui guiderait les générations futures [...] une démocratie grâce à laquelle nous pourrions mieux accomplir nos grands idéaux."*

Ne soyez pas surpris de voir l'histoire en tant qu'arme politique resurgir lors de cette présidentielle. Il ne s'agit pas que d'une énième escarmouche des "guerres culturelles". C'est un débat quant à la nature des États-Unis et du pouvoir politique. Comme le soulignait George Orwell dans son roman *1984* : *"Celui qui a le contrôle du passé a le contrôle du futur. Celui qui a le contrôle du présent a le contrôle du passé."*

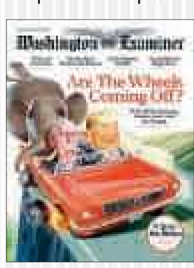
—*Gideon Rachman*
Publié le 28 septembre

ÉCHOS DE CAMPAGNE



L'APPEL AUX URNES

À l'approche du 3 novembre, jour du scrutin, les médias américains ne mégotent ni sur la pédagogie ni sur la créativité pour pousser les citoyens à se rendre aux urnes, à l'instar du magazine **Time,** dont la dernière couverture est signée du street artist Shepard Fairey. Pour la première fois en près de cent ans d'existence, l'hebdomadaire a renoncé à son nom pour le remplacer par la mention "Vote". Le ton, solennel, s'inscrit dans l'air du temps : d'après **The Guardian,** les observateurs anticipent un niveau de participation record lors de ces élections. Dimanche 25 octobre, près de 60 millions d'Américains avaient en effet déjà voté par anticipation ou par correspondance.



SORTIE DE ROUTE ?

"La campagne présidentielle américaine est entrée dans sa dernière ligne droite, et les choses ne se présentent pas bien pour Donald Trump." Le pire, pour le président américain, c'est que c'est le **Washington Examiner,** un hebdomadaire qui lui est d'ordinaire favorable, qui fait ce constat. Le magazine conservateur envisage même en une la *"sortie de route"* de Trump et des républicains. Au 25 octobre, la moyenne des sondages compilés par le site FiveThirtyEight créditait en effet Joe Biden de 51,8 % des intentions de vote, contre 43,1 % pour Donald Trump. D'après le *Washington Examiner,* dans les États clés, ceux qui font le plus souvent basculer l'élection présidentielle, les signaux sont au vert pour le candidat démocrate. Et si une victoire de Biden en forme de *"raz-de-marée"* n'est *"nullement garantie"*, elle est tout à fait *"possible"*.



RENDRE (À NOUVEAU) SA GRANDEUR À L'AMÉRIQUE

Paraphrasant le président américain, le **New York Post** appelle, en une de son édition du 26 octobre, à voter Donald Trump pour *"rendre, à nouveau, sa grandeur à l'Amérique"*. Il s'agit là d'un *endorsement,* pratique traditionnelle chez de nombreux journaux américains qui décident de soutenir officiellement un candidat pour aider les électeurs indécis. Le tabloïd conservateur, qui est l'un des très rares titres à appuyer le président sortant, considère que sur l'économie, la politique étrangère et l'immigration, Trump *"a tenu ses promesses"*. Le *New York Post* rappelle ainsi qu'avant la pandémie, le taux de chômage s'élevait à 3,5 % aux États-Unis, *"au plus bas depuis un demi-siècle"*.

MEXIQUE

Raquel Buenrostro, la dame de fer de l'impôt

Depuis que cette fonctionnaire a pris les rênes de l'administration fiscale, les grandes entreprises doivent mettre la main au porte-monnaie.

—El País *(extraits) Madrid*

PORTRAIT

Pendant de long mois, alors que les Mexicains restaient confinés à cause de la pandémie, Raquel Buenrostro a vu défiler dans son bureau des chefs d'entreprise renfrognés. Le pays tout entier était à l'arrêt depuis mars, mais le gouvernement avait jugé "essentielles" quelques activités, les consultations médicales, les pharmacies… et la collecte des impôts.

Tout au long de l'année, les patrons du bâtiment, du textile, de l'alimentaire ou encore des banques sont ainsi passés à l'administration fiscale pour régler des arriérés ou des sommes litigieuses, pour un total de presque 36 milliards de pesos [1,4 milliard d'euros]. S'ils sont tous passés à la caisse, c'est grâce à cette petite femme très souriante, diplômée de mathématiques et née il y a cinquante ans à Mexico. *"Sans ça, comment allons-nous financer tous les programmes sociaux qui sont lancés"*, explique Raquel Buenrostro avec l'enthousiasme des soldats de la "quatrième transformation" [le terme consacré qu'utilise le président Andrés Manuel López Obrador pour désigner sa politique de transformation du pays].

Depuis le début de 2020, quelque 627 chefs d'entreprise, au rythme de presque quatre par jour, ont réglé leur dû dans ce bureau austère qui a pour seule décoration un drapeau du Mexique, un portrait du président et une carte des douanes qui dépendent du service de recouvrement. Des procédures judiciaires qui traînaient depuis des années ont été interrompues et des géants comme Walmart, BBVA, Coca-Cola ou América Móvil ont fini par payer.

"En arrivant au gouvernement, nous nous sommes rendu compte que personne n'essayait de collecter des impôts auprès de certaines entreprises. Des patrons s'étonnaient d'être convoqués, car ils n'avaient jamais rien versé. On leur accordait tous les trois ans une exonération, qui d'ailleurs, me disaient-ils, devait être renouvelée l'année suivante", affirme Buenrostro.

Quand elle a pris les rênes de l'administration fiscale le 15 janvier, López Obrador lui a donné deux consignes : *"Collecter plus d'impôts et venir à bout de la corruption."* Et sur ces deux fronts, Buenrostro semble être l'élève modèle du gouvernement : elle a perçu 12 % d'argent de plus qu'en 2019 malgré la paralysie économique, et elle enquête sur 70 fonctionnaires, dont la moitié travaille aux douanes, car ils auraient manqué à leurs obligations. Et ce qui jusque-là était réglé par un licenciement doit désormais faire l'objet d'explications devant un procureur de la République.

Implacable. Considérée comme la dame de fer de la "quatrième transformation", Raquel Buenrostro explique que sa stratégie consiste à cibler les grandes fortunes et les secteurs productifs qui étaient jusqu'à présent les moins imposés : *"Nous avons inspecté la fiscalité par branches d'activité et l'avons comparée à ce qui se pratique ailleurs dans le monde, pour repérer les domaines où la taxation était la plus basse. Par exemple, l'industrie pharmaceutique est taxée en moyenne à 7 % dans les autres pays, mais à 1,5 % seulement au Mexique. Ensuite, nous avons analysé une par une les entreprises et découvert que si la moyenne était de 1,5 %, certaines n'étaient imposées qu'à 0,3 % ou n'avaient pas été auditées depuis dix ans, et ce sont elles qui étaient dans notre collimateur"*, souligne-t-elle.

Formée à l'université nationale autonome du Mexique (Unam), Raquel Buenrostro a connu López Obrador lorsque ce dernier était chef du gouvernement de la ville de Mexico (de 2000 à 2005). À l'époque, Carlos Urzúa, alors ministre des Finances, avait chargé Buenrostro de la politique fiscale. Elle était tout juste diplômée du Colegio de Mexico, mais elle s'est vite révélée une fonctionnaire méthodique et implacable, qui comprenait le contexte politique que traversait la capitale. Depuis sa prise de fonctions à l'administration fiscale en janvier 2020, elle a intégré la politique du président et son obsession pour les budgets des programmes sociaux.

Tous les jours à 20 heures, Buenrostro envoie un message sur WhatsApp pour communiquer à la présidence, comme le lui avait demandé López Obrador, combien d'impôts supplémentaires elle a collecté. Car, le lendemain matin, le président se sert de cette donnée pour montrer du doigt, féliciter ou malmener les patrons rebelles lors de sa conférence de presse matinale. Buenrostro reconnaît que, lorsqu'ils sortent de son bureau, de nombreux PDG l'implorent de ne pas être cités par le président. *"La conférence de presse quotidienne est la meilleure agence de recouvrement"*, confie-t-elle d'un ton las, face à ce phénomène qui échappe à sa maîtrise.

Dans ses messages sur WhatsApp, Buenrostro souligne par exemple que Grupo Salinas, qui appartient à Ricardo Salinas Pliego et qui compte quinze litiges en cours, est l'un des plus réfractaires à s'acquitter de l'impôt. Ce patron d'entreprises comme [les magasins] Elektra et Banco Azteca est l'un de ceux qui refusent de payer et renvoient toutes les affaires devant les tribunaux, souligne Buenrostro. Paradoxalement, Salinas Pliego siège au groupe des conseillers économiques du président mexicain.

Le système fiscal que dirige Buenrostro et qui alimente les mesures de la politique sociale mexicaine est un monstre bureaucratique qui compte de très nombreuses particularités. Par exemple, seules 16 % des recettes publiques sont issues du recouvrement d'impôts, l'un des chiffres les plus bas parmi les pays de l'OCDE. Une autre curiosité veut que, depuis 2018, les remises fiscales soient expressément interdites par un article de la Constitution. Enfin, malgré le grand nombre de millionnaires au Mexique, il n'existe pas – et ça restera ainsi, admet Buenrostro – d'impôt sur la fortune ni sur les héritages.

Sans oublier un autre déséquilibre : environ 60 millions de personnes paient chaque année leurs impôts religieusement, mais leur contribution collective est insignifiante. En réalité, 51 % des impôts sont versés par 12000 personnes. *"Plus de la moitié des recettes fiscales provient de 0,2 % des entreprises, c'est pour cette raison que nous nous concentrons sur elles. Je disais aux patrons : vous investissez votre argent de manière à obtenir la meilleure rentabilité, et selon la même logique, j'investis mon énergie dans les secteurs qui seront les plus rentables."* Et d'ajouter : *"Il était indispensable d'augmenter le recouvrement d'impôts pour compenser la chute des recettes due à la paralysie économique"*, explique-t-elle pour résumer son travail des huit derniers mois.

Le système fiscal est un monstre bureaucratique avec de très nombreuses particularités.

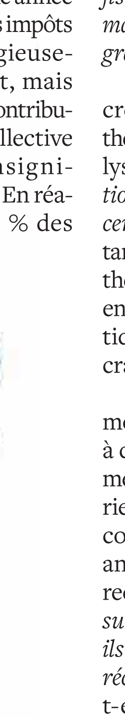
Malgré tout, sa gestion a provoqué la colère des chefs d'entreprise, notamment ceux de l'association patronale Coparmex, qui a accusé Buenrostro de *"terrorisme fiscal"* en raison de sa proposition d'utiliser des photos, des vidéos et des téléphones mobiles pour récupérer des informations, et des pressions exercées pour que les patrons n'aient pas recours aux tribunaux. *"Ce n'est aucunement du terrorisme fiscal*, se défend Buenrostro, *la majorité des affaires trouve une issue grâce à la médiation."*

Pendant ses études, elle a consacré son mémoire de master au théorème de Miller-Teply et à l'analyse des effets du à *"l'intervention intramarginale de la Banque centrale"*. Plus de vingt ans plus tard, sa nouvelle mission est moins théorique et elle s'est transformée en avant-centre efficace de la politique de López Obrador qui ne craint pas la confrontation.

Quand on lui demande si elle mobilise l'administration fiscale à des fins politiques, Buenrostro mentionne le gouvernement antérieur et montre une courbe de la collecte d'impôts ces dernières années, qui révèle une chute des recettes à partir de 2013. *"L'année suivant la victoire de Peña Nieto, ils ont arrêté le recouvrement pour récompenser leurs amis"*, analyse-t-elle. Des amis qui dorment moins bien la nuit depuis que Raquel Buenrostro ne lâche plus WhatsApp.

—*Jacobo García*
Publié le 5 octobre





↙ *Dessin de* **Michel Kichka**, *Israël, pour* **Courrier international.**



Société. L’école, un terrain miné

En France, les établissements scolaires sont devenus des zones de lutte où enseigner sans tabous constitue un défi. Un défi que les professeurs sont souvent bien seuls à relever, constate cet hebdomadaire allemand.

[redacted]

—**Die Zeit** *Hambourg*

Samuel Paty n’est pas la première victime. Mais il est le premier enseignant à avoir été assassiné en France par un agresseur aux motivations islamistes. Pour être plus précis, il est le premier à avoir été assassiné *parce qu’*il était enseignant. Seules ces circonstances, et la brutalité de l’acte – Paty a été décapité –, peuvent expliquer l’impact du traumatisme que subit aujourd’hui le pays. Car cet attentat barbare a rendu public ce que la République s’efforce depuis longtemps de minimiser ou de taire : ce sont justement les établissements scolaires qui sont désormais des zones de lutte. Il n’y a pas qu’au collège du Bois-d’Aulne, à Conflans-Sainte-Honorine, où Samuel Paty enseignait l’histoire, que les musulmans radicaux remettent en question les valeurs de la République.

En 2004, Jean-Pierre Obin était inspecteur au ministère de l’Éducation quand il a tiré la sonnette d’alarme pour la première fois. Dans une étude qu’il avait réalisée à la demande du ministère, il pointait déjà du doigt l’influence perceptible des islamistes dans les écoles. Or son propre gouvernement a préféré ne pas donner trop d’importance à son étude et lui a reproché d’être *“alarmiste”*. Il y a quelques semaines, il a publié un nouveau livre intitulé *Comment on a laissé l’islamisme pénétrer l’école* [Éditions Hermann]. Près de la moitié des enseignants, soutient Obin, reconnaîtraient qu’ils *“s’autocensurent par peur”* quand ils abordent la religion ou la liberté d’expression avec des élèves musulmans. En primaire, ils redouteraient les réactions des parents, en secondaire celles des collégiens et des lycéens eux-mêmes. Il y a régulièrement des conflits, parce que les familles ne veulent pas que leurs filles assistent aux cours de natation ou que les élèves musulmans refusent de serrer la main des filles.

“Chair à canon”. *“L’école française est une cible importante pour le projet politique de l’islamisme,* explique Obin. *C’est là qu’on enseigne la laïcité, c’est-à-dire la stricte séparation entre la religion et l’État, et la liberté d’expression y compris jusqu’au blasphème.”* S’en prendre à ces valeurs serait une stratégie clé des islamistes. De nombreux enseignants se sont retrouvés impuissants devant ces attaques. *“Leur formation ne les a pas préparés à faire face à des jeunes et des familles radicalisés”*, poursuit-il. Dans des situations dangereuses, ils seraient la *“chair à canon”* de l’État.

De tout ce que l’on sait aujourd’hui, Samuel Paty était bien conscient de la difficulté de sa mission. En France, le programme scolaire prévoit expressément qu’au collège et au lycée soit évoquée la liberté d’expression garantie par l’État, liberté qui inclut la possibilité de blasphème. Le strict respect de la laïcité est ancré dans la loi depuis 1905, la religion ne doit jouer aucun rôle dans l’espace public. Le droit au blasphème est également garanti par la loi, et fait donc partie du programme. En revanche, il est interdit en France de dénigrer l’appartenance à une religion. Officiellement, après chaque attentat, la défense de la laïcité est renforcée, ce qui conduit parfois à des décisions curieuses : ainsi, une pasteur invitée à une conférence dans un établissement à l’occasion des 500 ans des thèses de Luther en a finalement été exclue, car le professeur d’histoire craignait d’enfreindre la loi.

La plupart des enseignants qui travaillent dans des villes où la population musulmane est importante vivent dans un monde totalement différent de celui de leurs élèves, dit Jean-Pierre Obin. *“La plupart des pédagogues ne sont pas croyants, pour eux la religion ne joue aucun rôle, alors qu’elle constitue le quotidien de beaucoup de garçons et de filles.”* À cela s’ajoute un choix rigoureux mais difficile à comprendre : ce sont précisément les jeunes professeurs inexpérimentés qui, pour leurs premiers postes, sont généralement affectés dans des établissements situés dans des zones socialement défavorisées.

Le programme prévoit expressément qu’au collège et au lycée soit évoquée la liberté d’expression.

Maud Solivérès enseigne depuis plusieurs années dans des établissements très différents. Dans ceux des quartiers principalement aisés et bourgeois, les parents sont très présents, explique-t-elle, *“parfois trop. Ils veulent décider du contenu des cours et viennent en bloc aux soirées destinées aux parents d’élèves.”*

L’enseignante de 42 ans travaille actuellement à Nice dans une classe avec six nationalités différentes. Seuls huit de ses élèves parlent couramment français, de nombreuses mères sont voilées. *“Rien que la distance physique est énorme en ce moment : entre le voile, le masque et les lunettes de soleil, on ne peut reconnaître personne.”* Seules deux mères sont venues à la dernière soirée pour les parents d’élèves. Maud Solivérès reconnaît qu’elle ne sait généralement pas ce qui se passe dans les familles de ses élèves. D’où la difficulté à repérer lesquels sont sous l’influence d’idées extrémistes et à *“les ramener dans notre giron”*.

À cela s’ajoute le fait que l’école à la maison est toujours autorisée en France. Alors qu’un nombre croissant de familles envoient leurs enfants dans des écoles musulmanes, Emmanuel Macron avait toutefois annoncé – avant même l’assassinat de Samuel Paty – sa volonté d’interdire l’instruction à domicile à partir de 2021. Le meurtrier de Samuel Paty avait pourtant fréquenté l’école publique.

Katja Terhechte est professeur d’allemand en France. Cette native de Munster a longtemps enseigné à Marseille dans un quartier majoritairement pauvre et musulman. *“Ça bouillonne là-bas”*, raconte-t-elle. Plusieurs jours après l’attentat, elle est encore sous le choc. De son point de vue, la mission des professeurs est plus difficile en France qu’en Allemagne : avec le principe de laïcité, ils se retrouvent pris en tenaille entre des élèves musulmans qu’il s’agit de ne pas offenser et les valeurs de la République qu’ils ont la charge de faire respecter. C’était la position de Samuel Paty.

Deux sons de cloche. En réalité, cette tension est presque irréductible. Il y a d’un côté la République, qui veut voir garanti le droit de blasphème, y compris à l’école ; de l’autre, il y a des élèves musulmans qui apprennent à la maison que toute forme de critique de leur religion, et *a fortiori* de mépris, ne saurait être tolérée. *“La laïcité comporte également le droit pour chacun de choisir sa religion,* souligne la sociologue Alice Salomon. *Mais pour bon nombre d’élèves, cela implique au quotidien de mettre leur religion de côté entre 8 h 30 et 16 h 30.”*

↙ *Dessin de* **Luc Descheemaeker,** *Belgique.*

CARTOON MOVEMENT

Selon Katja Terhechte, l'agressivité croissante à l'égard des professeurs en France tient aussi au mépris qui entoure leur profession. Ils sont mal payés, et leurs difficultés ne sont souvent pas prises au sérieux. "Ne pas faire de vagues", telle est leur réaction par défaut lorsqu'ils se sentent menacés.

L'assassinat de Samuel Paty fera-t-il changer les choses ? Au lendemain de l'attentat, le président a réagi de la même manière que ses deux prédécesseurs : avec un discours fort et la volonté affichée de durcir la lutte contre les terroristes islamistes. "*Ils ne passeront pas*", a-t-il écrit sur Twitter juste après la découverte de cette attaque. Ce à quoi Marine Le Pen a immédiatement répondu : "*Ils sont déjà là, jusque dans nos écoles*." Les Français seront appelés à élire un nouveau président dans un an et demi. Il est certain que la lutte contre l'islamisme – la "*guerre*", pour reprendre les termes de la chef de l'extrême droite – sera au centre de la campagne.

Dans de nombreuses régions, les enseignants ont été appelés à traiter dès que possible des caricatures de Mahomet en classe – ainsi que l'avait fait Samuel Paty. Plus que jamais, c'est ainsi que la République entend défendre ses principes.

—Annika Joeres
Publié le 21 octobre




SOURCE

DIE ZEIT
Hambourg, Allemagne
Hebdomadaire, 500 000 ex.
zeit.de
C'est la publication allemande de référence, une autorité outre-Rhin. Ce (très) grand journal d'information et d'analyse politique, pointu et exigeant, se distingue aussi par sa maquette et son iconographie très recherchées. Tolérant et libéral, il paraît tous les jeudis. Créé en 1946 par la force d'occupation britannique, basé à Hambourg, il appartient au groupe Holtzbrinck. Installé à Berlin, le site Zeit Online possède sa propre rédaction. Il publie cependant aussi les articles issus de l'hebdomadaire.



Pays-Bas. La fabrique des citoyens

● Pour **De Volkskrant,** si l'assassinat de Samuel Paty a tant touché la France, *"c'est que, outre la tragédie humaine, les idéaux les plus profonds du pays ont été atteints"*. Le quotidien néerlandais explique la conception française de la laïcité et, surtout, de l'école républicaine : *"En France, il est impensable que vous entriez en classe pour déposer votre enfant. Les parents saluent leurs enfants devant la porte, et ceux-ci entrent seuls, comme si, symboliquement, ils étaient confiés aux enseignants au service de l'État, qui en feront de bons* citoyens* *français." "Avec la sécularisation qui a suivi l'après-guerre"*, le principe de séparation de l'Église et de l'État – qui a accompagné l'instauration de l'école républicaine sous la IIIe République – *"n'était pratiquement plus remis en cause,* poursuit le journal. *Mais cela a changé avec l'immigration en provenance de pays musulmans"*, qui a reposé la question de cet aménagement. Elle se manifeste dans des sujets comme les repas halal ou le respect de la minute de silence après l'attentat contre *Charlie Hebdo.* Dès lors, il est devenu évident que la République, avec sa tradition parfois irrévérencieuse, *"ne parvenait plus à atteindre certains de ses membres. La tâche des enseignants n'en a été que renforcée : celle de porter les valeurs françaises jusque dans les* banlieues* *les plus reculées."* Et c'est précisément de cette responsabilité que Samuel Paty a tenté de s'acquitter, conclut le quotidien.

Danemark. "Charlie" obligatoire pour tous ?

● Et si l'enseignement des célèbres dessins de *Charlie Hebdo* devenait obligatoire pour tous ? Ce débat a surgi au Danemark après qu'une professeure, en signe de solidarité avec Samuel Paty, avait annoncé sur Facebook vouloir montrer les caricatures de Mahomet lors des cours ; déclaration qu'elle a vite dû rendre "privée" après avoir reçu des menaces. Plusieurs hommes politiques se sont prononcés en faveur d'un enseignement obligatoire, l'idée étant qu'ainsi il n'incomberait pas aux professeurs de décider ce qu'il faut inclure dans les cours, pour les dispenser de cette responsabilité. Mais aux yeux du quotidien **Jyllands-Posten** – le premier à avoir publié les caricatures du Prophète, et qui n'ose plus le faire par peur d'attaques d'islamistes extrémistes –, l'État ne peut pas garantir la sécurité des professeurs. *"L'enseignement peut toujours être insultant, chacun trouvera raison de se sentir offensé à un moment ou à un autre. C'est honteux quand les hommes politiques veulent faire assumer par les professeurs les conséquences d'un état sociétal qu'ils ont eux-mêmes créé."* Ce sont les professeurs qui se retrouvent en première ligne. *"Et ce n'est pas une honte d'avoir peur de se faire égorger. La violence fonctionne. On est arrivé à la même conclusion ici au journal."*

Suisse. Des témoignages qui sidèrent

● Être professeur d'histoire-géo dans la France de 2020 n'a plus rien du cours pépère sur le Roi-Soleil ou les maquettes de volcans, écrit la **Tribune de Genève.** *"Après la décapitation de Samuel Paty, les langues se délient et les témoignages nous sidèrent en Suisse, où ces matières n'ont jamais été contestées.* [...] *En face des professeurs, c'est de plus en plus la dérive d'ados désinformés, croix gammées gribouillées sur les cahiers. Des ados, qui, grâce à Instagram et TikTok, ont déjà un avis sur tout, imparfait et tronqué, auquel s'ajoute celui de la famille. Sur le millier de signalements d'atteintes à la laïcité ces six derniers mois, 20 % concernaient les parents. Et on est loin de la réalité, puisque beaucoup d'incidents sont passés sous silence, par refus de stigmatiser l'élève, mais aussi par peur. Alors, lorsqu'il faut aborder en classe la décolonisation à travers l'exemple de l'Algérie ou de l'Inde, certains profs choisissent Gandhi. Franchement, qui peut leur en vouloir ?"*

Italie. Autocensure silencieuse

● Selon le quotidien romain **La Repubblica,** la particularité de l'école française est qu'elle est considérée comme l'endroit où s'effectue *"le passage des valeurs républicaines entre générations"*. Une République qui, affirme le journal, *"a dans la laïcité sa religion civile"*. Il s'agit donc là d'une valeur à transmettre mais, comme le constate le journal italien, ce passage de valeurs est désormais menacé, ce qui ouvre le débat sur la *"liberté de l'enseignement". "Il y a deux ans déjà, une enquête du gouvernement expliquait que 38 % des professeurs s'étaient déjà sentis 'menacés' et donc 'conditionnés' dans leurs enseignements de la laïcité,* rappelle *La Repubblica. 37 % des enseignants avaient, eux, reconnu s'être autocensurés à cause de menaces reçues par des parents d'élèves intégristes. Très peu d'entre eux ont dénoncé ces pressions violentes. Ces professeurs ont géré dans la solitude le poids de la peur et des menaces islamistes et, toujours dans le silence, ont décidé de revoir leurs choix didactiques, en mutilant leur liberté d'enseigner."*

Canada. Une nécessaire liberté pédagogique

● *"Alors que la France pleure aujourd'hui un 'martyr de la République', il me semble que la leçon de cet assassinat sauvage est moins celle de tenir tête coûte que coûte aux fous d'Allah – comme le clament de plus belle les autorités françaises"*, écrit le quotidien **Le Devoir.** *"La leçon est plutôt celle de la nécessaire liberté pédagogique. La liberté de dire et de montrer les choses comme elles sont lorsqu'il s'agit d'expliquer des événements ou des idées, lorsqu'il s'agit, en fait, de se heurter à ce qu'on ne connaît pas encore. Être forcé de sortir du confort de l'indifférence, obligé de se cogner continuellement à ses propres limites, n'est-ce pas là le but de toute éducation ?"*

* En français dans le texte.

moyen-orient

Islam. La liberté doit redevenir une valeur cardinale

La campagne de boycott des produits français lancée dans les pays musulmans veut empêcher toute critique de l'islam. Pour ce juriste yéménite, les musulmans se placent encore une fois du mauvais côté de l'histoire.



↙ *Dessin de* **Côté,** *paru dans* **Le Soleil,** *Québec.*

—**Daraj** *(extraits) Beyrouth*

Le monde musulman entretient depuis longtemps un rapport conflictuel avec la liberté d'expression. La campagne récemment lancée sous le mot d'ordre "Ne touchez pas au Prophète", consistant à boycotter les produits français, s'inscrit dans cette histoire.

On ne peut évidemment passer sous silence son aspect purement politique, puisqu'elle est presque exclusivement le fait de groupes liés aux Frères musulmans. En fait, elle sert à alimenter le discours du président turc, Recep Tayyip Erdogan, qui aime à se présenter comme le seul rempart contre l'Occident en général, et contre Emmanuel Macron en particulier. Elle sert aussi à couvrir une autre campagne en cours, à savoir l'appel des Saoudiens à boycotter les produits turcs. Ses auteurs s'imaginent qu'ils peuvent mettre l'islam au-dessus de toute critique, en installant l'idée que toute critique se payera au prix fort.

Pendant longtemps, cette lutte contre la liberté d'expression était restée circonscrite aux pays musulmans. Mais, en 1989, elle a débordé les frontières quand le guide suprême d'Iran, l'ayatollah Khomeyni, a publié sa sinistre fatwa. Celle-ci ne comportait pas seulement une condamnation à mort de l'écrivain Salman Rushdie, à cause de son roman *Les Versets sataniques*, où il évoque Mahomet et son épouse, elle incitait également tout musulman à s'en faire l'exécutant. C'était la première attaque de dimension mondiale contre la liberté d'expression.

C'était par ailleurs l'année de l'effondrement du bloc soviétique. On était au début de la mondialisation. Et au début de l'essor mondial des crispations identitaires.

Fossé. En Europe, des musulmans ont brûlé des copies du roman et réclamé dans des manifestations la mort de Rushdie. Le monde arabo-musulman s'est enflammé contre un roman qu'il n'a pas lu. Et, à l'exception d'une petite poignée d'intellectuels arabes, la plupart ont joint leur voix aux cris de colère hostiles à la liberté d'expression dès lors qu'elle touche à la religion.

Selon moi, les musulmans ont perdu sur deux fronts cette année-là. D'une part, ils ont échoué à contrer le principe de la liberté d'expression et, d'autre part, leur seule façon de s'inscrire dans la mondialisation fut de se joindre à la vague de crispations identitaires.

À chaque attentat contre la liberté d'expression, les musulmans se sont rangés du mauvais côté de l'histoire, ont creusé le fossé qui les sépare des non-musulmans et ont rejeté un peu plus le principe de cette liberté.

Le discours que justifie le refus de la liberté d'expression s'articule en trois points. Premièrement, on condamne les actes terroristes, mais en ajoutant qu'on condamne aussi ceux qui ont usé de leur liberté. Deuxièmement, on prétend que les actes terroristes résultent de "provocations" qui heurtent la sensibilité des musulmans. Troisièmement, on explique que la solution pour éviter des actes terroristes consiste à renoncer à la liberté d'expression pour tout ce qui touche à l'islam.

OPINION

Après chaque attentat, des musulmans vont tenir un double discours – nous condamnons le terrorisme, mais nous condamnons aussi ses victimes –, puis ils vont jouer les victimes afin que la question ne soit plus celle de la liberté d'expression, mais de l'injustice faite aux musulmans. Aujourd'hui, les musulmans européens, en tant que minorité, ne peuvent pas se laisser embarquer dans l'intransigeance des promoteurs de la campagne "Ne touchez pas au Prophète". Ils sont conscients qu'on les pousse dans un affrontement où ils seront perdants. Aussi demandent-ils au contraire qu'on rompe les liens avec l'islam radical étranger.

Depuis que l'Arabie Saoudite se fait de moins en moins le promoteur du wahhabisme, la Turquie et l'Iran sont restés les principaux hérauts de l'islamisme à travers le monde.

À l'attention des mosquées, le Conseil français du culte musulman a rédigé un prêche dans lequel il est écrit : *"Assassiner un homme en prétendant défendre la dignité du Prophète est une profanation du message prophétique, un affront à notre foi et à notre religion et une trahison de tout ce qui est sacré."* Le but est d'éviter aux musulmans français d'être pris en otages par le radicalisme. Or cette démarche est combattue de façon très organisée par ceux qui veulent que la situation dégénère comme en 2005 après les caricatures danoises, et qui essaient de rétablir leur magistère sur les musulmans de France, coincés entre l'islamisme d'un côté et l'extrême droite de l'autre.

Le président Erdogan joue sur la fibre religieuse pour se présenter comme le calife et le grand chef, comme celui qui sait manipuler la religion au service de sa politique. Il feint de servir l'islam, alors qu'il use de la nostalgie ottomane au seul service des intérêts étroits de la Turquie. Il feint de défendre les musulmans qui seraient opprimés dans les pays européens, alors qu'il est responsable d'une confiscation sans commune mesure des libertés et de l'oppression des minorités en Turquie même.

Les musulmans, en Europe et ailleurs, ne doivent plus se laisser prendre en otages par l'extrémisme fondamentaliste. Ils doivent comprendre que les idées et les religions ne sont pas au-dessus des critiques, ni des caricatures, ni même des prises de position provocatrices. La seule chose que le monde moderne proscrit, c'est l'incitation à la haine et le racisme. C'est là-dessus que les musulmans devraient se concentrer, une fois qu'ils se seront débarrassés de leur propre rejet, détestation et hostilité à l'égard d'autrui.

—***Hussein Al-Wadeï***
Publié le 24 octobre

Dictatures et religion, l'alliance explosive

●●● La caution religieuse apportée aux dictatures du monde musulman a nourri une violence fascisante qui explose en France et ailleurs dans le monde. Cet état de fait est le fruit d'États faillis et répressifs, qui ont choisi cette solution de facilité, estime dans un autre article le site libanais **Daraj** : *"Mettre les oulémas à l'honneur et multiplier des mosquées était un moyen de contrôler la population à moindres frais. Il aurait été plus difficile d'offrir à leurs peuples des écoles et des universités de qualité. [...] Cet attelage de dictature militaire et de discours religieux continue d'exercer son emprise sur des millions de gens. Mais là où les régimes pensaient que les mosquées allaient administrer de l'opium au peuple, elles ont au contraire transformé les ouailles en bombes à retardement. Et ont entraîné l'islam avec eux dans leur échec. On peut donc parler d'un 'islam d'États faillis'. Et avec une fermeture toujours plus rigoureuse du champ politique, cet 'islam des États faillis' mue de plus en plus en un 'islam des États fascistes'."*

"Les dictatures du monde musulman ont entraîné l'islam dans leur faillite". Un article à lire en intégralité sur notre site.

↙ *Islamisme. Laïcité. Dessin de* **Bleibel,** *paru dans* **Daily Star,** *Beyrouth.*

"Macron l'insolent joue avec le feu"

Vu de Turquie. Le président Erdogan s'est interrogé le 24 octobre sur la *"santé mentale"* de son homologue français, par ailleurs accusé d'"islamophobie" par la presse affidée à Ankara.



Cette fois, la guerre des mots entre les présidents turc et français aura fait une victime : l'ambassadeur de France en Turquie a été rappelé à Paris pour *"consultation"*. Un acte diplomatique rare, dont le but est de protester contre les dernières diatribes de Recep Tayyip Erdogan.

"Mais quel est son problème avec les musulmans ? Ce Macron a besoin de faire examiner sa santé mentale. Que préconiser d'autre face à un président qui ne comprend rien à la liberté religieuse et qui se comporte de manière discriminatoire vis-à-vis de millions de citoyens qui ne partagent pas sa foi ? [...] Tu ne cesses de t'en prendre à Erdogan, mais ça ne t'apportera rien !" a lancé le samedi 24 octobre le président turc, rapporte le quotidien islamo-nationaliste **Yeni Safak.**

La presse progouvernementale s'indigne depuis plusieurs jours des discours prononcés par le président français à la suite du meurtre du professeur Samuel Paty, et des affichages publics des caricatures du prophète de l'islam. *"Macron l'insolent joue avec le feu"*, titre ainsi le quotidien islamiste **Yeni Akit,** avant de s'indigner : *"Incapable de gérer la crise économique et sanitaire que connaît son pays, Macron tente de faire diversion en s'en prenant aux valeurs de l'islam. En affichant sur des bâtiments publics des villes de Toulouse et de Montpellier ces caricatures, la France insulte officiellement le Prophète."*

De rares médias d'opposition s'inquiètent, eux, de la fuite en avant du président turc, à l'image du site **Ahval** : *"Seule puissance dans la région à brandir l'étendard de l'islam politique, la Turquie s'en prend à tout le monde : la Grèce, l'Allemagne, les États-Unis, la France. Et cela dégénère jusqu'à ce qu'Erdogan traite Macron de fou. L'atmosphère politique qui règne en France, en Allemagne et aux Pays-Bas semble montrer que les beaux jours d'Ankara en Europe sont terminés."*

Les contentieux géopolitiques entre la France et la Turquie ne cessent de se multiplier, en Syrie, en Libye, en Méditerranée et plus récemment dans le Caucase, où Paris a dénoncé le soutien turc à l'Azerbaïdjan dans son offensive contre le Haut-Karabakh. Et bien que la Turquie soit de plus en plus isolée sur la scène internationale, le quotidien progouvernemental **Sabah** propose de nouvelles cibles à la fureur d'Erdogan : *"On ne peut qu'approuver les propos du président Erdogan sur l'islamophobie de son homologue français. Mais que dire des Émirats arabes unis et de l'Arabie Saoudite qui, bien que musulmans, sont tout autant les ennemis de la Turquie et de l'islam que la France ?"* s'interroge un éditorialiste.

—Courrier international

Un boycott tonitruant mais controversé

Vu du Golfe. L'appel koweïtien à renoncer aux produits français divise les médias de la région.

Le boycott des produits français s'étend. Condamnations au Maroc, mobilisation au Koweït, colère au Pakistan. Et Macron refuse de reculer", titre le site de la chaîne d'information qatarie **Al-Jazeera.** En Arabie Saoudite, *"les appels à boycotter la chaîne de supermarchés Carrefour ont été le deuxième hashtag le plus actif"* du pays, rapporte le quotidien émirati **Gulf News.** Partout au Moyen-Orient, la presse commente cette campagne, lancée en réaction aux propos d'Emmanuel Macron sur les caricatures de Mahomet.

Même la Ligue islamique mondiale, présidée par le très conciliant Saoudien Mohamed Al-Issa, *"condamne les insultes contre les adeptes de telle ou telle religion"*, titre le journal saoudien **Arab News.** On imagine pourtant que le cheikh se serait bien passé de cette polémique, lui qui n'a cessé de marquer la rupture avec l'ancienne politique religieuse saoudienne et de faire des gestes d'ouverture.

Au Koweït aussi, les autorités font le service minimum. *"Le ministre des Affaires étrangères fait passer le message à l'ambassadrice de France : il faut arrêter les sacrilèges, surtout dans les discours officiels ou politiques"*, rapporte le **Kuwait Times.** *"Nous n'avons jamais été plus humiliés,* s'écrie un des éditorialistes d'**Al-Raï.** *Trump impose ses plans moyen-orientaux sans rencontrer d'opposition, et Macron déclare qu'il ne reculera pas sur les caricatures au risque de réveiller notre monde* [arabe] *endormi."*

En réalité, il y a bien des réactions. Mais sont-elles *"puériles"* et *"contre-productives"*, comme l'écrit Ahmed Al-Sarraf, éditorialiste aux positions tranchées d'**Al-Qabas,** qui souligne qu'au moment *"où on appelle à boycotter la France, voire à y mettre le feu, des centaines de millions d'Arabes voudraient pourtant y émigrer"*.

Toujours est-il que c'est au Koweït, pays d'où est partie l'appel au boycott, que la mobilisation est intense. *"L'Union des coopératives inflige une gifle au président français et appelle à une vaste mobilisation sur les réseaux sociaux pour bannir les produits français"*, rapporte le journal koweïtien **Al-Anba.** Ces supermarchés coopératifs sont de loin le principal réseau de la grande distribution dans le pays. Avec un supermarché par quartier, gérés par des élus locaux, ils constituent par ailleurs un vivier de militants et reflètent les dynamiques politiques du pays.

Mais, écrit le grand quotidien libéral **Al-Jarida** dans un éditorial qui, fait rare, est publié en une, *"on ne répond pas à une bêtise par une autre bêtise. Cela met la stabilité du pays en danger, ravive les haines, entretient l'escalade et l'extrémisme. Nous sommes tous d'accord pour dire qu'on ne peut qu'être en colère quand les musulmans sont présentés comme s'ils étaient tous des terroristes ou des extrémistes. Mais cela ne veut pas dire que nous sommes d'accord avec le fait qu'il faille pousser des cris, prendre des positions tranchées et faire de la surenchère. Surtout vis-à-vis de pays où tant de musulmans vivent en paix et en jouissant de tous leurs droits."*

Al-Qabas, l'autre grand titre du Koweït, doyen de la presse et bastion de la bourgeoisie libéral, a lui aussi publié son éditorial en une, sous le titre *"Ce libéralisme de la France que nous chérissons"* : *"Des cellules dormantes qui se prévalent de l'islam ont réussi à*

> "On ne répond pas à une bêtise par une autre bêtise", écrit le grand quotidien koweïtien Al-Jarida.

modifier les paramètres politiques dans toute l'Europe, et notamment en France, en commettant des crimes qui ont fait des dizaines de victimes. Le dernier en date qui fait trembler d'horreur et révolte les cœurs est celui qui a coûté la vie à Samuel Paty."

Mais, si le journal estime qu'il est *"normal que la société française réagisse avec colère"*, il ne dénonce pas moins *"les réactions épidermiques et extrêmes quand elles émanent des dirigeants politiques"*. Et de pointer la propagation du discours d'une nouvelle droite, dont il fait remonter les origines à la guerre en Yougoslavie. *"Dans les années 1990, avec l'effondrement de l'Union soviétique, de nombreux mini-États sont apparus, qui affirmaient leur identité dans l'ethnie. Cela a contribué à l'émergence d'une nouvelle droite nationaliste à travers toute l'Europe. [...] Or il n'est pas possible de répondre à l'extrémisme islamiste par l'extrémisme de droite. Cela n'aboutira qu'à davantage de violence, à cimenter les haines. Cela ne ferait qu'affaiblir la position de la France en tant que pionnière des Lumières."*

—Courrier international



Caucase. Pourquoi la Russie ne se presse pas d'aider l'Arménie

Oui, la Russie est une alliée de l'Arménie, mais elle ne considère pas pour autant l'Azerbaïdjan comme son ennemi, et c'est la principale difficulté de la phase actuelle du conflit. Seule la présence avérée de combattants islamistes venus de Syrie pourrait pousser Moscou à engager des forces armées contre Bakou.



↙ *Dessin de* **Tiounine,** *paru dans* **Kommersant,** *Moscou.*

—**Carnegie.ru** *(extraits)*
Moscou

D'aucuns s'étonnent que la Russie ne s'empresse pas de voler au secours de l'Arménie dans le Haut-Karabakh, bien qu'elle soit pourtant son alliée officielle au sein de l'Organisation du traité de sécurité collective. Les combats n'ont certes pas encore touché le territoire même de l'Arménie, mais ce n'est pas la seule raison. Si la Russie n'est pas pressée d'aider son alliée, c'est parce que, autant que l'agressé, l'agresseur a de l'importance.

Contrairement à d'autres anciennes Républiques soviétiques impliquées dans des conflits gelés telles que la Géorgie, l'Ukraine ou la Moldavie, l'Azerbaïdjan n'a jamais été un État hostile à la Russie, n'a jamais eu de gouvernement pratiquant une rhétorique antirusse sur la scène internationale. Bakou n'a jamais surjoué la rupture avec la Russie, jamais fait de son émancipation l'enjeu numéro un ni ne s'est enorgueilli de ses succès en ce sens. La construction d'un nouvel État s'y est déroulée non pas contre la Russie mais tout naturellement. Le discours anticolonial azerbaïdjanais a toujours été modéré, reconnaissant les côtés positifs et négatifs d'une cohabitation de plus de deux cents ans entre le peuple azéri, les Russes et les autres peuples de l'empire ; la Russie n'y a jamais été désignée comme responsable de tous les maux.

Tel que Poutine, arc-bouté sur la mémoire de la guerre tel Brejnev, voit les choses aujourd'hui, il est essentiel que l'Azerbaïdjan ne propose pas de lecture alternative de l'héritage de la Seconde Guerre mondiale et du rôle de l'URSS, qu'il honore ses héros, ne leur invente pas d'activités antisoviétiques ou antirusses et qu'il fête la Victoire. La création de l'État azerbaïdjanais indépendant, l'émancipation et la légitimation de cette ancienne République soviétique a pourtant été rapide. Cela fait bien longtemps qu'on n'y trouve plus de monuments à Lénine ou de rues portant le nom de chefs soviétiques. Ici, en Azerbaïdjan, le processus de décommunisation, qui avait pris dans d'autres Républiques un tournant hostile à Moscou (pourtant plus très soviétique lui non plus) et s'était transformé en mutinerie tardive et ostentatoire, s'est déroulé dans le calme.

L'Azerbaïdjan n'a jamais pratiqué une rhétorique antirusse sur la scène internationale.

Dès les années 1990, presque immédiatement après la chute de l'URSS, deux tiers des résidents russes avaient quitté le pays tandis que les chaînes de télévision russes n'émettaient plus, débarrassant au passage la population locale de l'interprétation russe des événements internationaux. Mais pour le nouvel an, on diffuse ici la comédie soviétique culte *Ironie du sort*, tout comme d'autres films soviétiques et russes tout au long de l'année. Les changements toponymiques ont épargné la culture, les monuments à Pouchkine et les rues Essenine – même si ce dernier avait passé son voyage en Azerbaïdjan à chanter les louanges de son amoureuse arménienne.

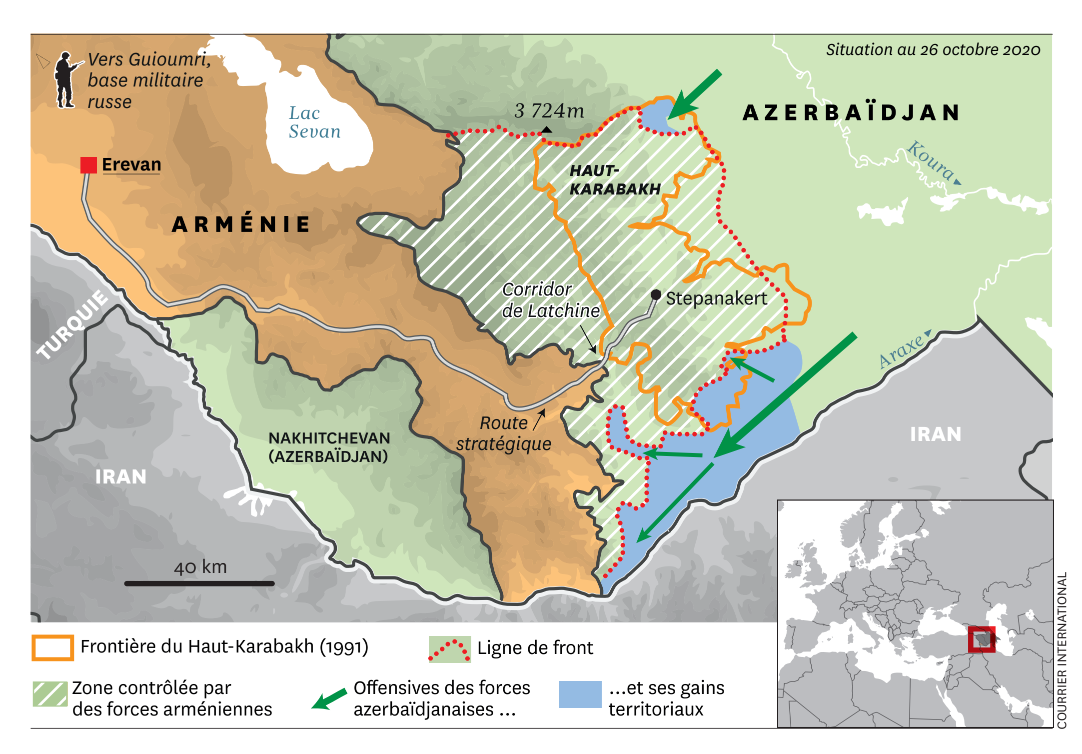
Bonnes relations. Dès le début, l'Azerbaïdjan a construit une politique étrangère multilatérale, partant de l'idée que les relations avec Moscou n'allaient pas disparaître mais s'affaiblir, et qu'il fallait se rapprocher de l'Occident. Depuis sa création en 1999, l'Azerbaïdjan fait partie du Guam, organisation ayant vocation à réunir les anciennes Républiques soviétiques sans et contre Moscou. Le pouvoir azerbaïdjanais a accueilli des hôtes tchétchènes hostiles à Moscou, tout en s'opposant fermement à l'islamisme politique ainsi qu'au nationalisme extrémiste et en canalisant avec plus ou moins de succès l'islamisation de la société. L'Azerbaïdjan a participé à des opérations de l'Otan en envoyant des contingents symboliques. Mais il n'a jamais exprimé officiellement l'intention d'entrer dans l'Alliance comme son voisin turc.

La Russie considère l'émancipation politique de l'Azerbaïdjan comme un fait établi qui ne prête pas à débat. Dans l'espace postsoviétique, l'Azerbaïdjan a montré comment mener une politique étrangère totalement indépendante de la Russie tout en conservant de bonnes relations avec Moscou. Cet exemple témoigne du fait qu'on peut entretenir de bonnes relations avec Moscou sans être nécessairement soumis ou participer à des projets d'intégration. Et que l'indépendance face à Moscou ne s'acquiert pas uniquement par le conflit ou un rapprochement ostentatoire avec ses ennemis. La Russie aurait de bonnes raisons d'aider l'Arménie, mais elle n'a aucune raison de sanctionner l'Azerbaïdjan. Ni les autorités ni la société russe ne nourrissent d'hostilité et d'indignation suffisantes pour utiliser à la légère et avec satisfaction la force militaire contre l'Azerbaïdjan.

Depuis le début, le Kremlin se montre circonspect face au gouvernement arménien actuel.

L'Arménie est un important partenaire de la Russie. Mais, depuis le début, le Kremlin se montre prudent et circonspect face au gouvernement actuel. Ce dernier est né d'un renversement du pouvoir par la rue, ce qui constitue une faute politique majeure. En se revendiquant de la démocratie, le gouvernement de Nikol Pachinian n'a peut-être pas l'intention de changer d'orientation politique, mais veut manifestement ouvrir son pays sans consulter systématiquement Moscou. L'Arménie n'encadre pas la liberté des médias, ce qui a donné lieu à une recrudescence de publications critiques envers la Russie et élogieuses envers l'Occident. Elle ne contrôle pas, voire encourage, les actions des ONG occidentales. Pachinian affirme se battre contre un Azerbaïdjan dictatorial. Et la jeune démocratie apparaît aux yeux de la communauté internationale en victime de l'agression d'une dictature.

Il est vrai que l'Azerbaïdjan est administré par un régime personnifié, autoritaire, et qui se transmet de père en fils. Seulement, il est délicat de dénoncer cet autoritarisme tout en demandant de



l'aide à Poutine. Car le chef du Kremlin est la principale personnification de la dictature dans le monde, et toutes ses actions sont systématiquement présentées comme les attaques d'un dictateur contre la démocratie. Les motivations de la jeune démocratie arménienne dans la lutte contre un régime dictatorial ne sont pas de celles qui pourraient pousser Poutine à s'engager aux côtés de son allié.

Posture flatteuse. La Russie reproche par ailleurs à Erevan d'avoir beaucoup trop tardé à parvenir à un règlement pacifique de son différend territorial avec Bakou. Or le temps joue en défaveur de l'allié arménien et de la Russie elle-même. Il est clair que la victoire militaire de l'Arménie, petit pays pauvre, face à un Azerbaïdjan peuplé et prospère, relève plus du hasard que de la norme. Elle s'explique par le chaos qui règne dans tout l'espace postsoviétique; mais très bientôt le rapport de forces se rééquilibrera et l'Arménie, qui manque de soutiens dans la région, ne sortira pas gagnante de ce conflit.

La Russie a évoqué avec l'Arménie une résolution du conflit qui supposerait, en échange de la reconnaissance d'une grande partie du Haut-Karabakh, qu'elle se sépare de quelques territoires gagnés dans le conflit. Mais c'est là que le caractère démocratique du pouvoir arménien a été un frein dans l'adoption de ce compromis. Car les dirigeants arméniens redoutent que toute concession sur le Haut-Karabakh ne leur fasse perdre le pouvoir. Chacun des gouvernements arméniens successifs a préféré remettre cette question à plus tard pour rester dans la posture flatteuse du vainqueur opiniâtre.

Il se trouve enfin que la Turquie, qui soutient l'Azerbaïdjan, n'est pas non plus un ennemi de la Russie. Si l'agresseur avait été la Géorgie, soutenue par les États-Unis, tout aurait été beaucoup plus simple. La collaboration avec la Turquie, malgré les dissensions et des accrochages militaires réguliers, permet à la Russie

Si l'agresseur avait été la Géorgie, soutenue par les États-Unis, tout aurait été plus simple.

de rester en Syrie en limitant les pertes et de poursuivre son action en Libye. Mais, surtout, cette collaboration permet de créer un cadre dans lequel les conflits régionaux peuvent être réglés sans l'implication des États-Unis. Pour la Russie, la possibilité d'exclure les États-Unis des conflits régionaux l'emporte sur le fait de voir d'autres puissances locales renforcer leur influence.

Or la Turquie a les mêmes préoccupations : elle ne veut pas de l'Occident dans la région et c'est pourquoi elle s'accommode de la participation de la Russie à ces conflits qu'elle juge stratégiques.

Poutine et Erdogan sont réunis par leur résistance commune aux pressions occidentales, et par la volonté de leurs deux pays de renforcer leur place sur la scène internationale. Ce levier anti-occidental supplante le levier chrétien sur lequel reposent les espoirs de l'Arménie. Poutine et ceux qui partagent ses idées évoquent volontiers les valeurs chrétiennes, mais leur conservatisme est de nature sociale, non religieuse. Les chrétiens libéraux ou pro-occidentaux sont plus étrangers à Poutine que les musulmans ou les agnostiques conservateurs et anti-occidentaux. Il a plus de points communs avec Erdogan qu'avec le patriarche Bartholomée Ier d'Istanbul.

Dans la situation actuelle, un soutien trop affirmé de la Russie pourrait nuire à l'Arménie : ceux pour qui Poutine s'engage, militairement qui plus est, sont mal vus en Occident. Mais il ne s'est pas encore engagé. Cependant, pour le prestige de son statut d'allié, la Russie ne permettra pas que le Haut-Karabakh soit complètement perdu par l'Arménie. L'annonce de la présence de combattants syriens et d'autres djihadistes transférés par la Turquie dans le Haut-Karabakh pourrait changer la donne et fournir un prétexte légitime à la Russie pour une intervention armée. En effet, l'intervention russe en Syrie a été justifiée par la nécessité de combattre les terroristes islamistes sur des positions avancées. Or les voilà [à nos portes] dans le Caucase.

Nouvel équilibre. En fonction de la position des armées sur le terrain et des concessions mutuelles de Poutine et d'Erdogan, la guerre pourrait se terminer par un statu quo proche de la situation actuelle, avec des pertes et des acquisitions territoriales symboliques. Elle pourrait aussi aboutir à un nouvel équilibre, suggéré précédemment par la Russie à l'Arménie. Seulement, il n'aura pas été atteint à la table des négociations, mais sur le champ de bataille. Dans ce cas, des territoires appartenant indiscutablement à l'Azerbaïdjan lui seraient rendus, tandis que d'autres, réellement peuplés d'Arméniens, seraient conservés par l'Arménie en vue de nouvelles négociations pour décider de leur statut.

Ce nouvel équilibre ne dispenserait pas l'Arménie de la nécessité d'une alliance avec la Russie, mais pourrait lui donner plus de liberté.

—***Alexandre Baounov***
Publié le 8 octobre



SOURCE

CARNEGIE.RU
Moscou, Russie
carnegie.ru
Carnegie.ru est le site d'information analytique du Centre moscovite de la Fondation Carnegie. Fondée en 1994, cette filiale russe du think tank américain se veut *"l'une des sources qui font autorité pour l'information concernant la Russie et les pays de l'ex-URSS"*. Depuis 2012 et la loi restrictive sur le financement étranger des organisations en Russie, qui a entraîné le départ des anciens dirigeants du Centre, ce dernier est considéré comme moins pro-occidental.

Pas d'issue diplomatique en vue

●●● Les deux trêves annoncées les 10 et 18 octobre, destinées à évacuer les cadavres des champs de bataille, n'ont duré que quelques heures. C'est que, selon le Premier ministre arménien Nikol Pachinian, Bakou avait peur de révéler l'ampleur de ses pertes, *"des dizaines de milliers de morts"*, sans compter *"les destructions de véhicules et d'équipements militaires"*, rapporte le journal en ligne arménien **Lragir.**
Les hostilités entre l'armée azerbaïdjanaise, soutenue par la Turquie, et les forces d'autodéfense du Haut-Karabakh, épaulées par l'Arménie, auraient fait 5 000 morts des deux côtés, a annoncé Poutine le 22 octobre, ajoutant : *"Personne n'est autant intéressé que la Russie par le règlement de ce conflit."* Mais une issue pacifique semble pour l'heure impossible. Les combats se poursuivent, en particulier près de la frontière avec l'Iran. Nikol Pachinian a affirmé sur son compte Facebook : *"L'armée de l'Azerbaïdjan emploie ses dernières réserves dans cette guerre d'envergure. Ses ressources sont très importantes, mais nos soldats héroïques infligent à l'ennemi des pertes inouïes."* De son côté, Bakou a annoncé la prise d'au moins vingt villages dans la zone de sécurité autour du Haut-Karabakh, contrôlée depuis le cessez-le-feu de 1994 par ses forces d'autodéfense. Comme le rappelle le journal azéri **Zerkalo**, Ilham Aliev, le président azerbaïdjanais, a posé comme condition préalable à l'ouverture de négociations avec Erevan *"la libération des territoires occupés"*.

ROYAUME-UNI

Les espions ne répondent plus

Faute de lieux bondés où s'échanger des informations en toute discrétion, l'espionnage à l'ancienne est à l'arrêt et cède la place à la surveillance virtuelle, raconte cet écrivain écossais.



↙ *Dessin de* **Martirena,** *Cuba.*

—The Daily Telegraph
Londres

Avec la sortie en novembre [finalement reportée à 2021] de *Mourir peut attendre*, le dernier James Bond, et les rumeurs sur la reprise du rôle par Tom Hardy quand Daniel Craig raccrochera son Walther PPK, il est amusant de noter que, dans le monde réel tout au moins, les temps sont particulièrement rudes pour les espions.

Pourquoi ? Parce que le Covid-19 a secoué l'univers du renseignement aussi vigoureusement que doivent l'être les vodkas Martini du célèbre espion. Ces vingt dernières années, les services secrets ont traversé une période de profonds changements. L'avènement des smartphones fait qu'aujourd'hui les individus peuvent être surveillés, pistés et écoutés vingt-quatre heures sur vingt-quatre et sept jours sur sept.

Les services de renseignements modernes ont accès à nos données les plus sensibles, de notre dossier médical à nos mouvements bancaires. Parallèlement, de grandes quantités d'informations personnelles sont disponibles sur les réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et LinkedIn. Ces innombrables progrès technologiques compliquent déjà la vie des espions sur le terrain, qui voyagent sous une fausse identité. Mais dans ce Meilleur des mondes à la Huxley, ils doivent affronter un nouvel obstacle : une épidémie de Covid-19.

En terminant mon dernier roman, *Box 88*, un thriller sur une agence d'espionnage anglo-américaine fictive, j'ai été fasciné de constater à quel point la pandémie avait affecté le monde du renseignement.

Un ancien officier du MI6 [service de renseignements extérieurs britannique] m'a ainsi confié que le confinement mondial avait *"eu le même effet sur le renseignement que la chanson qui s'arrête dans le jeu de chaises musicales"*. Quand je lui ai demandé d'être un peu plus concret, il m'a donné comme exemple le cas (fictif) d'un espion américain qui travaillerait en secret à Pékin.

Nous sommes en février. Cet agent de la CIA se trouve du jour au lendemain coincé dans un environnement hostile alors que tous les vols internationaux sont annulés. Il doit continuer à vivre sous une fausse identité pendant plusieurs semaines, en espérant que son séjour prolongé en Chine n'attirera pas l'attention des autorités.

Le même scénario s'appliquerait à une femme d'affaires française qui travaillerait pour les renseignements français. Arrivée à Dubaï début avril avec l'intention de rencontrer une source issue du gouvernement iranien, elle est à peine installée dans son appartement qu'elle apprend qu'elle doit rester en quarantaine. Et au moment où elle sort du confinement, sa source est depuis longtemps rentrée à Téhéran.

Le Covid-19 a rendu l'espionnage à l'ancienne impossible. Espionner consiste à obtenir des informations. Mais comment obtenir des informations si vous ne pouvez pas rencontrer la personne censée vous en donner ?

Pendant des années, les stades, les cinémas, les boîtes de nuit et les grands magasins ont fourni un cadre idéal pour les rencontres confidentielles. Or, lors du confinement, les endroits de ce genre étaient fermés. Un espion russe qui espérerait recruter un agent autour d'une bouteille de Stolichnaya dans un restaurant moscovite devra trouver autre chose.

Stades et boîtes de nuit ont longtemps fourni un cadre idéal aux rencontres confidentielles.

Les contacts furtifs, c'est-à-dire la transmission directe d'informations d'un individu à un autre, avaient généralement lieu dans des endroits bondés comme les gares. C'est plus difficile à mettre en œuvre quand il n'y a que deux personnes sur le quai et qu'elles doivent respecter la distanciation physique.

Sans aucun doute, les criminels les plus inventifs se sont mis au jogging pendant le confinement ou se sont fait prêter un chien pour avoir des raisons officielles de sortir. Peut-être aussi que les camionnettes de livraison des supermarchés sont devenues des véhicules très prisés des équipes de surveillance du MI5 [service de renseignements intérieurs britannique].

À en croire un ancien des services secrets, les restrictions concernant les contacts humains ont fait *"encore plus basculer le renseignement dans les techniques de surveillance et de l'analyse des données au détriment du renseignement humain"*. L'espionnage en 2020 est devenu virtuel.

En règle générale, les individus sous surveillance qui sont soupçonnés d'activités terroristes envoient des milliers de messages et passent des centaines de coups de fil par mois. Confinés chez eux, avec toutes leurs opérations à l'arrêt, ils ne contactent plus que quelques individus indispensables. Comme le volume des communications est considérablement réduit, le Government Communications Headquarters [GCHQ, "Quartier général des communications du gouvernement", le service de renseignements électroniques du gouvernement du Royaume-Uni)] peut isoler le "bruit de fond" autour de cet individu et découvrir de nouvelles choses.

De même, un cerveau du terrorisme en cavale et immobilisé par le confinement peut plus facilement être mis sur écoute (ou assassiné) que s'il change de lieu tous les jours.

Pourtant les terroristes ont également tiré parti de la pandémie. Les jeunes, influençables, confinés chez eux pendant de longues périodes avec Internet pour seule compagnie, n'ont jamais passé autant de temps en ligne et étaient des proies faciles. Comme me l'a confié une de mes sources du monde du renseignement : *"Non seulement l'État islamique a continué à recruter, mais il a également mis en place des cliniques en ligne et conseillé ses partisans sur la meilleure manière de gérer le Covid-19. Le confinement a servi ses objectifs."*

Les groupes extrémistes de gauche comme de droite ont également profité de la gestion souvent catastrophique de certains gouvernements occidentaux. Si la crise se poursuit une bonne partie de l'année 2020, les services secrets redoutent l'explosion de troubles sociaux, comme ce fut le cas dans certaines régions des États-Unis.

Les attentes des gouvernements vis-à-vis de leurs services secrets sont également en train de changer. Il y a beaucoup à gagner, tant sur le plan financier que sur celui du prestige international, pour le pays qui trouvera le premier un vaccin. Certes, l'effort de collaboration de la communauté scientifique internationale rend largement caduque une éventuelle rivalité entre les différents services secrets pour obtenir des données de recherche précieuses, mais l'espionnage industriel reste une menace. L'Imperial College à Londres et l'université d'Oxford, où des essais pour un vaccin sont en cours, ont été la cible de cyberattaques.

Pour le moment, toutes les activités de renseignement humain sont reléguées au second plan. Comme me l'a confié un ancien du MI6, *"conséquence de la pandémie, les mesures de planification, d'évaluation des risques et de limitation des dégâts ont augmenté de manière spectaculaire"*. Traduction : les hommes et les femmes du renseignement britannique ne sont pas différents de nous. Ils attendent impatiemment un vaccin.

—Charles Cumming
Publié le 30 septembre

L'auteur

CHARLES CUMMING
Cet auteur écossais de romans d'espionnage a lui-même été approché dans les années 1990 pour collaborer avec le MI6, les renseignements extérieurs britanniques. Deux de ses ouvrages ont été traduits en français : *La Partie espagnole* (2008, Éditions du masque) et *Traîtrises* (2009, Éditions du masque).

SOURCE



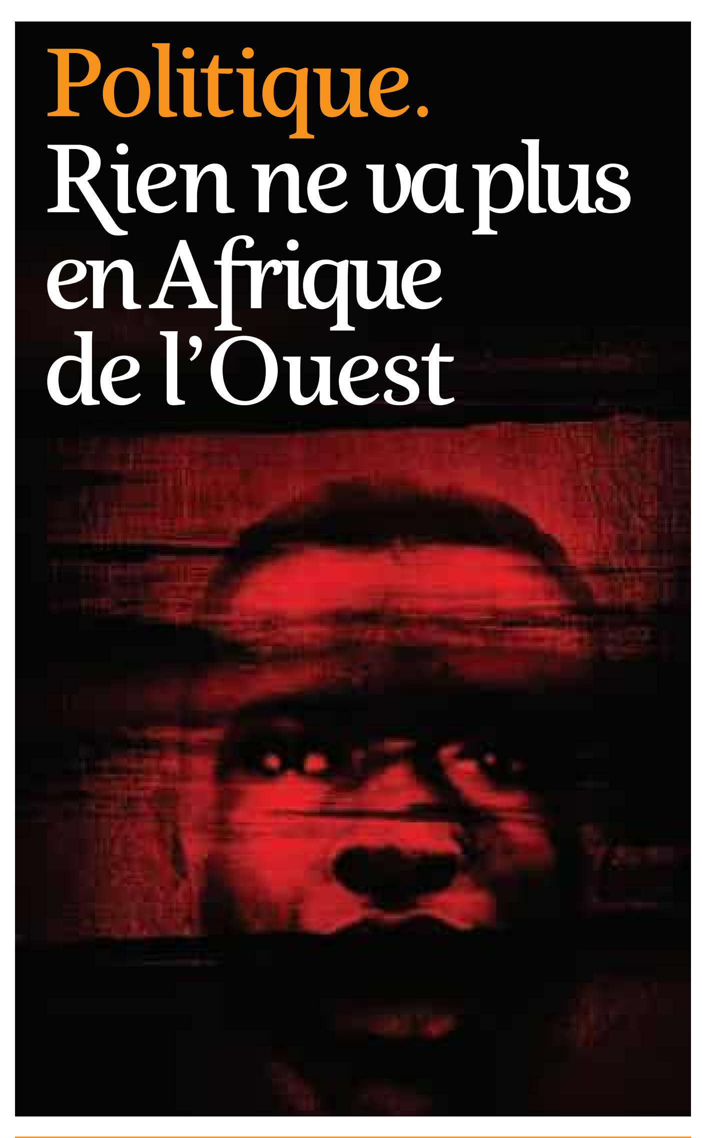
THE DAILY TELEGRAPH
Londres, Royaume-Uni
Quotidien, 840 000 ex.
telegraph.co.uk
Atlantiste et antieuropéen sur le fond, pugnace et engagé sur la forme, ce journal conservateur de référence a été fondé en 1855.



"UN FILM MAJEUR !"
PREMIERE
FESTIVAL DE CANNES
DEAUVILLE
SLALOM
NOEE ABITA JEREMIE RENIER
UN FILM DE CHARLENE FAVIER
AU CINEMA LE 4 NOVEMBRE



Politique. Rien ne va plus en Afrique de l'Ouest



↙ *Dessin d'***Ale + Ale**, *Italie.*

Nigeria. "Notre drapeau a été souillé"

Le mardi 20 octobre, le Prix Nobel de littérature Wole Soyinka était à Lagos. Un "Bloody Tuesday", qui lui rappelle le temps de la dictature.

—**The Guardian** *Lagos*

Quand je suis rentré de l'étranger il y a juste une semaine [mi-octobre], un extraordinaire cadeau m'attendait. Un cadeau en forme de mouvement populaire – tantôt furieux, tantôt bouleversant, parfois tapageur, solide dans ses revendications et invariablement émouvant, visionnaire, organisé. Sa demande ? La fin des violences policières et en particulier celles commises par la Sars [Special anti-robbery squad], une brigade tristement célèbre pour ses brutalités. Évidemment, la Sars est l'arbre qui cache la forêt de l'incurie gouvernementale. Le problème est d'envergure, comme l'a reconnu, quoique à mots couverts bien sûr, le vice-président dans ce qui fut la première réaction officielle aux événements.

Au sein de ce mouvement, on trouve l'Association du barreau nigérian et des organisations féministes, des professions libérales et des technocrates, des étudiants et de hauts représentants religieux, ainsi que des artistes. Il se distingue par sa jeunesse, son énergie, son inventivité et sa détermination, des qualités qui grâce à des stratégies impressionnantes se sont propagées dans le pays entier. Et surtout, c'est un mouvement discipliné.

Par moments, les foules semblaient vibrer comme lors des grands concerts type Woodstock ; parfois venait à l'esprit l'image des manifestations de "gilets jaunes" en France ou des marées humaines du Solidarnosc de Lech Walesa [en Pologne]. Plus près de nous, le mouvement évoque ces rassemblements imperturbables qu'a connus le Mali des semaines durant qui ont trouvé une résolution dans laquelle notre pays a d'ailleurs joué un rôle important [des manifestations d'ampleur demandant la démission du président Ibrahim Boubacar Keïta ont eu lieu pendant plusieurs mois, jusqu'au coup d'État du 18 août].

Ces jeunes ont apporté du sang neuf dans des veines fatiguées. Quel bonheur d'être si vivant, de voir cette jeunesse enfin prendre en main son avenir !

Et puis tout à coup (mais n'avons-nous pas déjà vécu ça ?), presque du jour au lendemain, tout a changé. Les forces de sécurité (lesquelles en particulier ? Nous ne le savons pas encore) ont envoyé des casseurs briser les manifestations. Des vidéos le montrant ont largement circulé : des cortèges de voitures rutilantes, aux plaques d'immatriculation masquées, sont allés chercher des casseurs et des truands qu'ils ont déversés parmi les manifestants pacifiques. Ces mercenaires ont mis le feu à des voitures appartenant aux contestataires et fondu sur la jeunesse, armés de gourdins et de machettes. Une intrusion a eu lieu dans une prison, au moins, et des détenus se sont évadés. Il est établi que certains de ces bandits étaient eux-mêmes des détenus qui se sont fait payer. Les victimes ont d'abord été isolées [ces dernières semaines, une dizaine de personnes avaient été tuées], mais hier soir mardi [20 octobre, désormais surnommé "Bloody Tuesday"], un nombre encore indéterminé de manifestants est tombé sous les balles dans le quartier de Lekki, à Lagos.

L'ambiance des manifestations a changé brutalement, et de façon tragique, avec le déferlement de ces hordes. La colère et le jusqu'au-boutisme ont fait leur apparition parmi les émotions du mouvement, pour le dominer. L'engagement militant organisé a cédé la place à une haine vengeresse tous azimuts.

Ce mardi 20 octobre, parce que je veux être chez moi dans ce contexte de violences aveugles et grandissantes, j'ai pris la route pour rejoindre ma ville d'Abeokuta [à une centaine de kilomètres au nord de Lagos]. Mais après avoir péniblement franchi huit ou neuf barrages routiers tenus par des manifestants, j'ai dû faire demi-tour. Mon départ avorté a le mérite de m'avoir permis de prendre la température du mouvement. Et de mieux me préparer. J'ai repoussé mon départ au lendemain, à aujourd'hui donc.

> **Tout à coup, des mercenaires ont fondu sur la jeunesse, armés de gourdins et de machettes.**

Dans les huit à dix heures qui ont suivi, la situation a atteint un degré de tension inimaginable. Une des exécutions extrajudiciaires a souillé le drapeau nigérian du sang d'innocents – et pas symboliquement. La vidéo est, comme on dit, devenue "virale". Je me suis entretenu par téléphone avec des témoins. Le gouvernement doit cesser d'injurier son peuple par de virulentes dénégations.

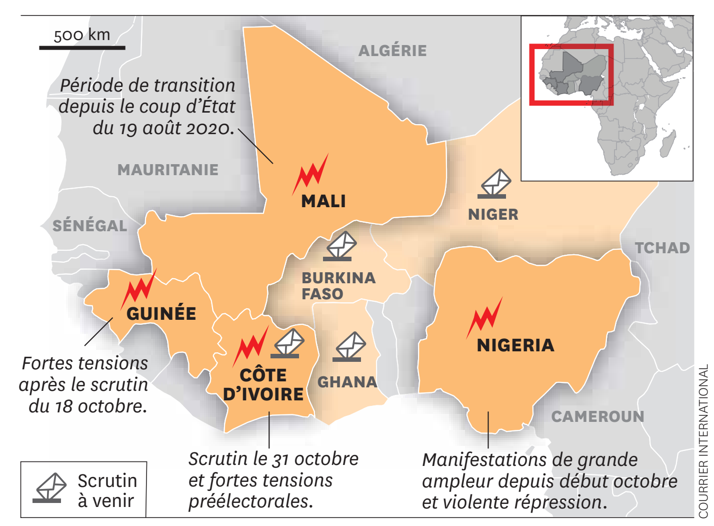
Comme prévu, j'ai repris la route vers Abeokuta ce matin à 6 heures, en franchissant à nouveau les barrages – cette fois, j'en ai compté entre 12 et 15 –, tous dans un état de rage extrême. L'atmosphère n'avait plus rien à voir avec la "famille des défenseurs d'une cause commune" des jours précédents. Toute la beauté intrinsèque d'un sentiment de camaraderie et de solidarité s'était dissipée. Au barrage installé juste avant la mairie de Lagos, les manifestants se sont montrés particulièrement récalcitrants. Je devais sortir de la voiture et discuter avec eux. Je me suis exécuté. Ils étaient loin de se douter des pensées qui tournaient dans ma tête : ce n'est pas réel, c'est "Retour à l'époque d'Abacha" [le général Sani Abacha a dirigé autoritairement le pays entre 1993 et 1998] – dans un replay grotesque !

Blessure inguérissable. Il est absolument essentiel de faire savoir au gouvernement que l'armée a aujourd'hui remplacé la SARS dans la liste des démons des manifestants. Les informations que j'ai pu recueillir jusqu'ici indiquent que le gouverneur de Lagos n'a pas fait appel à l'armée, ne s'est pas plaint d'une *"grave détérioration de l'ordre public"*. Pourtant, les autorités ont décidé d'intervenir de manière autoritaire et ont infligé une blessure inguérissable ou presque à l'âme de la nation. Ai-je besoin d'ajouter qu'en arrivant à ma ville d'Abeokuta j'ai dû franchir un autre barrage ? Cette fois, les choses se sont plutôt bien passées. Je m'y attendais, et nul doute que de nouveaux barrages sont en place au moment où j'écris ces lignes.

Il est pathétique et bien peu imaginatif de proclamer, comme certains l'ont fait, que la poursuite des

En Guinée, un troisième mandat dans la violence

●●● Des coups de feu qui résonnent dans Conakry, des morts, d'épaisses fumées qui s'échappent de barricades… La capitale guinéenne *"s'est embrasée, avec des scènes de violence inouïes"*, constate **Guinée News.** Alors que la tension couvait depuis la présidentielle du 18 octobre, *"tout porte à croire que ce sont les premiers résultats qui auraient mis le feu aux poudres"*, poursuit le site d'information. Le président Alpha Condé, candidat à un troisième mandat, est donné largement vainqueur, ce que conteste le principal opposant, Cellou Dallein Diallo. Avant même que les résultats officiels soient diffusés, il s'était lui-même proclamé gagnant. Il a appelé ses partisans à sortir dans la rue *"jusqu'au départ d'Alpha Condé"*, rapporte **Le Djely.** Depuis des mois, des manifestations monstres ont eu lieu, faisant l'objet d'une sévère répression. *"La crise politique guinéenne a encore de beaux jours devant elle"*, se désole le site guinéen.



COURRIER INTERNATIONAL

manifestations met à mal l'économie du pays. Le Covid-19 frappe l'économie nigériane – déjà mal en point – depuis plus de huit mois. Bien sûr, il n'est pas facile de lutter contre le virus sous une pluie de balles – les vies humaines sont des cibles plus faciles et il y a même des trophées qu'on peut exhiber comme preuve de victoire, tel le drapeau nigérian souillé de sang que l'une des victimes brandissait avant son exécution.

À tous les gouverneurs concernés, il y a une mesure à prendre sur le champ : réclamer le retrait des troupes. Les couvre-feux de vingt-quatre heures ne sont pas la solution. Garantissez la sécurité de vos administrés avec toutes les ressources dont vous disposez. Pour lutter contre l'infiltration des hooligans et contre un opportunisme extorqueur et destructeur, remplacez-les par des comités locaux de vigilance par lesquels la population assure elle-même sa surveillance. Nous compatissons avec les familles des décédés.

Pour entamer un processus d'apaisement – en supposant qu'il soit l'expression d'un désir ultime –, l'armée doit présenter ses excuses à la nation mais aussi à la communauté mondiale. Les faits sont indiscutables : vous les militaires avez ouvert le feu sur des civils non armés. Il doit y avoir une réparation organisée et l'assurance que de telles aberrations ne se reproduiront plus.

Alors le gouvernement et ses services de sécurité pourront engager avec la société le dialogue constructif qui n'a que trop tardé. N'essayez pas d'imposer ! Dialoguez !

—**Wole Soyinka**
Publié le 22 octobre

L'auteur

WOLE SOYINKA
Cet écrivain nigérian est le premier Africain et le premier Noir à avoir reçu le prix Nobel de littérature, en 1986. Engagé, l'auteur de *La Mort et l'Écuyer du roi* n'a cessé de dénoncer le colonialisme et les dérives des pouvoirs en place. Il reste, à 86 ans, l'un des intellectuels les plus écoutés du Nigeria.

Une révolte inédite

●●● Tout a commencé le 3 octobre, avec la diffusion d'une vidéo sur Twitter. *"Un jeune homme est mort. Ils l'ont laissé mort sur le bas-côté de la route et se sont enfuis"*, explique son auteur, cité par le quotidien nigérian **The Guardian.** "Ils", ce sont des membres de la Sars, une unité de police connue pour ses arrestations arbitraires et ses maltraitances. Aussitôt, sous le hashtag #EndSARS, des dizaines de jeunes décident de manifester. L'annonce du démantèlement de la Sars, dix jours plus tard, ne calme pas la colère. *"Les manifestants sont catégoriques"*, titre alors le quotidien **The Nation,** et exigent le départ du président Buhari. La jeunesse sort, de plus en plus nombreuse, jusqu'au "Bloody Tuesday" ["Mardi sanglant"], le 20 octobre. Douze manifestants au moins sont tués. Depuis, la protestation se poursuit dans un climat bien plus tendu. Les locaux de *TVC News* et de *The Nation* ont été incendiés, des médias régionaux attaqués et des journalistes agressés.

Côte d'Ivoire. Le spectre d'une nouvelle crise

C'est une élection sous haute tension qui doit se tenir le samedi 31 octobre, rapporte la presse ouest-africaine. Le président sortant, Alassane Ouattara, brigue un troisième mandat. Ses opposants appellent à tout faire pour empêcher le scrutin.

Comme si l'histoire bégayait. Dix ans après une sanglante crise post-électorale, la Côte d'Ivoire sombre à nouveau. *"Cinquante morts, des blessés et mutilés. Pour le troisième mandat de Ouattara"*, titrait le journal d'opposition **Aujourd'hui** le 23 octobre.

Les acteurs sont quasiment les mêmes qu'il y a une décennie, les rôles ont simplement été échangés. À l'époque, Laurent Gbagbo, au pouvoir depuis dix ans, cherchait à tout prix à se faire réélire. Il n'avait quitté le palais présidentiel que sous la contrainte des armes, d'une rébellion et des forces françaises. Désormais, c'est son successeur et principal rival, Alassane Ouattara, au pouvoir depuis tout juste dix ans, qui refuse de céder son fauteuil. Il avait promis de ne pas se représenter mais, à la dernière minute, en août, il a changé d'avis. Il brigue un troisième mandat, pourtant interdit par la Constitution.

Face à lui, le troisième homme est, là encore, le même qu'il y a dix ans : il s'appelle Henri Konan Bédié, un autre ancien président ivoirien. Leader de fait de l'opposition, ce dernier a appelé à la désobéissance civile pour empêcher l'élection présidentielle du 31 octobre. *"La Côte d'Ivoire en ébullition"*, écrivait **Le Nouveau Réveil,** le journal de son parti, le 20 octobre. *"Tout le pays s'embrase"*, titrait pour sa part **Le Quotidien d'Abidjan.**

Barricades, affrontements, pillages et déjà au moins une vingtaine de morts. Abidjan, la capitale économique, est le théâtre de violences, mais aussi Bongouanou, dans l'Est, où la maison d'un autre candidat à la présidentielle, Pascal Affi N'Guessan, a été incendiée. À Bonoua, dans le Sud, des tirs ont fait des victimes, à Dabou, des violences ethnico-religieuses ont fait au moins sept morts en deux jours… Dans les derniers jours avant le scrutin, la tension n'a cessé de monter, sans qu'aucune médiation – notamment de la Cedeao, l'organisation sous-régionale – ne puisse les apaiser. Alors que l'opposition demande un report du scrutin, le président reste inflexible. Quasiment seul en lice depuis que ses principaux concurrents se sont retirés du processus électoral [ils figureront tout de même sur les bulletins de vote], Alassane Ouattara promet de l'emporter en "un coup KO" [au premier tour] samedi 31 octobre.

Alors qu'un des pays clés de la région vacille et inquiète tous ses voisins, **Le Pays,** au Burkina Faso, écrit : *"Cette élection n'a pas fini de faire couler encre, salive, sang et larmes sur les bords de la lagune Ebrié* [qui passe à Abidjan], [et] *on ne peut qu'en appeler à la responsabilité des acteurs politiques pour éviter d'ouvrir les portes de l'enfer au peuple ivoirien qui ne demande qu'à vivre en paix. En cas de dérapage, c'est la responsabilité de la classe politique ivoirienne dans son ensemble qui sera engagée. Mais encore plus celle du chef de l'État, Alassane Ouattara, qui aura manqué de sortir de l'histoire par la grande porte, en briguant le mandat de trop ; celui-là restera sans doute comme l'une des taches noires de son règne"*.

—**Courrier international**



← *Dessin de* **Vlahovic,** *Serbie.*


asie

Taïwan. Ce que révèlent les menaces de Pékin

La récente démonstration de force de la Chine semble indiquer une attaque militaire imminente. Mais ces mouvements sont autant d'aveux d'échecs de la part du gouvernement chinois, estime ce spécialiste de la région.



↙ *"La proposition est pacifique." "Réunification avec la Chine."*
Dessin de **Paresh Nath** *paru dans* **The Khaleej Times**, *Dubaï.*

—**The Diplomat** *(extraits) Sydney*

Les bruits de bottes se font de plus en plus insistants dans le détroit de Taïwan. Le mois dernier, au moins cinquante appareils de l'Armée populaire de libération ont violé l'espace aérien taïwanais. Les propos menaçants envers Taipei, tenus par des sources chinoises, officielles ou non, vont crescendo, et les gros titres dans la presse deviennent plus alarmants de mois en mois. Aux États-Unis, des experts en politique étrangère qui n'ont rien d'extrémistes s'interrogent désormais publiquement sur la nécessité pour Washington de sortir de son ambivalence stratégique pour s'engager ouvertement à défendre Taïwan en cas d'attaque – une idée que n'avançait encore, il n'y a pas si longtemps, qu'une minorité radicale.

Pour autant, ce tableau inquiétant est trompeur : Pékin ne prépare pas d'attaque contre Taïwan. La Chine n'a pas la capacité de lancer une invasion de grande envergure qui puisse réussir, pas plus qu'elle n'a intérêt à risquer un conflit avec les États-Unis. Sa rhétorique de plus en plus belliqueuse, loin d'être un signe de puissance, trahit sa faiblesse et l'échec de sa politique à l'égard de Taipei. Maintenant qu'il a gaspillé l'essentiel de ses leviers non militaires en tentant, en vain, de forcer la présidente taïwanaise, Tsai Ing-wen, à se rallier à son principe d'"une seule Chine", Pékin en est réduit à des manœuvres d'intimidation contre-productives pour dire son mécontentement face aux ventes d'armes et aux visites de hauts diplomates américains. Pendant ce temps, Taïwan s'active à renforcer ses défenses et à réorienter son économie de façon à la rendre moins dépendante du continent. Pour le dire simplement, la méthode Xi sur la "question taïwanaise" se révèle un fiasco stratégique retentissant, dont Pékin mettra certainement des années à se remettre.

Modération. Les observateurs étrangers, y compris à Pékin, ne mesurent pas la prudence et la modération dont Tsai fait preuve depuis son arrivée au pouvoir sur les questions d'identité nationale et sur la relation de son pays avec la Chine. Au lendemain de sa victoire, en 2016, elle a été confrontée à d'énormes pressions pour concrétiser les vieilles ambitions chères à la mouvance indépendantiste de son parti : rebaptiser le pays, adopter une nouvelle Constitution, en finir avec ce qu'il reste de liens historiques entre la République de Chine et son grand voisin continental, et détricoter les accords bilatéraux signés sous la présidence de son prédécesseur, Ma Ying-jeou.

Autant d'injonctions auxquelles Tsai Ing-wen résiste, au profit de positions centristes pragmatiques. Ainsi dans son discours d'investiture, la présidente n'a pas eu un mot pour l'indépendance de Taïwan, promettant au contraire de protéger l'ordre constitutionnel de la *"République de Chine"* (et non de "Taïwan"), de *"chérir et entretenir"* les accords bilatéraux de son prédécesseur et d'œuvrer à la stabilité et à la paix dans ses relations avec la Chine. Des concessions rhétoriques auxquelles Pékin a répondu en substance : "peut mieux faire". Et quand Tsai n'a pas voulu reprendre à son compte le principe d'une seule Chine, Pékin a décidé de les punir, elle et son Parti démocratique progressiste (PDP), en brisant unilatéralement et brutalement le statu quo entre les deux pays.

Provocations. Depuis l'époque de Hu Jintao, la Chine a toujours adopté une stratégie "à deux voies" vis-à-vis de Taïwan. D'un côté, elle s'efforce de dissuader toute velléité indépendantiste en menaçant de lancer une opération militaire "dure", de l'autre, elle tente de séduire les cœurs et les esprits des Taïwanais en renforçant les échanges économiques et culturels et par le biais d'une "coopération sélective" avec les élites taïwanaises ouvertes à Pékin. Mais depuis la prise de fonction de Tsai, la Chine a surenchéri sur le volet militaire de cette stratégie au détriment de la négociation. Elle a interrompu la ligne directe avec Taipei et refusé de s'engager dans des discussions intergouvernementales. Elle a relancé la course à la reconnaissance diplomatique et réussi à retourner sept des vingt-deux alliés officiels de Taïwan, contraignant en outre des organisations internationales à expulser les observateurs taïwanais. Elle a accru sa pression sur les entreprises étrangères, y compris américaines, afin qu'elles inscrivent Taïwan comme faisant partie intégrante de son territoire sur leurs sites Internet. Elle a établi une liste noire des membres du PDP et d'autres personnalités politiques indépendantistes et leur a interdit l'accès au continent. Elle a mis en place de nouvelles formules destinées à attirer les meilleurs ingénieurs de l'île. Et, provocation ultime, elle a redoublé d'efforts pour interférer secrètement dans le système politique de Taïwan et ses campagnes électorales dans l'espoir d'aider les adversaires de Tsai, favorables à Pékin, à l'emporter.



Quand Tsai a été réélue avec une avance encore plus confortable en 2020, il est devenu clair que la stratégie de Pékin avait échoué.

Au bout du compte, cette campagne de pression n'a pas empêché le PDP de l'emporter et Tsai d'être réélue en janvier 2020. Et maintenant qu'elle est de retour au pouvoir pour quatre ans de plus, les échecs de la stratégie taïwanaise de Pékin paraissent flagrants.

Tout d'abord, la Chine avait déjà déployé une grande partie de son arsenal "dur" au début du premier mandat de Tsai, en misant sur le fait que cela porterait un coup fatal à sa popularité. Un temps, on a pu croire que ce coup de poker allait aboutir. Mais Tsai a su reconquérir le soutien populaire, essentiellement grâce à la brutalité de la tactique employée par la Chine à Hong Kong et grâce à sa campagne clandestine visant à saper l'intégrité des institutions démocratiques de Taïwan. Quand Tsai a été réélue avec une avance encore plus confortable en 2020 qu'en 2016, il est devenu clair que cette stratégie anti-PDP n'avait pas fonctionné.

Ensuite, la diplomatie coercitive de Pékin à l'encontre de Taipei l'a de plus en plus opposé aux États-Unis. Mais l'époque est de toute façon à l'intensification de la confrontation avec Washington, aussi était-il vain de croire que la Maison-Blanche agirait pour freiner l'indépendance de Taïwan. Cela a eu l'effet contraire : le gouvernement Trump a adopté la politique la plus ouvertement favorable à l'île que l'on ait vue depuis des décennies. Quant à Tsai, elle a sagement su maintenir un cap qui aligne son discours à propos de ses relations avec la Chine sur la position des États-Unis.

Enfin, Pékin est en train de perdre l'opinion publique taïwanaise. En multipliant les changements politiques dès le début de l'ère Tsai, la tactique de coercition "dure" de la Chine a supplanté les intérêts culturels et économiques susceptibles de faire basculer l'opinion publique à son profit. Par deux fois, Tsai a été élue avec une avance considérable, en dépit des menaces de Pékin. La notion d'identité taïwanaise exclusive

a nettement progressé au cours des deux dernières années, de même que le soutien à l'idée d'indépendance. Jamais les électeurs taïwanais n'ont autant pris leurs distances vis-à-vis du KMT [Kuomintang, parti historique, dans l'opposition], longtemps le partenaire de prédilection de la Chine, et l'on peut sérieusement se demander où en sera le parti en 2024. De plus, rien ne prouve que le prochain dirigeant du PDP sera aussi prompt que l'a été Tsai à s'opposer aux indépendantistes de sa formation.

Perte d'influence. Pékin se retrouve à présent à mener une stratégie perdante. Le pouvoir chinois a dilapidé l'essentiel de ses moyens de pression non militaires à essayer de contraindre Tsai Ing-wen à faire quelque chose qu'elle ne pouvait pas faire : approuver le principe d'une seule Chine tel que le conçoit Pékin. Il a également gaspillé l'essentiel de l'influence qu'il pouvait avoir sur Washington dans le dossier taïwanais, laissant les États-Unis libres de maintenir les restrictions qu'ils s'imposent volontairement dans leurs relations avec la Chine. L'hostilité persistante de Pékin à l'encontre de la présidente Tsai n'a fait que renforcer

La Chine se retrouve dans une position bien plus défavorable qu'il y a quatre ans.

ceux qui, au Congrès américain et au sein de l'administration Trump, prônent la levée des restrictions sur les visites de hauts responsables à Taipei. Cette attitude disqualifie également les objections de Pékin aux dernières ventes d'armes américaines à destination de Taïwan. En résumé, concernant Taïwan, la Chine se retrouve dans une position bien plus défavorable qu'il y a quatre ans.

On ne peut exclure la possibilité d'un conflit armé, notamment à la suite d'un accident, maintenant que les avions militaires chinois, taïwanais (et américains) opèrent de nouveau régulièrement à proximité les uns des autres. En dépit de nombreuses assertions, le président chinois n'a guère intérêt à mettre le feu aux poudres. Un conflit ouvert avec Taïwan affaiblirait la position de Pékin dans la région à un moment où le pays essuie une série de revers en politique extérieure. Cela provoquerait également l'intervention des États-Unis – et par extension du Japon. En outre, même si les dirigeants chinois le souhaitaient, il est peu probable que l'Armée populaire de libération ait les capacités de lancer une vaste invasion à travers le détroit de Taïwan. Il s'agirait d'une opération incroyablement risquée avec un risque d'échec considérable et un coût exorbitant.

Le plus sage pour Xi Jinping est d'attendre que Trump et Tsai ne soient plus au pouvoir. Pékin pourrait en effet espérer d'un président américain démocrate qu'il fasse preuve d'un peu plus de considération pour la position chinoise et cherche à ramener la relation entre les deux pays dans un cadre plus traditionnel et coopératif. Les dirigeants chinois pourraient également attendre l'élection à Taïwan d'un chef de gouvernement non issu du PDP en 2024. Ce n'est pas impossible. Mais il n'est pas impossible non plus que Tsai passe la main à un autre membre de son parti. Et il est peu probable que cet éventuel successeur se montre aussi prudent, pragmatique et arrangeant qu'elle dans les relations avec la Chine continentale.

Si Xi Jinping espère inverser la tendance actuelle avec Taïwan et éviter d'être acculé à une confrontation désastreuse avec des Taïwanais de plus en plus réticents aux négociations et soutenus par la première puissance militaire du Pacifique, il doit impérativement repenser sa stratégie.

—***Kharis Templeman****
Publié le 22 octobre

*Kharis Templeman est maître de conférences au département d'études extrême-orientales de l'université Stanford.

SOURCE 

THE DIPLOMAT
Sydney, Australie
Bimensuel, 14 000 ex.
the-diplomat.com
Le titre, lancé après les attentats du 11 septembre 2001, se veut "le premier magazine d'actualité d'Asie". Les principaux sujets traités sont la géopolitique, l'actualité politique et économique, la mondialisation et l'environnement, en particulier dans la région Asie-Pacifique.

Contexte

Une intervention militaire se prépare-t-elle ?

●●● *"Pékin intensifie la militarisation de sa côte sud-est"*, signe qu'il *"se prépare à une éventuelle invasion de Taïwan"*, écrivait le 18 octobre le **South China Morning Post.** Preuve du haut niveau d'alerte de l'Armée populaire de libération (l'armée chinoise) : le déploiement dans la zone côtière, face au détroit qui sépare la Chine continentale de l'île de Taïwan, du missile hypersonique chinois le plus avancé, le DF-17, plus précis et d'une portée plus longue que les anciens missiles, a indiqué au quotidien de Hong Kong une source militaire installée à Pékin. L'annonce de cette modernisation de l'équipement déployé dans la région intervient quelques jours après la publication d'un éditorial du journal officiel, le **Quotidien du Peuple,** dont le titre prenait la forme d'un avertissement : *"Ne dites pas que nous ne vous avons pas prévenus."* Le journal chinois s'adressait aux responsables taïwanais du renseignement, les exhortant à *"mettre fin à leur activité d'espionnage endémique en Chine continentale ou à en subir les conséquences"*.
La phrase *"Ne dites pas que nous ne vous avons pas prévenus"* est utilisée par les médias d'État chinois comme l'avertissement le plus sévère émis avant les coups de feu et le déclenchement d'opérations militaires, rappelle une analyse du **Huanqiu Shibao (Global Times),** journal nationaliste chinois.
Pour le **Financial Times,** la période électorale américaine pourrait de fait constituer un moment propice pour une éventuelle intervention chinoise contre Taïwan. *"Les États-Unis sont complètement focalisés sur la campagne électorale la plus tendue de l'histoire américaine récente. [...] Pour Pékin, la période après l'élection du 3 novembre peut sembler encore plus propice, en particulier si le résultat est contesté et si le pays est plongé dans une crise politique et constitutionnelle."*

à la une



Reviens, la nuit

La vie nocturne des grandes villes n'est plus la même depuis la pandémie. Les confinements et les restrictions sanitaires qui perdurent mènent la vie dure aux bars, salles de concerts et clubs. Le grand quotidien de Lisbonne *Público* a interrogé des philosophes, psychologues, fêtards, musiciens et noctambules, et dissèque dans un long texte de réflexion ce monde de la transgression, de l'échappatoire et de la création. Ce monde-là est-il voué à disparaître ? Et avec quelles conséquences sur notre santé mentale et sur la dynamique des villes ? Dans ce dossier également, l'adieu à la nuit parisienne d'une journaliste de la *Süddeutsche Zeitung*, les fêtes clandestines à Madrid et des mots d'oiseaux de nuit.



—Público *Lisbonne*

Les représentations qu'on a de Socrate dans une maison ou un jardin le montrent toujours en pleine conversation avec d'autres." António de Castro Caeiro, chercheur en philosophie antique, phénoménologie et philologie classique à l'université nouvelle de Lisbonne (Nova FCSH), a un penchant naturel pour les références à la Grèce antique. *"L'homme est un animal social"*, poursuit-il en citant Aristote. En somme, l'être humain *"aime à converser et à faire usage de la parole"*, précise l'universitaire.

"Du point de vue philosophique, mais aussi d'un point de vue contemporain", poursuit-il, l'être humain est celui *"qui fait usage de la parole, qui est dans la discussion, qui vit dans la rue, qui dépend d'une existence sociale"*. Autant de besoins qui se heurtent aujourd'hui au contexte sanitaire : la pandémie impose de limiter les contacts humains et nous contraint, pour des raisons de santé, à bouleverser nos habitudes et nos rituels de sociabilité.

Et si Socrate retrouvait ses semblables dans l'agora, il existe aujourd'hui d'autres espaces publics ouverts à l'échange d'idées. La nuit, au sens large, est un lieu particulièrement favorable à ce type de rencontres. La nuit est un lieu de discussion, de cohabitation, de création, de transgression, d'expérimentation, de séduction et d'inattendu, un endroit où les esprits se confrontent et s'adaptent à la différence et à de nouvelles réalités.

Mais depuis le début de la pandémie et la déclaration de l'état d'urgence (abaissé aujourd'hui au niveau "état de catastrophe" [*"estado de calamidade"*] au Portugal), cet espace démocratique et de rencontre a changé. La nuit telle que nous la connaissons s'est éteinte, et les dégâts ne sont pas seulement économiques. Quelles seront les conséquences de ce nouvel état de fait à court, moyen et long terme pour la société, la santé mentale et la dynamique de nos villes ?

Nul besoin d'attendre pour comprendre que la privation de cet espace de rencontres par excellence aura des effets – ils sont déjà là. Le psychologue Mauro Paulino s'attend ainsi à voir émerger des pathologies associées à l'isolement qu'entraîne l'interdiction de l'*"espace nuit"*, en particulier chez ceux qui en étaient des habitués, avec des conséquences psychologiques et psychiatriques sans doute assez proches de celles d'autres formes d'isolement. Le spécialiste reste cependant optimiste, confiant dans les capacités d'adaptation de l'être humain, même si, reconnaît-il, celles-ci varient d'un individu à l'autre.

António de Castro Caeiro n'a pas eu besoin d'aller chercher bien loin ses références à la philosophie classique : le chercheur y recourt fréquemment pour illustrer la nature fondamentalement sociale de notre espèce. *"Nous sommes mal adaptés à la solitude et aux intérieurs non partagés"*, assure-t-il. Pour expliquer les effets de cette extinction de la nuit, Caeiro oppose le quotidien à l'évasion. Le quotidien range bien souvent l'individu dans une activité professionnelle, par exemple, ou dans d'autres "cases" censées l'identifier. Or, estime l'universitaire, la nuit offre un espace de décrochage d'avec ce personnage du quotidien, qui bien souvent phagocyte l'individu tout entier et le réduit à ce qui n'est au fond qu'une facette construite par soi et par les autres. *"Nous ne refusons jamais de répondre à la*

Les photos

Les images publiées dans ce dossier sont extraites de la série *Neon Life* réalisée par **Louis Dazy.** Le projet puise ses sources dans les univers du cinéma et de la musique, mais il est également nourri par les voyages de l'artiste, qui crée une poésie nocturne, graphique et mélancolique de l'instant.

↖ ***Cœur brisé.***
↑ ***Do your Dance.***
Photos Louis Dazy

question : ‘Tu fais quoi dans la vie ?’.” La nuit en revanche, même si cette question peut surgir, la relation au quotidien *“n’est pas visible”* car, explique-t-il en renvoyant au concept du philosophe Ludwig Wittgenstein, *“les jeux de langage ne sont plus les mêmes”*. *“La nuit, nous ne parlons pas la même langue, nous ne faisons pas les mêmes réponses que le reste du temps. La nuit nous sommes dans la conversation, les jeux de séduction, nous buvons un verre, nous profitons d’un autre espace.”*

Cette évasion, à en croire António de Castro Caeiro, est presque une question de survie pour l’être humain, qui a besoin de sortir de la routine. À quoi faut-il s’attendre, dès lors, si ce lieu n’est plus ? *“La pandémie neutralise l’espace comme géographie du partage et contraint à préremplir le temps du quotidien par le travail ou le loisir forcé”*, analyse le chercheur, qui compare cette contrainte à *“une sorte de préretraite”*.

Tout réinventer. Mais le besoin d’échappatoires à la routine, intrinsèquement lié à notre espèce, n’a pas disparu pour autant. On cherche alors d’autres moyens d’évasion. Pour faire face à cette *“interdiction”* et au *“vide”* laissé par la nuit, *“une réinvention de l’espace de loisirs”* s’impose.

C’est ce chemin qu’a choisi João Botelho, qui avant la pandémie sortait *“presque tous les soirs”*. Le cinéaste a mis sur pause le tournage d’un film autour de ses soirées au Lux, une boîte de nuit de Lisbonne dont il est un habitué, pour en reprendre un autre où il passe plus de temps à lire et à écouter de la musique. Les deux films ont cependant un point commun : la nuit.

“La lumière du matin me gêne. J’aime l’après-midi et la nuit. Je vis la nuit, raconte le réalisateur. *Je me rappelle avoir passé toute une année à Lisbonne à commencer mes journées à 17 heures pour les finir à 7 heures du matin. J’aime le silence de la nuit, c’est là que je peux lire et écouter de la musique. Mais le bruit de la nuit m’intéresse aussi.”*

Au début de la pandémie, João Botelho a continué à ne sortir qu’après le coucher du soleil, mais seul. *“J’ai vu une Lisbonne que je n’avais jamais vue. J’ai entendu une Lisbonne que je n’avais jamais entendue. Je marchais dans la rue, j’entendais les pas des policiers résonner dans une ville déserte, le bruit d’un sac-poubelle jeté directement d’une fenêtre. Ce sont des moments inoubliables.”* João Botelho assure *“s’adapter aux circonstances”*, mais *“c’est peut-être terrible pour les gamins”*, s’inquiète-t-il. Lui trompe l’isolement en retrouvant de temps à autre *“une demi-douzaine d’amis”*, mais il reconnaît que *“l’effervescence de la nuit”* lui manque : *“Je sortais tous les jours. Dimanches compris.”*

Désormais, pour le cinéaste, *“tous les jours se ressemblent”*. Il faut aujourd’hui *“une grande résistance”* quand on est un noctambule, et plus encore quand on a *“plus de mal à s’adapter à ce changement de mode de vie”*. João Botelho s’offre encore le plaisir de *“quelques pas de danse”*, mais il pense ne pas pouvoir danser de sitôt hors de chez lui.

> **“J’ai vu une Lisbonne que je n’avais jamais vue. J’ai entendu une Lisbonne que je n’avais jamais entendue.”**
> **João Botelho,** CINÉASTE

→ ***Good Times.*** *Photo Louis Dazy*

C’est tout un secteur qui est suspendu à un avenir incertain, insiste Jordi Nofre Mateo, chercheur et fondateur de LXNIGHTS, un réseau international de recherche sur la vie nocturne. Il redoute que le secteur ne fasse pas partie des préoccupations des pouvoirs publics.

Et au-delà de ces conséquences économiques, Jordi Nofre Mateo craint aussi les répercussions sur les individus. *“La nuit n’est vue que comme une activité économique. Or la nuit, c’est aussi la culture, la production et la consommation culturelle, ainsi qu’une source de bien-être affectif et social, un lieu de construction communautaire et d’entraide”*, énumère le chercheur, qui appelle à rallumer la nuit, *“surtout après une période de confinement”*.

La vie nocturne est encore assimilée au *“péché”*, à *“l’immoralité”*, constate-t-il. Or il faut insister sur son rôle d’*“échappatoire vis-à-vis d’un quotidien bien souvent marqué par la précarité du travail et l’incertitude de l’avenir”*. C’est pourquoi le chercheur plaide pour une relance des activités nocturnes qui permettra *“non seulement de mieux lutter contre la pandémie, mais aussi de combattre ses effets délétères sur la santé mentale”*.

L’existence d’un espace pour le divertissement est fondamentale pour qu’une société fonctionne bien, insiste Jordi Nofre Mateo. La nuit est aussi *“un carrefour pour la création et la production et reproduction des identités”*, poursuit-il, et ce au moins depuis la moitié du XXe siècle. Non contente d’être un terreau pour l’identité et la sociabilité, la nuit est le lieu *“des émotions et des affects”*, or *“toutes les politiques de santé publique des vingt dernières années ont été élaborées autour du modèle de l’*Homo economicus*”*, en négligeant le fait que cet *Homo economicus “ressent aussi des émotions”*.

“C’est un défi de première importance : agréger toutes ces facettes de la nuit pour construire un avenir meilleur et sortir de la pandémie. La nuit doit être incluse dans cette sortie de crise, elle doit faire partie de la reconstruction sanitaire et économique, mais aussi culturelle”, martèle le chercheur.

Au vu de la persistance d’une *“vision coupable de la nuit”*, il est urgent, estime-t-il, de mettre en œuvre des *“politiques plus claires pour tous”* afin que ne surgisse pas *“une nouvelle nuit”* à laquelle *“certains auraient droit et d’autres pas”*. *“Le risque est de voir les jeunes générations durablement marquées par la peur et plus isolées. Foucault voyait dans la peur un dispositif de contrôle. Il y a un risque de fracture sociale. Or la nuit ne peut pas être facteur de désunion, elle doit favoriser l’inclusion, et il n’est pas envisageable de perdre ce qui a déjà été conquis.”*

“C’est comme si un couvre-feu psychologique était en vigueur dans les esprits”, constate Rui Reininho, chanteur du groupe GNR, ex-habitué des nuits de Porto passé ces derniers temps à *“un cycle plus diurne”*. Il a fait ce constat lors de son dernier passage à Lisbonne, mais aussi dans les rues de Leça de Palmeira, dans la banlieue de Porto, où il vit. *“Je suis arrivé dans la capitale un soir à 22 heures, et heureusement, à l’hôtel où j’allais, on m’avait gardé à dîner. Parce qu’à 22 h 30 tout est fini.”* À Leça, bourgade qui possède une vie nocturne



> “À quoi bon mettre ses habits de lumière, si c’est pour rester dans son salon ?”
>
> **Madison Moore,** AUTEUR AMÉRICAIN DE *FABULOUS: THE RISE OF THE BEAUTIFUL ECCENTRIC*, NON TRADUIT.
> —**The Atlantic**

L’importance vitale des nuits queers

●●● *“La communauté LGBT s’est souvent définie précisément grâce à ce qui est désormais étouffé par le coronavirus : le plaisir de se rassembler”*, observe **The Atlantic.** De nombreux historiens ont retrouvé des traces de la notion contemporaine d’identité homosexuelle *“dans les cabarets et bars clandestins du XIXe et du XXe siècle”*, rappelle le journal américain, tandis que les drag-queens sont nées sur les pistes de danse. De même, le Stonewall était un bar avant d’être *“un symbole de la libération gay”*, et les associations de lutte contre le sida se finançaient grâce à *“des bals grandioses”*. Aujourd’hui, des rassemblements comme la Gay Pride (Marche des fiertés) mais aussi les soirées des clubs gays sont *“un rejet de l’isolement queer”*, explique *The Atlantic*. Y participer, c’est refuser *“de rester dans le placard, de se croire seul en son genre, de craindre des violences physiques en s’affirmant tel qu’on est”*. Lorsqu’on est mis au ban de la société et parfois même de sa propre famille en raison de son orientation sexuelle – ou bien parce qu’on ne se reconnaît pas dans un genre assigné à la naissance –, *“la quête du plaisir et de la relation humaine devient souvent essentielle”*, poursuit le magazine. *“Il en va de même des activités qui y sont associées : la danse, les bavardages, les restos, le sexe.”* Autant de passe-temps souvent réduits à peau de chagrin par les règles de distanciation sociale. Et lorsqu’ils tentent de profiter de la vie nocturne, les membres de la communauté LGBT sont plus que jamais stigmatisés. En Corée du Sud, *“un petit pic de contaminations a été associé à la très modeste vie nocturne gay de Séoul”*, provoquant *“de violentes réactions homophobes”*, déplore le titre.





"Tout l'intérêt d'aller en boîte, c'est de s'oublier, de trouver une transcendance. On cherche à échapper à soi-même, à entrer dans un état de lâcher-prise et d'extase."
Norbert Bisky, PEINTRE ALLEMAND
—**Der Spiegel**

"La société n'est pas adaptée à ceux dont le cycle de sommeil sort de la norme du 21 heures-5 heures."
Jenny Carter, EMPLOYÉE DU SERVICE DE SANTÉ BRITANNIQUE
—**The Guardian**

en temps normal, il n'y a plus personne dans les rues *"passé une certaine heure"*.

Rui Reininho [65 ans] se souvient d'un temps, lorsqu'il vivait à Lisbonne dans l'Alfama, où certaines salles de fado restaient ouvertes *"jusqu'au petit matin"*. Il s'y attardait *"pour un dernier fado, un dernier verre, une dernière conversation"*. Il y avait *"moins de télévision et moins de Netflix"*, *"plus de temps pour philosopher"*.

Avant la pandémie, il passait déjà plus de temps chez lui à écouter des vinyles qu'à écumer la nuit. Pour autant, cet espace de *"liberté"* lui manque. Dans ce recul de l'animation nocturne d'avant le coronavirus, le musicien voit un retour à la clandestinité, un peu comme dans le Porto d'après la "révolution des œillets".

La pandémie nous a rendus plus *"vigilants"*, analyse quant à elle Cláudia Rodrigues, chercheuse, auteure d'une thèse de doctorat consacrée à la nuit dans la ville de Porto. Or la vigilance est peu compatible avec la notion de "fête", associée à la nuit et à une existence bohème, poursuit-elle. *"Elle va à l'encontre de l'idée de transgression, de libération, d'envie du corps. La question du corps est fondamentale, et la pandémie la remet en cause."* Il n'est pas bon que nous en arrivions à faire *"la police les uns* [envers] *les autres"* : *"Nous devons éviter d'entériner cette nouvelle normalité, sous peine de vivre pour toujours sous la vigilance* [exercée] *les uns* [sur] *les autres."*

Avec l'apparition de fêtes clandestines, cette sociologue redoute des nuits plus élitistes, moins démocratiques, qui ne feraient pas de place *"aux cultures et aux manifestations d'identité différentes"*. Des nuits à huis clos *"ne font pas société"*. *"La nuit participe de la construction de l'identité, aussi bien l'identité urbaine que celle des individus. C'est un lieu de transgression, de renversement des conventions sociales. La voilà privée de sa vocation, en suspens, puisque la transgression commence dès qu'on met un pied en dehors de chez soi"*, explique Cláudia Rodrigues.

La nuit a joué un rôle fondamental dans l'ouverture des mentalités et l'acceptation des différences, estime la sociologue, qui cite en particulier les avancées conquises par la communauté LGBTIQ+ et par les femmes. *"La nuit est propice à l'émancipation, aux luttes, elle ouvre les portes de la créativité pour que s'épanouisse la ville."* Car, comme Cláudia Rodrigues le défend

> **"La nuit participe de la construction de l'identité, aussi bien l'identité urbaine que celle des individus."**
> **Cláudia Rodrigues,** SOCIOLOGUE

dans sa thèse, c'est la ville elle-même qui s'épanouit la nuit. Si cet espace disparaît, c'est toutes les contributions et les conquêtes apportées par la nuit qui risquent d'être perdues. *"C'est une phase dans laquelle le fait urbain est en suspens, où la ville est différente."*

La chercheuse reste optimiste et croit en une renaissance. *"La nuit a toujours excellé dans la résolution des crises, elle est capable de résoudre celle-ci aussi. Même si cette crise en particulier tend à artificialiser la vie nocturne et risque d'entériner cette 'nouvelle normalité' de la nuit."* Álvaro Costa connaît les nuits de Porto depuis quarante ans, quand la vie nocturne *"n'était pas interdite"*, certes, mais *"cachée"* et *"auréolée de l'idée de péché"*. À l'époque, il fréquentait le Swing, le Griffon's et d'autres adresses, mais il y avait surtout *une "culture de la boîte de nuit"*. *"La nuit, c'était le sexe."* Pour ce célèbre animateur radio, sortir la nuit ce n'est *"pas seulement boire des coups"*. *"C'est quelque chose de culturel, de commercial, et même, d'une certaine façon, de politique. La nuit a joué un rôle déterminant dans ma façon d'être, elle a fait de moi une personne plus tolérante."*

Génération sacrifiée. *"La nuit, il y a des contacts, il y a la peur, la sueur, les odeurs, les parfums. C'est un espace que je dirais magique, libertaire, inhérent à la condition humaine."* Mais les règles sanitaires sont telles que c'est l'un des secteurs qui aura sans doute le plus de difficultés à rouvrir *"tel quel"*, exactement dans son fonctionnement d'avant, redoute Álvaro Costa. Il craint l'apparition d'une génération qui aura *"vécu des moments par lesquels je n'ai pas eu à passer"*. *"Il y a toute une génération qui ne sait pas ce que c'est que de s'entasser gaiement dans un espace clos, avec de la musique. Quelles conséquences psychologiques dans les prochains mois, dans les prochaines années ?"*

Avant le début de la pandémie, Maria Ferreira, programmatrice du Passos Manuel, une institution portuane, avait remarqué une évolution du comportement chez les noctambules les plus jeunes. *"Ils ont l'air moins extravertis"*, note celle qui se fait appeler MVRIA quand elle est aux platines. Cela a peut-être à voir avec un changement des habitudes de consommation chez ces oisillons de nuit. *"Ils boivent moins d'alcool et prennent plus de drogue"*, constate-t-elle, y voyant une explication à ces comportements plus réservés, moins



PÚBLICO
Lisbonne, Portugal
Quotidien, 21 500 ex.
publico.pt
Lancé en mars 1990, "Public" s'est très vite imposé dans la grisaille de la presse portugaise par son originalité et sa modernité. S'inspirant des grands quotidiens européens, il propose une information de qualité sur le monde. Tous comme ses confrères, ce journal de référence édite chaque semaine différents suppléments, comme *Ipsilon*, consacré à la culture, ou le magazine société *Pública*.

sociables. *"Puisqu'ils étaient déjà dans une bulle, ils peuvent y rentrer un peu plus."*

Il y a sept mois encore, elle qui est programmatrice et DJ depuis une bonne dizaine d'années avait un agenda diurne bien rempli, entre rencontres avec des agents et rendez-vous avec des artistes, car il fallait remplir tout un mois de fêtes et d'événements pour son bar. Depuis que le virus est là, sa routine se résume pour l'essentiel à *"ouvrir et fermer la terrasse"* qui a été installée devant l'établissement.

Car à rebours de son histoire, la nuit s'est déplacée à l'extérieur, sans danse, sans contacts, avec distanciation physique. Au Passos Manuel, on passe toujours de la musique et on sert encore de l'alcool (uniquement avec un repas, passé une certaine heure), mais impossible de prolonger la soirée à l'intérieur. À 23 heures, bien souvent, la terrasse est encore bondée. Pourtant, une fois sonnés les onze coups, la soirée n'a plus que quelques minutes devant elle, et nul ne l'ignore.

Quelles sont alors les options ? Rentrer chez soi, continuer la soirée chez des amis, s'attarder dans la rue en nombre restreint ou se risquer dans l'une de ces fêtes clandestines dans des lieux tenus secrets, réservée à un cercle de confiance.

La programmation du Passos a été divisée par trois. Avant, l'agenda débordait d'événements – musique, cinéma, théâtre, conférences. *"Tout s'est arrêté."* Quand on est DJ, *"les temps sont durs"*. *"Ça a toujours été un métier oublié, très mal reconnu"*, explique Maria Ferreira, qui regrette par ailleurs qu'il soit si *"mal payé"*. Mais ces dernières années, même si la nuit était déjà passée par *"des moments difficiles"*, on était dans une phase de *"stabilité"* et tous les genres trouvaient leur public. *"Du jour au lendemain, on se retrouve sans toit"*, regrette la programmatrice.

> **"Dans une fête sauvage, la surveillance (en matière de drogues) est impossible. Les conditions de base de la nuit ne sont plus garanties."**
> HELENA VALENTE, CHERCHEUSE EN PSYCHOLOGIE

"Je crois que les pistes de danse ne sont pas près de rouvrir. Mais j'aimerais qu'on ait juste un peu de reconnaissance", lâche-t-elle. Maria Ferreira a toujours vu la nuit comme le lieu de *"la libération totale, aussi bien physique que psychologique"*. *"Aujourd'hui, ça n'existe plus"*, déplore-t-elle.

Pendant le confinement, l'association Kosmicare, qui travaille sur la consommation de stupéfiants et son lien avec les lieux de nuit, a voulu comprendre, localiser et quantifier l'usage de drogues et analyser comment le marché s'était adapté. Près de 600 personnes ont répondu à cette enquête, dont les résultats seront publiés à la fin de l'année. Première conclusion : la consommation a baissé.

Helena Valente est chercheuse à la faculté de psychologie et de sciences de l'éducation de l'université de Porto (FPCEUP) et l'une des responsables de cette enquête. S'il y a bien une baisse générale de la consommation, les doses quotidiennes ont augmenté chez les individus qui prenaient déjà des substances, en particulier les consommateurs d'alcool et de cannabis. L'usage de stimulants comme la cocaïne ou la MDMA a reculé, et ceux qui consommaient peu, uniquement en groupe, y ont renoncé faute d'accès facile.

Les dépresseurs tels que l'alcool et le cannabis, rappelle la chercheuse, ont été utilisés par certains pour lutter contre l'angoisse liée à l'isolement. *"Jusque-là, ils en consommaient à des fins récréatives, mais l'objectif a changé : il s'agit de lutter contre l'anxiété, de trouver le sommeil, de lutter contre la solitude."*

Plus de risques. L'échantillon interrogé dans l'enquête de Kosmicare a ceci de particulier qu'il s'agit d'une population *"intégrée"*, à la consommation *"maîtrisée"* généralement liée aux ambiances festives, d'où, sans doute, la baisse générale. Fait nouveau, l'association est sollicitée par des consommateurs qui souhaitent arrêter parce qu'ils ont vu leurs revenus chuter avec la pandémie.

Étant donné la composition du groupe, et le fait que la nuit s'est "éteinte", les résultats sont au final assez prévisibles. Mais chez Kosmicare, on s'inquiète du manque de sécurité qui caractérise les fêtes clandestines. *"La prohibition des drogues a plus d'un siècle d'histoire, et preuve a été faite qu'elle n'a jamais empêché la consommation"*, poursuit Helena Valente. Et alors qu'avant la pandémie des postes de secours et une couverture sanitaire étaient mis en place dans toutes les manifestations d'envergure, *"il n'y a rien de ce genre"* pour les fêtes clandestines.

Autre source de préoccupation, les risques de contamination au Covid. *"Dans une fête sauvage, la surveillance est impossible. Les conditions de base de la nuit ne sont plus garanties. Dans une discothèque au contraire, avec la piste de danse – si la danse était de nouveau autorisée –, il est sans doute plus facile d'encadrer."* Contrairement aux fêtes organisées *"dans des caves"* et des lieux *"mal aérés"*, où *"il devient plus difficile de mettre en garde les participants et de prévenir"* les contaminations.

Avec des nuits aux horaires restreints, la chercheuse met aussi en garde contre la généralisation de comportements d'ordinaire réservés au début de soirée par des jeunes *"contraints par un couvre-feu parental"* : *"Il y a une tendance à boire beaucoup d'alcool en très peu de temps"*, explique-t-elle, en ajoutant que cela induit plus souvent *"des malaises et des intoxications alcooliques."*

Si les questions de santé restent la priorité, Helena Valente estime que les mesures de santé publique proposées ont minimisé *"le rôle social culturel de la nuit, et sa contribution à la socialisation des individus"*. L'espace nocturne est *"un lieu de transgression, créateur d'identité et d'appartenance"*, insiste la chercheuse, qui rappelle que la *"communauté LGBTIQ+"* y a souvent trouvé un terrain de bienveillance et de rencontres où elle a pu *"construire des communautés d'entraide"*.

Aujourd'hui que la nuit officielle a baissé le rideau, tous les noctambules, fêtards ou rêveurs, musiciens et danseurs, se retrouvent livrés à eux-mêmes.

—André Borges Vieira
Publié le 11 octobre



↑ ***Common.***
↗ ***Ou Ailleurs.***
Photos Louis Dazy

Paris n'est plus Paris

Quand la moitié de la ville manque dans notre vie, la moitié nocturne, ça fait mal, écrit la correspondante parisienne de la *Süddeutsche Zeitung*. Une dernière balade de nuit avant le début du couvre-feu.

—Süddeutsche Zeitung *Munich*

Un ami, vétéran de bien des nuits blanches, a eu ce mot charmant : *"Oh, mais je ne savais pas que vous étiez là aussi le jour."* Il venait par hasard de croiser, à l'occasion d'un pique-nique dans un parc, des gens qu'il n'avait jamais vus qu'au bar. C'était presque un peu trop intime de les rencontrer ainsi à la lumière du jour. Pour tout dire, ils avaient même des boulots qui les obligeaient à s'asseoir derrière un bureau.

Certaines personnes font connaissance à l'aide de questions binaires. Chien ou chat ? Montagne ou mer ? Jour ou nuit ? Et quel bonheur quand la réponse est "les deux". Quand on ne se soucie pas de savoir quel animal se







"La nuit grouille de fantômes et de démons, comme l'océan grouille de poissons et de monstres marins. À l'inverse du jour, masculin, la nuit est associée au féminin, et comme tout ce qui est féminin, elle est à la fois porteuse de tranquillité et d'horreur."

Wolfgang Schivelbusch, AUTEUR ALLEMAND DE *DISENCHANTED NIGHT: THE INDUSTRIALIZATION OF LIGHT IN THE NINETEENTH CENTURY*

—Der Spiegel

trouve sur nos genoux, quand les montagnes se transforment en falaises à la plage. Ou au bord du trottoir. L'essentiel, c'est d'être avec quelqu'un que l'on reconnaît aussi bien dans l'obscurité que sous un ciel bleu. Non parce qu'on habite ensemble et qu'on se brosse les dents en même temps. Mais parce qu'on a traversé ensemble tous les états de la fatigue, de l'euphorie, du chaos et de la liesse.

Il en va de même quand on fait d'une ville son chez-soi. On n'en devient indissociable que quand on sait de quel côté de la rue le soleil brille le matin. Et quand les immeubles, que l'on a à peine remarqués dans la journée à cause du bruit et de l'agitation, dessinent la nuit comme un paysage.

"C'est quoi le pire pour vous, de ne plus pouvoir sortir parce qu'il faut tout le temps mettre les petits au lit ? Ou de ne plus pouvoir sortir parce qu'on n'en a plus le droit ?" La veille, Emmanuel Macron a proclamé la mise en place d'un couvre-feu à Paris et dans huit autres grandes villes du pays. Le lendemain, sur le chat de la maternelle, une thérapie de groupe commence. À partir de ce week-end, il est interdit de sortir entre 21 heures et 6 heures du matin, et ce pour au moins quatre semaines. Six, même, si l'Assemblée nationale l'approuve. Tous les jours depuis deux mois, on annonce un nouveau record des cas d'infection au coronavirus. *"Nous devons tous agir"*, déclare Macron. Qui oserait le contredire ?

Sur le chat de la maternelle, ils nous recommandent des chansons pour accompagner nos nuits blanches. *Les Insomnies,* où Barbara évoque les affres du manque de sommeil. Et *La nuit je mens,* d'Alain Bashung, qui raconte comment il a *"dans les bottes des montagnes de questions"*. À ce stade, la question n'est pas de savoir si les mesures annoncées par Macron sont bonnes ou pas.

L'ennui, c'est que ça fait mal, quand il manque la moitié de la ville. La moitié avec la nuit, la moitié avec la lune. Depuis le mois de mars, chaque nouvelle restriction s'est traduite par une urgence économique. Cette semaine, en France, les patrons de boîtes de nuit ont manifesté en menant des opérations escargot sur les périphériques de Rennes, Lille, Bordeaux, Marseille et Lyon. Opération escargot, un mot presque aussi joli que l'idée qu'il faille un spectacle de ce genre pour bloquer la circulation à Marseille. Tous ceux dont les emplois dépendent de la nuit protestent. On ne sait pas encore ce que comptent faire ceux dont la liberté est tributaire de la nuit.

Cette nouvelle règle [le couvre-feu] ne fait que clarifier un état de fait latent en France depuis le printemps : travailler oui, s'amuser non.

Fondamentalement, aucune activité n'est liée à une heure précise. On peut tout autant boire, danser ou dormir à 13 heures. Mais pour cela, il faut ce que l'on appelle du temps libre pendant la journée, comme on dit chez nous dans notre jargon professionnel. Reste, bien sûr, que le principe d'un couvre-feu nocturne n'est pas de dire au revoir à tout le monde complètement ivre dès l'heure du déjeuner.

Cette nouvelle règle ne fait que clarifier un état de fait latent en France depuis le printemps : travailler oui, s'amuser non. Il y a bien des gens pour qui le bonheur est d'aller cueillir des champignons en forêt avec leur petite famille. Leur mission à présent consiste peut-être à initier avec patience et indulgence leurs concitoyens claquemurés aux joies de la balade dominicale. Ils ont toutefois intérêt à se dépêcher – avant que les bois et forêts ne soient de nouveau interdits d'accès comme durant le printemps.



MUSIQUE

À ÉCOUTER EN LISANT CE DOSSIER

Noctambules contrariés, insomniaques mélancoliques, ouvrez grand vos oreilles : des hululements mystérieux du *Nightcall* de Kavinsky jusqu'à la house syncopée du petit matin, en passant par les incontournables (*Nights In White Satin, Una Notte a Napoli*), **découvrez sur Spotify notre playlist "Reviens la nuit". Rock, hip-hop, disco, techno : il y en a pour tous les goûts.**

Confidente. *"Ce vendredi, c'est la dernière nuit de folie"*, écrit un confrère de Paris. Une plaisanterie plutôt qu'une incitation à faire la fête. Car le coronavirus a déjà ravagé la nuit parisienne. Les restaurants ferment à 22 heures et les bars qui n'ont pas réussi à se déguiser en restaurant en ajoutant un plateau de fromages à leur carte des vins n'ouvrent plus du tout. On visite "Paris la nuit" comme on visite mamie sur son lit d'hôpital. On parle du temps d'avant. De ces nuits paisibles où la ville se fait votre confidente. Du Pont-Neuf que l'on traverse pendant que les touristes dorment, épuisés par une journée de visites à pied. De la lune qui se reflète dans la Seine. Si vous n'êtes ému que par le spectacle de choses qui n'ont jamais ému personne d'autre auparavant, Paris n'est pas pour vous. La Seine et la lune, spectacle éternel. La Seine et la lune, à côté de l'île de la Cité, le berceau millénaire de la ville, composent une vue éternellement magnifique.

Ou bien on parle de cette nuit où une amie, copine de célébrités, vous a pris en pitié et vous a invité à la fête. Elle n'avait pas eu besoin de vous donner l'adresse, on entendait la musique depuis l'autre bout du boulevard. Quatre hommes vous avaient ouvert la porte en même temps, et n'avaient pas caché leur déception de voir qu'en lieu et place d'un invité glamour et attendu se présentait une Allemande qui avait apporté



"Tout est fait pour nous convaincre que les couche-tôt sont plus heureux et plus disciplinés, qu'ils réussissent mieux et même qu'ils sont de meilleures personnes que les oiseaux de nuit. Les heures où je me sens la plus vivante sont dites 'indues' et jugées plus propres à un vampire qu'à un être humain."

Jessica Batchelor,
RÉDACTRICE MÉDICALE BRITANNIQUE
—The Guardian

un *stollen* parce qu'on lui avait parlé de "fête de Noël". *"J'ai aussi ramené des bières." "Ah, OK, pour l'instant y a que du champagne au frigo, mettez-les avec."* Le champagne avait fini par faire effet. Et à la fin, même le type qui n'avait pas décroché un sourire avant deux heures du matin s'était lâché sur la piste de danse.

Il y avait aussi eu cette nuit dont tout le monde se souvient. Le 16 avril 2019, le jour s'était levé sur un panache de fumée montant encore de Notre-Dame. Tout autour de la cathédrale, les pompiers avaient installé des barrières sur lesquelles s'agglutinaient tous ceux qui ne pouvaient ou ne voulaient pas dormir. Ceux qui ne voulaient pas laisser toute seule leur cathédrale meurtrie. Une femme avait joué du violon et des chanteurs s'étaient usé la voix à faire retentir l'*Ave Maria* pendant toute la nuit.

On se souvient aussi du 15 juillet 2018, lorsque les Bleus étaient devenus champions du monde. Ce soir-là, la ville avait paru encore plus grande que d'habitude, les Champs-Élysées appartenaient aux vainqueurs. C'est-à-dire à ceux qui comme Kylian Mbappé venaient des banlieues et ne faisaient généralement que traverser la ville. Ils s'étaient pavanés sous l'Arc de triomphe, drapés dans des drapeaux tricolores, et avaient rappelé à tout le monde qui savait marquer des buts ici.

La nuit à Paris ne sera à présent que l'obscurité vue par la fenêtre. Plus personne dehors après 21 heures. Une façon de dire qu'on ne vous fait plus confiance pour vous promener dans les rues le soir. Vous allez encore vous tomber dans les bras les uns des autres.

—Nadia Pantel
Publié le 15 octobre



↑ ***Amour toujours.*** *Photo Louis Dazy*

À Madrid, des "fiestas" clandestines

Si l'activité des boîtes de nuit espagnoles est interdite pour cause de pandémie, certaines d'entre elles, notamment dans la capitale, organisent des fêtes privées dans des appartements. Plongée dans l'atmosphère électrique d'une soirée clandestine madrilène.

—El País *Madrid*

Tout à coup, le DJ coupe le son. Un grand "Chuuuuuuut" parcourt la pièce. Plus personne ne fait un bruit. Les responsables de la soirée ouvrent les fenêtres, et la brise nocturne se fraie un chemin de pièce en pièce, dissipant la fumée des cigarettes. Le froid vient mordre le visage des participants, qui patientent en jouant avec le tintement des glaçons dans leur verre. On échange des mimiques, on retient un fou rire. On se croirait dans un film muet. Personne ne porte de masque. Au bout d'un moment, on referme les fenêtres et le DJ monte le son. À fond. La nuit est encore longue.

Les organisateurs de fêtes clandestines comme celle-ci, il y a quelques jours, dans un appartement du centre de Madrid, veillent à aérer les lieux toutes les demi-heures. Une pause à laquelle les participants finissent par s'habituer. À l'entrée, tous ont reçu des instructions très précises : *"En cas de descente de police, tu dis que tu n'as pas payé pour être là, et que tu as apporté une bouteille."* Lorenzo García, 27 ans, a écouté attentivement les consignes. Puis il a réglé les 20 euros demandés pour pénétrer dans cet appartement qui, avant la pandémie, était loué aux touristes via Airbnb.

Le tarif ne comprend aucune consommation, précise Lorenzo. Le verre d'alcool est à 8 euros. *"Je me suis commandé un gin-tonic, et je me suis mis à danser, comme un samedi normal."*

Sauf que ce samedi-là n'avait rien de normal. La veille, face à la hausse des cas de contamination par le coronavirus, le gouvernement central cherchait comment annoncer l'état d'urgence dans la région autonome de Madrid.

Parallèlement, un autre événement d'envergure s'annonçait, pour qui comme Lorenzo est dans la vingtaine : l'anniversaire d'un ami. Il ne restait que vingt-quatre heures, la bande cherchait où

fêter ça. Alors ils ont fait comme on fait quand on est pris au dépourvu : aller au plus simple.

Ils ont appelé le responsable des relations publiques d'une boîte de nuit [lesquelles sont fermées] comme ils l'auraient fait avant la pandémie. Bingo : ils ont été inscrits sur une liste, et ont reçu une invitation – à la différence près que celle-ci ne mentionnait pas l'adresse de la soirée. Le message envoyé par WhatsApp était sobre : *"Samedi 3 octobre, 0 h 30-6 heures* Last night."

Deux mots anglais faisant une allusion très détournée à une rue en plein cœur du vieux centre de la capitale. Vers minuit les attendait un homme à l'accent sud-américain, qui les a conduits jusqu'à un immeuble résidentiel. Les organisateurs de la soirée avaient loué là un appartement d'ordinaire proposé en locations saisonnières.

La cuisine fait office de bar, le salon de piste de danse avec DJ, et la chambre, avec ses canapés, de petit *lounge*. Pour étouffer le bruit de la musique, toutes les portes et fenêtres sont totalement fermées. Lorenzo García se souvient : *"Il y avait des matelas contre les fenêtres, il faisait très chaud."*

Les instructions étaient très précises : "En cas de descente de police, tu dis que tu n'as pas payé pour être là, et que tu as apporté une bouteille."

Le jeune homme est arrivé tôt, il n'y avait pas encore grand monde : il a pu voir les organisateurs tout mettre en place, ouvrir les valises dans lesquelles ils avaient apporté des dizaines de bouteilles d'alcool. Bientôt l'endroit s'est rempli – 10 personnes, 20, 30, 40… Les fêtards seront jusqu'à 100. *"Sans masque, sans distance, torse nu. Une fête normale, quoi !"* À 3 heures du matin, on sonne à la porte : la police municipale. Ángel, 29 ans raconte : *"Ça a été la panique, mais les organisateurs nous ont dit que la police ne pouvait pas monter dans un logement privé."*

Mais la fête s'est arrêtée là. Et les participants ont dû patienter une heure avant de pouvoir quitter les lieux. Il leur a fallu présenter leurs papiers d'identité aux policiers, auxquels tous ont sagement entonné le même refrain : non, ils n'avaient pas payé d'entrée, non, personne ne leur avait vendu d'alcool, ils avaient bu ce qu'ils avaient apporté. Tous ont menti avec brio. Derrière plusieurs de ces soirées se cache la direction d'une discothèque fermée depuis cet été. Ce sont les mêmes publicités, les mêmes responsables des relations publiques. Interrogée par téléphone, une des associées de l'entreprise nie : *"Ce n'est pas nous."*

Les preuves sont pourtant difficilement contestables. Ángel a participé à plusieurs de ces soirées. L'adrénaline, la peur que la police débarque, comme dans le Chicago de la prohibition, combinée à l'alcool et à un peu de drogue, tout cela rend la fête plus électrisante à ses yeux. Son ami Pablo Marín est d'accord, et aucun des deux ne voit le problème. *"On ne va pas arrêter de s'amuser !"*

—Lucía Franco
Publié le 15 octobre

À la une



À BERLIN, LA NUIT RÉSISTE

"La deuxième vague est là, et elle déferle d'abord sur les grandes villes", amorce **Die Zeit.** Un moment de vérité pour Berlin, où le virus circule activement. Sans opter pour un couvre-feu strict, la ville a tenté le 10 octobre d'imposer des restrictions nocturnes aux Berlinois, *"pour la première fois depuis 1949"*. Tous les commerces, bars et restaurants devaient fermer de 23 heures à 6 heures du matin. Mais ces mesures n'ont tenu que quelques jours : onze restaurateurs et exploitants de bars ont obtenu, le 16 octobre, leur annulation. À Berlin, la fête durera-t-elle *"jusqu'à l'arrivée du médecin ?"* Dans la capitale, les oiseaux de nuit sont nombreux ; et les fêtes, légendaires. Comparé par *Die Zeit* à un *"oncle excentrique"*, friand de *"boîtes de nuit, de l'insouciance, de l'intime"*, Berlin s'accroche à la fête. Celle, par exemple, qui commence sur une place de Berlin-Mitte – tout près de la Chancellerie –, vodka en main, et qui se poursuit jusqu'à l'aube. Pour les jeunes interrogés par le journal dans ce quartier, pas de doute : les restrictions nocturnes sont *"exagérées"*. Et si un nouveau confinement est instauré, ils quitteront la ville.



Rideau sur les clubs ?

La crise sanitaire a laminé le secteur des boîtes de nuit. Pourront-elles s'en remettre ?

La nuit dernière, il est probable qu'aucun DJ n'ait sauvé la vie de quiconque", regrette Tim Lawrence, spécialiste de la vie nocturne, dans les colonnes du **Guardian.** Car la crise sanitaire a remisé la culture club britannique au placard, provoquant ce que l'Association des industries de la nuit (NTIA) a appelé un *"raz-de-marée financier"*. Cette dernière estimait en août que 754 000 emplois du secteur étaient menacés au Royaume-Uni.

"La nuit est morte, et bien malin qui sait quand elle renaîtra", abonde **Le Devoir** depuis le Canada. Cet *"espace-temps dionysiaque de la libération des pulsions et de l'apprentissage des plaisirs"* est pour l'heure plongé dans un *"coma artificiel"* qui semble *"condamné à se prolonger des mois, des années peut-être"*. Bien sûr, rappelle **Vox,** en temps normal, *"fermer boutique lorsque le public finit par se lasser des mojitos et des grosses basses fait partie du cycle de vie d'une boîte de nuit"*. Et même le mythique Studio 54, institution new-yorkaise de la fête à la fin des années 1970, *"a tenu seulement trois bonnes années avant de changer de mains"*.

Mais la crise actuelle est une autre paire de manches, prévient *Vox* : car le virus est tenace et particulièrement incompatible avec le clubbing, *"dont le modèle économique même consiste à faire entrer le plus de corps possibles dans une pièce"*. Aux États-Unis, pour aider les lieux nocturnes à surnager, le Congrès a adopté le programme d'aide financière Save Our Stages ("Sauver nos scènes"), ramassé sous le sigle bien nommé SOS. Mais le **Los Angeles Times** s'interroge : les clubs doivent-ils *"contracter des prêts exorbitants pour ensuite risquer la ruine si la pandémie persiste une année de plus ?"* Ou bien faut-il *"jeter l'éponge maintenant, alors qu'un vaccin ou un plan de relance pourraient arriver d'un moment à l'autre"*. Un *"sacré coup de poker"*, résume Christine Karayan, gérante du Troubadour, club historique de West Hollywood.

— *Courrier international*

Revue de presse



MOTS D'OISEAUX DE NUIT

"La communauté de la nuit me manque. Être parmi les autres, danser avec eux, échanger, partager, tout ça me manque."

Peter Albert, a.k.a. Pithra, DJ CANADIEN
—CBC News

En bref

Newcastle. Haut les cœurs !

●●● La rue de Bigg Market, au cœur de Newcastle, est habituellement *"le haut lieu festif d'une ville festive"*, décrit **The Daily Telegraph.** *"Bruyante, animée et joyeuse."* Mais depuis le 18 septembre, c'est rideau à 22 heures. Juste avant l'entrée en vigueur du couvre-feu dans cette ville du nord-est de l'Angleterre où la nuit *"représente 4 000 emplois"*, le journaliste Tom Ough a rencontré des fêtards désabusés. Et des propriétaires de bars philosophes : *"C'est une pandémie, les gars. On lutte contre quelque chose qu'on ne comprend pas encore bien."* Sans compter une scène cocasse, comme seule la sémillante Newcastle sait en offrir. *"Alors que je quittais le centre-ville, j'ai croisé un couple : lui portait une cravate noire, elle un veston blanc sur… une robe de mariée."* Bobbi et Neil venaient de se dire oui. *"Il devait y avoir 80 personnes à leur mariage, ils ont dû ramener ce chiffre à 30."* Pour finir par sceller leur union seuls, avec deux témoins, et fêter l'événement en tête-à-tête. *"Neil a regardé son épouse et lui a dit en souriant :* 'C'est pas une pandémie qui allait nous empêcher de se marier, hein ?'*"*

À Tokyo, Kabukicho pointé du doigt

●●● En juin et juillet, alors que le Japon faisait face à un deuxième pic de contaminations, certains responsables politiques ont désigné un bouc émissaire : Kabukicho, le quartier chaud de Tokyo, qui abrite d'innombrables clubs d'hôtes – version masculine des bars à hôtesses. Ce dernier a fréquemment été décrit comme l'épicentre de l'épidémie, notamment par la gouverneure de Tokyo, Yuriko Koike. De quoi aggraver la réputation déjà sulfureuse du quartier tokyoïte. Certes, l'arrondissement de Shinjuku, où se trouve Kabukicho, concentrait cet été environ 10 % des patients atteints du Covid-19 dans la capitale. Mais pour certains hôtes, la stigmatisation est infondée, puisque ce haut lieu de la vie nocturne a réussi à contenir l'épidémie en septembre grâce aux mesures sanitaires. *"Le risque d'infection est aussi présent dans les restaurants normaux. C'est frustrant de voir les clubs toujours désignés comme les responsables de la pandémie"*, confie Ryuga, l'un des 5 000 hôtes employés à Kabukicho, au journal **Asahi Shimbun.** Kenichi Yoshizumi, le maire de Shinjuku, constate avec amertume que l'arrondissement *"porte l'image d'un quartier propice aux infections"*, ce qui a engendré *"des sentiments de peur et de discrimination"*.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Ces jeunes Japonais travaillent comme hôtes dans le quartier de Kabukicho, haut lieu de la vie nocturne à Tokyo. Et ils ont publié un recueil de *tanka*, une forme codifiée de poésie. Ils y dévoilent leur quotidien, leurs états d'âme, et les inquiétudes suscitées par l'épidémie de Covid-19, qui les prive de travail. Retrouvez l'article de l'**Asahi Shimbun :** *"À Tokyo, physiques de playboys et âmes de poètes."*

↖ ***I Am.*** *Photo Louis Dazy*



Carnet

Finance

COMMENT INVESTIR DURABLEMENT

ON A PU REDOUTER QUE LES INVESTISSEURS METTENT DE CÔTÉ LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX FACE À LA CRISE SANITAIRE. BIEN AU CONTRAIRE, LES FONDS DURABLES ONT MOINS PÂTI QUE LE RESTE DU MARCHÉ DE LA CRISE ET ONT VU AFFLUER LES NOUVEAUX INVESTISSEURS DURANT LE PREMIER TRIMESTRE DE L'ANNÉE 2020.

CONCEPTION GRAPHIQUE WWW.LILIKLIK.COM / CRÉDIT : MASTER1305/FREEPIK

RECORD D'INVESTISSEMENTS DANS LES ACTIFS DURABLES EUROPÉENS

Les gestionnaires de fonds européens ont investi plus de deux fois plus de liquidités dans des fonds durables l'année dernière par rapport à 2018. Une réponse liée aux craintes des effets du changement climatique sur l'économie mondiale.

Ce sont 120 milliards d'euros qui ont été investi dans les produits financiers dits « verts », soit plus du double des 48,8 milliards d'euros d'entrées nettes collectés en 2018, selon le fournisseur de données Morningstar. Une tendance vers une gestion des actifs plus durable qui se confirme.

Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, a affirmé dans son discours sur l'état de l'Union que 30 % des 750 milliards d'euros du plan d'investissement de la Commission seraient émis en obligations vertes pour financer la reprise économique en Europe après la crise sanitaire. Pour la première fois, la Commission envisage d'émettre ce type d'obligations. Il s'agit d'obligations classiques, *green bonds* en anglais, dont l'émetteur s'engage à utiliser les fonds pour des projets environnementaux. Actuellement, le volume des *green bonds* en circulation se situe à près de 600 milliards d'euros, soit six fois plus qu'il y a quatre ans. Le lancement d'obligations vertes par l'Union européenne conforterait et pourrait faire doubler en volume ce marché encore jeune.

En France, Ségolène Royal et Michel Sapin, respectivement ministres de l'Environnement et des Finances, ont annoncé, le 3 janvier 2017, la création d'obligations vertes souveraines. En 2019, la France est devenue le premier pays du monde émetteur de *green bonds*. Et le 8 octobre dernier, la Société du Grand Paris a émis deux nouvelles obligations vertes d'un montant de 3 milliards d'euros chacune. Elles viennent s'ajouter à six premières émissions d'un montant total de 9,5 milliards d'euros.

Aujourd'hui, 62 % des Français déclarent prendre en compte, dans leur décision de placements, les conséquences environnementales et sociales, selon les résultats du sondage Ifop 2020 pour le FIR (Forum pour l'investissement responsable) et Vigeo Eiris. Les investissements dits « responsables » principalement labellisés ont d'ailleurs bondi de 28 % à la fin 2019, d'après une étude de l'Association française de la gestion financière. L'épargne solidaire a, quant à elle, enregistré une croissance de 24 % mais ne représente toujours que 0,29 % de l'épargne des ménages français.



Les satellites au service de la finance verte

Un projet ambitieux, la Spatial Finance Initiative, au Royaume-Uni, a développé l'année dernière un outil d'exploitation des données géospatiales dans la prise de décision financière. L'idée est de prendre quotidiennement des photos par satellite et par drone et de les interpréter automatiquement par intelligence artificielle. Les investisseurs pourront ainsi utiliser cette technologie pour examiner avec un niveau de précision sans précédent la façon dont les entreprises respectent leurs engagements ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance).



TROIS SOLUTIONS POUR INVESTIR RESPONSABLE

Pour les investisseurs particuliers désireux de placer leur argent de façon durable, les options ne manquent pas. Il est toutefois recommandé de faire appel à des fonds labellisés, gage de transparence et de qualité.

1. L'investissement d'impact

Le terme d'investissement d'impact, *impact investing* en anglais, est apparu pour la première lors du krach financier de 2007 et la prise de conscience qui s'est ensuivie. Aujourd'hui, l'investissement d'impact pourrait de nouveau prendre de l'ampleur avec la crise inédite liée à la pandémie de Covid-19. Le principe est simple. Il s'agit d'investir dans des projets concrets qui auront un impact environnemental ou sociétal positif. Contrairement à la finance dite "durable", l'investissement d'impact considère la finance comme un outil de développement pour la société et non comme un moyen d'enrichissement individuel. L'impact positif des projets est quantifié et un rapport sur l'usage de ces fonds est publié chaque année. Il peut s'agir d'obligations vertes, utilisées par des entreprises publiques ou privées, telles qu'Orange, ou la région Île-de-France.

2. Les fonds immobiliers

Bien moins chronophage que l'investissement dans un logement individuel, les SCPI (société civile de placement immobilier) sont entièrement gérées à distance. Libre à chacun de choisir selon ses valeurs vers quel type de SCPI investir : EHPAD, résidences médicalisées, crèches, laboratoires d'analyses médicales... Il pourra également s'agir d'un parc immobilier locatif composé d'immeubles « verts » qu'ils soient neufs, répondant aux dernières normes, ou anciens, qui feront l'objet de travaux de rénovation énergétique.

3. Les Cigales

Né dans les années 80, le mouvement des Cigales permet à des citoyens bénévoles d'accompagner financièrement celles et ceux qui se lancent dans la création d'entreprise. Ces clubs associatifs accompagnent et financent la création de petites entreprises dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. En France, on compte 200 "Cigales".

MODE D'EMPLOI. Épargner solidaire

✔ **SA BANQUE OU MUTUELLE D'ASSURANCE**
Un conseiller bancaire peut vous proposer de souscrire un contrat d'assurance-vie ou à un fond commun de placement (FCP) labellisés, comme c'est le cas chez Boursorama. Cette épargne peut être basée sur le principe du partage : 25 % des intérêts perçus sont reversés via un livret à une association partenaire de la banque.

✔ **SON ENTREPRISE VIA L'ÉPARGNE SALARIALE SOLIDAIRE**
Les sociétés de plus de 50 salariés doivent inclure un fonds commun de placement d'entreprise (FCPE) solidaire dans leur offre de plan d'épargne.

✔ **UNE ENTREPRISE SOLIDAIRE**
Si vous souhaitez investir votre épargne dans une entreprise qui correspond à vos critères sociétaux ou environnementaux, vous avez la possibilité de répondre à un appel public à l'épargne via des titres participatifs ou des parts sociales de coopérative. Votre épargne sera affectée directement aux besoins énoncés dans l'offre d'appel.

LE PROJET GLOBAL RETURNS PROPOSE LA CRÉATION D'UN FONDS VERT GRÂCE À 0,25 % DE VOTRE ÉPARGNE

Le projet Global Returns associe investissement et philanthropie verte via la création d'un fonds de 10 milliards de dollars par an basé sur 0,25 % de l'épargne des particuliers.

Éviter que les économies qui se trouvent sur votre compte bancaire financent les énergies fossiles, comme c'est le cas pour la grande majorité des banques, constitue l'un des arguments des deux anciens dirigeants à l'origine de *The Global returns*. Yan Swiderski et Jasper Judd, fondateurs du projet, affirment avoir trouvé un moyen facile de rediriger une petite quantité d'actifs pour protéger la planète. Ils demandent aux particuliers d'engager chaque année, 0,25 % de leurs économies et investissements, dans des organisations qui luttent contre le réchauffement climatique — dans le but de collecter un total annuel régulier de 10 milliards de dollars au cours de la prochaine décennie.

La conséquence directe est une nouvelle porosité entre investissement et philanthropie. Il s'agit de créer un nouveau produit. Les fondateurs recherchent des partenariats bancaires pour faciliter les dons durables et montrer l'importance d'offrir aux clients un moyen simple d'investir et d'épargner en protégent l'environnement. Comme tout autre investissement, le financement de solutions climatiques à but non lucratif génère des rendements qui seront externalisés et partagés.

L'ensemble des contributions des investisseurs seront destinées à des organisations caritatives telles que Ashden, ClientEarth, Global Canopy, Rainforest Trust et Trillion Trees, qui se concentrent sur une gamme de problèmes climatiques allant de la prévention de la déforestation à la promulgation de politiques environnementales et au financement d'innovations en matière d'énergie propre.



© FREEPIK

QUIZ. La finance responsable en 5 questions

1 Quel était le premier pays émetteur d'obligations vertes dans le monde en 2019 ?
a) Norvège b) États-Unis c) France

2 Combien de Français affirment connaître l'ISR (investissement socialement responsable) ?
a) 6 % b) 32 % c) 48 %

3 Qu'est-ce que les *social impact bonds* ?
a) Des obligations remboursées à échéance si l'objectif social du projet est atteint
b) Des obligations qui obligent l'émetteur à utiliser les fonds pour des projets durables
c) Des obligations émises par des villes ou des régions

4 Quelle(s) ville(s) européenne(s) utilisent des obligations vertes pour financer leurs projets urbains durables ?
a) Paris
b) Göteberg (Suède)
c) Berlin

5 Quelle(s) entreprises ont fait appel à des *green bonds* ?
a) Total b) Engie c) Orange

Réponses : 1.c) 2.b) 3.a) 4.a) b) 5.b) c)

UNE BELLE RETRAITE, C'EST AUSSI LE CHANT DES CIGALES.

En ouvrant dès aujourd'hui votre PER avec Allianz, vous prenez soin de votre avenir et vous choisissez un assureur qui s'engage en faveur de l'environnement.

Allianz vous accompagne dans la préparation de votre retraite pour vous permettre de la vivre pleinement.
Prenez rendez-vous dès maintenant avec votre conseiller Allianz pour réaliser un bilan retraite.

allianz.fr/retraite/

Avec vous de A à Z



Allianz Vie - Entreprise régie par le Code des assurances - Société anonyme au capital de 643 054 425 € - Siège social : 1, cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex - 340 234 962 R.C.S. Nanterre.
Allianz Retraite - Agréée en qualité de Fonds de Retraite Professionnelle Supplémentaire - Entreprise régie par le Code des assurances - Société anonyme au capital de 101 252 544,51 € - Siège social : 1, cours Michelet - CS 30051 - 92076 Paris La Défense Cedex - 824 599 211 R.C.S. Nanterre.
Document à caractère publicitaire.

Réalisation : Agence Pschhh · Crédit photo : © Getty Images / Photographe : Ascent/PKS Media Inc.

GLOSSAIRE DE LA FINANCE RESPONSABLE

Investissement d'impact
Investissement dans des projets ayant un impact positif direct sur la société et/ou l'environnement.

IRIS (Impact Reporting and Investment Standards)
Catalogue d'indicateurs de performance que les investisseurs utilisent pour mesurer le succès social, environnemental et financier d'un investissement d'impact.

Obligations vertes
Obligations classiques dont l'émetteur s'engage à utiliser les fonds pour des projets durables favorisant la transition écologique et à publier chaque année un rapport sur l'usage de ces fonds.

Placement dit "de partage d'intérêts"
Investissement dont environ 25 % de la rémunération du produit (assurance-vie, fonds commun de placement, livret d'épargne) sera reversée à une association.

Prêt vert
Crédit destiné à la protection de l'environnement. Il peut s'agir de prêt à la consommation d'un véhicule électrique ou d'optimisation énergétique de l'habitat.

Taxonomie verte
Classification des activités économiques durables qui entrera en vigueur dans l'Union européenne dès 2021.



© JCOMP/FREEPIK

LES 4 GRANDS LABELS D'INVESTISSEMENT FRANÇAIS

En matière de finance, les labels garantissent le caractère vert, responsable ou solidaire, voire les trois à la fois, des fonds d'investissement. De même que dans la filière alimentaire, ces garanties évitent aux consommateurs de faire leurs propres investigations et facilitent leur souscription.

Label CIES (Comité intersyndical de l'épargne salariale)
Créé en 2002 par quatre syndicats, il ne concerne que des produits d'épargne salariale, sécurisés, aux frais de gestion modérés, investis principalement dans des entreprises socialement responsables.

Label Greenfin
Créé par le ministère de la Transition écologique en 2015, le label public Greenfin assure la qualité verte des fonds d'investissement — 50 à ce jour — tout en excluant de son périmètre ceux finançant le secteur nucléaire et les énergies fossiles. À ce jour, on compte 50 fonds labellisés Greenfin.

Label Finansol
L'association délivre depuis 1997 son label éponyme aux acteurs finançant le secteur de l'économie sociale et solidaire (ESS), soit 159 produits à ce jour.

Label ISR (investissement socialement responsable)
On compte actuellement 508 fonds de 79 sociétés de gestion estampillés ISR. Ce label public a été créé en 2016 par le ministère de l'Économie et des Finances pour évaluer des fonds investissant dans des entreprises sur des critères financiers, mais aussi extrafinanciers : environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG).

PUBLICITÉ

Pourquoi choisir l'épargne responsable et solidaire ?

Nous sommes nombreux à partager l'envie d'être plus utiles. Selon une enquête Ifop, 63 % des Français s'intéressent à l'impact environnemental et social de leur épargne*. Mais comment être sûr que notre argent ne sert pas à financer n'importe quoi, n'importe où, pour n'importe qui ?

Une épargne plus utile

Lutter contre le travail des enfants, la corruption ou le réchauffement climatique, c'est possible grâce à l'épargne responsable et solidaire. L'argent placé par l'épargnant est orienté vers des entreprises triées sur le volet, sélectionnées en fonction de leur performance financière mais aussi de leur comportement social, éthique et environnemental.

Sont privilégiées, par exemple, les sociétés qui agissent pour l'emploi, le logement, la réinsertion, la préservation de l'environnement, l'agriculture biologique et les énergies renouvelables. C'est donc une épargne qui contribue à transformer positivement la société.

17 500

emplois créés chaque année.

Une excellente raison de soutenir la finance solidaire aux côtés de France Active et MAIF.

L'épargne solidaire en chiffres

L'épargne responsable et solidaire, tout aussi rentable que les produits financiers classiques, a déjà été adoptée par plus d'un million de Français. En dix ans, grâce à l'épargne solidaire et à France Active, 175 000 emplois ont été créés, dont 64 000 pour des personnes en situation de handicap ou de précarité qui ne trouvaient pas d'emploi sur le marché ordinaire du travail. Par ailleurs, 430 millions d'euros ont été investis dans la transition énergétique grâce à l'épargne collectée par MAIF. Attachée à ce modèle d'épargne éthique et utile, MAIF est le premier assureur français à proposer une gamme de produits d'épargne intégralement solidaire**.



assureur militant

* Enquête Ifop - " Les Français et la finance responsable " - août 2018. ** Détail des offres et partenaires sur maif.fr - MAIF - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables - CS 90000 - 79038 Niort cedex 9. MAIF VIE – Société anonyme au capital de 122 000 000 € - RCS NIORT 330 432 782 - Le Pavois - 50 Avenue Salvador Allende - CS 90000 - 79029 Niort Cedex 9. Entreprises régies par le Code des assurances.

Signaux 51

↓ *Dessin de* **Walenta,** *Pologne.*

Quelles énergies pour demain ?

FOCUS

Alors qu'aux États-Unis les compagnies pétrolières ne voient guère l'intérêt de renoncer aux hydrocarbures, leurs rivales européennes sentent le vent tourner et investissent dans les énergies renouvelables. Quant à l'hydrogène "vert", source de carburant décarboné, il fait l'objet d'un engouement général.

La Russie à l'assaut de l'hydrogène

L'ambitieux plan du Kremlin vise à produire et distribuer ce gaz afin, notamment, de l'exporter vers l'Europe, détaille cet hebdomadaire russe.

—Profil *Moscou*

Pas un, mais deux documents qui dessinent les contours de la future industrie de l'hydrogène en Russie ont été rendus publics cet été : le *Plan stratégique pour l'énergie 2035*, entériné le 9 juin, et le projet *Développement de l'énergie hydrogène en Russie* pour 2020-2024.

Le premier énonce notamment l'ambition de figurer parmi les principaux pays producteurs d'hydrogène. Il faudra en exporter 200 000 tonnes en 2024 et 2 millions de tonnes à l'horizon 2035. Le second, présenté fin juin par le ministère de l'Énergie, prévoit un cadre réglementaire et technique pour la production, l'acheminement, le stockage et la mise en œuvre de l'hydrogène, ainsi que la promotion de projets pilotes dans la production et l'export.

Gazprom et Rosatom seront les deux principaux producteurs, avec les premières unités de production d'hydrogène prévues pour 2024. Des sites d'extraction et de transformation de gaz naturel [dont le principal constituant est le méthane], ainsi que des centrales nucléaires seront utilisés à ces fins.

Les motivations du Kremlin sont évidentes : l'Europe ne cache pas son intention de poursuivre sur la voie de la décarbonation. Dans le cadre du Pacte vert, 1 000 milliards d'euros y seront consacrés dans la décennie à venir. Selon Norbert Ruecker, de la banque suisse Julius Baer, en 2035 la part des énergies renouvelables devrait dépasser 75 % [du mix énergétique].

Dans ce contexte, l'hydrogène jouera un rôle primordial, puisque sa combustion ne produit pas de dioxyde de carbone mais seulement de la vapeur d'eau. Et à l'usage il pourrait parfaitement remplacer le gaz naturel. Ce dernier est actuellement utilisé comme combustible dans l'industrie chimique et comme source d'énergie : il est employé par les centrales thermiques pour produire de l'électricité et alimenter le réseau.

Des tentatives d'utilisation du méthane comme carburant automobile ont été faites, mais cela n'a pas vraiment décollé en Europe. À l'inverse, l'hydrogène est considéré comme un carburant prometteur et propre. Un rapport de l'association Hydrogen Council (rassemblant plus de 90 sociétés en Europe, en Amérique et en Asie, dont Shell, BP, Total, Toyota et Mitsubishi) évoque la nécessité de faire passer à l'hydrogène d'ici à 2050 près de 400 millions de voitures, 15 à 20 millions de poids lourds et 5 millions de véhicules de transport en commun.

L'hydrogène est déjà utilisé dans l'industrie chimique et devra à terme remplacer le gaz naturel dans les centrales thermiques. Cela permettra de compenser les fluctuations des énergies renouvelables, en premier lieu du parc éolien. En effet, lorsque les vents sont forts et continus, les éoliennes produisent de l'énergie en excédent et son coût devient alors négatif, mais la plupart du temps l'énergie verte présente au contraire un coût élevé.

L'hydrogène répondra en particulier au problème de stockage des énergies renouvelables, que les ingénieurs européens tentent de régler depuis plus de dix ans. En somme, dans les périodes de surproduction, les surplus d'énergie permettront de produire de l'hydrogène, qui pourra par la suite être utilisé pour produire de l'électricité. C'est une solution provisoire, mais c'est mieux que rien.

L'énergie nucléaire n'est pas en odeur de sainteté en Europe.

Dans un rapport intitulé *Perspectives de l'énergie hydrogène*, les experts de l'agence Bloomberg assurent qu'en 2050 l'hydrogène couvrira 24 % des besoins mondiaux en énergie. D'après les pronostics du Hydrogen Council, l'hydrogène occupera 18 % du marché des énergies, tandis que la transition vers l'hydrogène nécessitera des investissements globaux de l'ordre de 20 à 25 milliards de dollars par an. Des estimations moins optimistes prévoient que l'hydrogène couvrira 12 % du mix énergétique des États-Unis, de l'Union européenne (UE) et de la Grande-Bretagne d'ici trente ans. Quoi qu'il en soit, c'est beaucoup.

Électrolyse. Or il y a hydrogène et hydrogène. Comme l'explique le directeur du Fonds national pour la sécurité énergétique, Constantin Simonov, les Européens divisent ce gaz en trois groupes suivant le mode d'extraction : vert, bleu et jaune [le gris, le brun et le noir font aussi partie du code couleur, qui ne fait cependant pas entièrement consensus]. L'hydrogène le plus "correct", plébiscité par les écologistes et les fonctionnaires européens, est le "vert". Il est produit à partir d'électricité elle-même produite par des énergies renouvelables – solaire et éolienne – et par un processus d'électrolyse de l'eau.

L'hydrogène russe appartient aux catégories bleue et jaune, et les experts occidentaux expriment des doutes à son sujet. En effet, l'hydrogène "jaune" est également extrait par électrolyse, mais à l'aide d'électricité produite par une centrale nucléaire. Il s'agit de la chasse gardée de Rosatom. Il faut dire que nous ne manquons pas de centrales nucléaires, et l'énergie qu'elles produisent est parmi les moins chères. Seulement, l'énergie nucléaire n'est pas en odeur de sainteté en Europe. En Allemagne, par exemple, on projette de renoncer complètement

à la production d'énergie nucléaire d'ici à 2022, et le lobby écologiste condamne sans appel l'hydrogène "nucléaire".

L'hydrogène "bleu" est produit à partir de méthane, lui-même composant du gaz naturel à hauteur de 70 à 98 %. Du point de vue économique, tout a l'air parfait : ce processus appelé vaporeformage [ou reformage à la vapeur] est beaucoup moins cher que l'électrolyse et bien moins énergivore. Sauf qu'il émet du dioxyde de carbone [un gaz à effet de serre], ce qui va à l'encontre de la neutralité climatique, qui est la raison d'être de toute cette histoire d'hydrogène. On peut régler partiellement ce problème à l'aide d'un dispositif qui capte le CO_2, mais cela reste une réponse partielle puisque les technologies de stockage souterrain du CO_2 ne sont pas encore au point [à grande échelle].

Gazprom semble avoir une autre solution, prônée par ses représentants dans leurs déclarations et interviews : un nouveau moyen de produire de l'hydrogène sans émettre de CO_2. Il s'agit de la dissociation thermique (thermolyse) du méthane sans oxygène, formant ainsi de l'hydrogène et du carbone solide sous forme de suie, qui peut être collectée et utilisée comme matière première dans d'autres industries. Gazprom travaillerait depuis plusieurs années dans cette voie, seul, mais aussi en partenariat avec des entreprises européennes, en particulier allemandes.

En attendant, qu'elle le veuille ou non, l'Europe va devoir acheter de l'hydrogène. Car ses ressources en énergies renouvelables sont insuffisantes pour produire les quantités nécessaires de gaz, et il sera difficile de combler ce manque à court terme. *"Les Européens savent que c'est l'affaire d'une ou deux décennies*, explique Alexeï Gromov, directeur du département des énergies de l'Institut des finances et de l'énergie. *Jusqu'en 2040, en développant l'énergie hydrogène, ils seront particulièrement dépendants des importations."*

Cette dépendance est une aubaine pour les entreprises russes qui pourraient, ne serait-ce que temporairement, s'inscrire dans le mouvement de l'innovation énergétique, devenir fournisseuses d'hydrogène ou de matière première pour sa production. Peut-être même, comme le dit Alexeï Gromov, renouveler les relations entre l'Europe et la Russie dans le secteur énergétique pour les deux, voire trois, décennies prochaines.

Le Kremlin veut aussi créer une filière destinée au marché intérieur.

La filière de l'hydrogène présente un autre avantage pour la Russie : la production et l'exportation de ce gaz seraient une stimulation supplémentaire pour le développement du réseau de transport gazier, et en particulier pour la construction du gazoduc martyr Nord Stream II. *"Nous pourrions proposer à l'Europe d'utiliser ce réseau non seulement pour le transport de gaz naturel, mais aussi pour l'acheminement de mélange méthane et hydrogène*, précise Alexeï Gromov. *Cela s'inscrirait parfaitement dans le cadre du Pacte vert européen et permettrait peut-être de diminuer la défiance des régulateurs européens à l'égard de ce projet."*

Mélange. D'autant plus que les gazoducs modernes, à l'exemple de Turkish Stream ou encore de Nord Stream, permettent d'adjoindre au gaz naturel jusqu'à 20 % d'hydrogène sur le volume total de gaz qui circule dans la conduite. Certains médias citent des sources chez Gazprom qui affirment qu'il serait possible d'augmenter la part de l'hydrogène dans les conduites du gazoduc Nord Stream jusqu'à 70 %.

De l'avis d'une partie des experts, le transport de mélange méthane et hydrogène serait en effet une méthode fiable et éprouvée. De plus, l'utilisation de ces canalisations pour l'hydrogène pourrait répondre à un problème écologique supplémentaire : l'UE mène actuellement une campagne contre les émissions de méthane, dont le rôle dans le réchauffement climatique serait plus important que celui du CO_2. Ainsi, la réduction de la part du méthane dans les canalisations au profit de l'hydrogène permettrait aussi de réduire les émissions polluantes.

Mais il y a également des arguments qui s'y opposent. *"Acheminer de l'hydrogène ou du méthane, ce n'est quand même pas la même chose*, souligne Constantin Simonov. *C'est techniquement possible, mais à condition de modifier le projet. Cela nécessiterait de nouvelles négociations et autorisations, et forcément des* 'Pourquoi ce gazoduc devrait passer par la mer Baltique. Et s'il explosait ?' *Car il n'en a encore jamais été construit de similaire…"*

Une question reste posée : qui assurera la production d'hydrogène à partir du gaz russe ? À Bruxelles, l'idée dominante veut que l'on produise le carburant au plus près du consommateur. Or si les fournisseurs de technologie et les producteurs d'hydrogène sont tous européens, la Russie se retrouvera encore cantonnée au rôle de "pompe à carburant".

Naturellement, le Kremlin a d'autres ambitions. La feuille de route présentée au gouvernement prévoit d'assurer des capacités de production d'hydrogène, mais aussi le déploiement de technologies propres : moteurs à hydrogène, transports publics à hydrogène, etc. Il s'agit donc de créer toute une filière, y compris à destination du marché intérieur.

—**Vladislav Grinkevitch**

Publié le 7 septembre

Contexte

●●● L'hydrogène suscite beaucoup d'espoirs face au défi climatique. Cette molécule peut être utilisée dans le secteur des transports par des véhicules équipés d'une pile à combustible, mais surtout comme "vecteur énergétique" pour produire l'électricité ; le tout en limitant les émissions de gaz à effet de serre. Mais, pour que cette solution soit réellement "verte", encore faut-il que l'hydrogène soit produit à partir d'une source décarbonée. *"Aux États-Unis, la filière de l'hydrogène bénéficierait de la victoire du candidat démocrate, Joe Biden, en novembre. Son programme de lutte contre le dérèglement climatique prévoit en effet de consacrer 400 milliards de dollars aux énergies propres, dont l'hydrogène"*, fait savoir le **Wall Street Journal.** L'Europe n'est pas en reste. La France a annoncé début septembre, dans le cadre de son plan de relance, qu'elle investirait 7,2 milliards d'euros sur dix ans pour développer la production d'hydrogène ; elle veut devenir un leader mondial dans la fabrication d'électrolyseurs. En Allemagne, 9 milliards d'euros seront consacrés à la stratégie nationale de l'hydrogène, a-t-on appris début juin.

Comment produire de l'hydrogène

Voici quelques-uns des procédés permettant de générer ce gaz.

Le code couleur permet d'identifier le mode de production d'hydrogène et son caractère plus ou moins écologique (vert).

$CH_4 + 2H_2O \rightarrow 4H_2 + CO_2$

CO_2

Vapeur d'eau H_2O

Hydrogène H_2

Thermolyse

Méthane CH_4 (gaz naturel)

GRIS BLEU

Vaporeformage du méthane

Ce procédé thermique est le plus utilisé aujourd'hui. Il est énergivore et génère du gaz carbonique. L'hydrogène est classé bleu ou gris selon qu'il y a ou non captage du CO_2.

$2H_2O \rightarrow 2H_2 + O_2$

Oxygène O_2

Eau H_2O

Hydrogène H_2

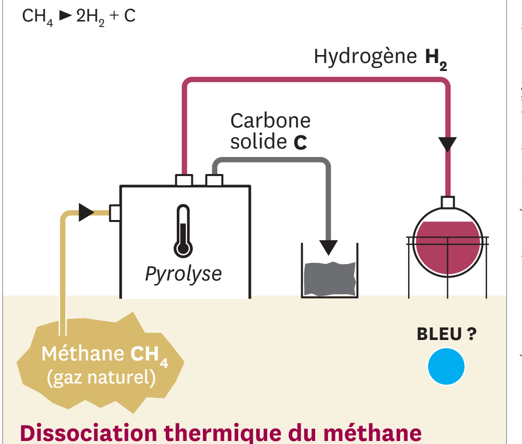
Électrolyse

JAUNE ou VERT

Électricité

Électrolyse de l'eau

L'origine du courant électrique utilisé pour ce procédé électrochimique détermine la couleur de l'hydrogène produit : jaune pour les centrales nucléaires, vert pour les éoliennes ou le solaire.



Dissociation thermique du méthane

Le procédé développé par Gazprom consiste en un craquage du méthane, principal constituant du combustible fossile appelé gaz naturel.

SOURCES : BLOG PERSONNEL DE CÉDRIC PHILIBERT (Centre Énergie & Climat de l'Ifri, auteur de "Perspectives d'une stratégie hydrogène pour l'Union européenne"), H2LIFE, ÉNERGIES DE DEMAIN



↙ *Dessin de* **Haddad,** *paru dans* **Al-Hayat,** *Londres.*



Les compagnies européennes préparent l'après-pétrole

Les géants de l'or noir européens investissent des milliards dans les énergies renouvelables, tandis que leurs concurrents états-uniens s'accrochent aux combustibles fossiles.

—The New York Times (*extraits*) *New York*

Alors que chutent les cours du pétrole et que grandit la peur du dérèglement climatique, BP, Royal Dutch Shell et d'autres compagnies européennes bradent leurs gisements, s'attellent à réduire leurs émissions et investissent des milliards dans les énergies renouvelables. C'est un tout autre cap que se sont fixés Chevron et ExxonMobil. Les deux géants états-uniens mettent les bouchées doubles sur le pétrole et le gaz naturel et investissent au compte-goutte dans des projets innovants permettant de réduire les émissions, comme des petites centrales nucléaires et des dispositifs de capture du dioxyde de carbone atmosphérique.

Ce grand écart témoigne des différences profondes entre l'Europe et les États-Unis dans leur manière d'aborder la question du dérèglement climatique, une menace qui, d'après de nombreux scientifiques, accroît la fréquence et la gravité des catastrophes telles que les feux de forêts et les ouragans. Pendant que les dirigeants européens font de la lutte contre le réchauffement planétaire une priorité absolue, Donald Trump parle de "canular".

À l'heure où les gouvernements peinent à adopter des politiques climatiques efficaces et coordonnées, les choix des compagnies pétrolières – avec leurs reins solides, leurs compétences techniques, leur expérience dans la gestion de grands projets d'ingénierie et leur puissance de lobbying – peuvent peser lourd dans la balance. De leurs choix dépendra notre capacité à remplir les objectifs de l'accord de Paris et donc à limiter l'augmentation des températures sous la barre des 2 °C par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle.

Les compagnies pétrolières et gazières européennes comme américaines reconnaissent publiquement que le changement climatique est une menace et qu'elles ont un rôle à jouer dans une transition énergétique dont l'ampleur devrait être comparable à celle de la révolution industrielle. En revanche, le tempo qu'elles ont choisi pour transformer leurs opérations ne pourrait être plus différent. *"Malgré la hausse des émissions et la pression de l'opinion en faveur de la lutte contre les changements climatiques, les grandes compagnies pétrolières américaines tablent sur un avenir à long terme pour le gaz et le pétrole, alors que leurs concurrentes européennes misent sur un avenir électrique"*, résume David Goldwyn, qui fut le coordinateur pour les affaires énergétiques internationales au département d'État pendant le mandat de Barack Obama.

Pour les écologistes et même pour quelques investisseurs de Wall Street, les géants américains font de toute évidence un mauvais choix. En août, Storebrand Asset Management, première société de gestion d'actifs de Norvège, s'est désengagée d'ExxonMobil et de Chevron. Et Larry Fink, le patron de BlackRock, numéro un mondial de la gestion d'actifs, a qualifié le changement climatique de *"facteur déterminant pour les perspectives de rentabilité à long terme des entreprises"*.

Chevron s'intéresse aux réacteurs modulaires à fusion nucléaire.

Figure de proue. De leur côté, les patrons des compagnies européennes ont déclaré que l'ère des combustibles fossiles touchait à sa fin et qu'ils prévoyaient de laisser une bonne partie des réserves dans le sol, pour toujours. Ils font également valoir la nécessité de protéger leurs actionnaires en se préparant à un durcissement des politiques environnementales.

BP est la figure de proue de cette conversion au pas de charge. La compagnie britannique a annoncé qu'elle allait multiplier par dix ses investissements dans les activités à faibles émissions dans les dix années à venir, à raison de 4,2 milliards d'euros par an, tout en réduisant de 40 % sa production de gaz et de pétrole. L'anglo-néerlandais Royal Dutch Shell, l'italien Eni, le français Total, l'espagnol Repsol et le norvégien Equinor se sont fixé des objectifs du même ordre. Plusieurs d'entre eux ont rogné sur les dividendes pour investir dans les nouvelles énergies.

BP s'était déjà essayé à la transition à la fin des années 1990 et au début des années 2000 sous la direction du PDG d'alors, John Browne [il a démissionné en 2007], mais les résultats financiers du secteur des renouvelables étaient décevants et la compagnie avait fini par abandonner son slogan "Beyond Petroleum" ["Au-delà du pétrole"]. Aujourd'hui, c'est différent, estime l'ancien patron. D'après lui, l'accord de Paris a marqué un tournant, le modèle économique des énergies renouvelables s'est amélioré et les investisseurs font monter la pression. En septembre, BP et Equinor ont annoncé un partenariat afin d'implanter et d'exploiter des parcs éoliens le long des côtes de New York et du Massachusetts.

Du point de vue des patrons des compagnies américaines, passer à l'énergie renouvelable serait une folie. C'est un secteur peu rentable qui, disent-ils, doit être réservé aux compagnies publiques et aux fournisseurs d'énergies alternatives. Selon eux, les prix du gaz et du pétrole vont forcément se redresser à mesure que la pandémie de Covid-19 faiblira.

Pour l'heure, ils s'en tiennent à ce qu'ils connaissent le mieux, le forage de schiste dans le Bassin permien au Texas et au Nouveau-Mexique, l'extraction offshore en eaux profondes et la commercialisation de gaz naturel. Chevron est même en train de racheter une société de moindre envergure, Noble Energy, pour augmenter ses réserves.

"Notre stratégie, ce n'est pas de suivre les Européens, confirme Daniel Droog, vice-président chargé de la transition énergétique au sein de Chevron. *Notre stratégie, c'est de décarboner nos actifs de la manière la plus rentable possible, tout en intégrant régulièrement des nouvelles technologies et des nouvelles formes d'énergie. Mais on ne va pas demander à nos investisseurs de sacrifier leurs gains ou de signer pour trente ans d'incertitudes sur leurs dividendes."*

Exxon planche sur des agrocarburants à base d'algues pour les poids lourds et les avions.

Le groupe assure qu'il fait de plus en plus souvent appel aux énergies renouvelables pour ses propres besoins opérationnels. Il ajoute qu'il est en train de réduire ses émissions de méthane, un puissant gaz à effet de serre, et qu'il a consacré plus de 1,1 milliard de dollars [930 millions d'euros] à divers projets visant à capter et à stocker le dioxyde de carbone pour éviter qu'il ne soit relâché dans l'atmosphère.

Sa branche de capital-risque, Chevron Technology Ventures, investit dans des start-up comme Zap Energy, qui conçoit des réacteurs modulaires à fusion nucléaire qui n'émettent pas de gaz à effet de serre et limitent les déchets radioactifs. Ou comme Carbon Engineering, qui capte le CO_2 de l'atmosphère pour le transformer en carburant. Chevron Technology Ventures gère deux fonds dotés, au total, de 200 millions de dollars [170 millions d'euros], soit 1 % environ des dépenses en capital consacrées par le groupe à l'exploration l'année dernière. Un fonds distinct → 50

Courrier international









Analyser les points de vue de l'étranger sur la France



Comprendre l'actualité du monde

Interpréter les différents éclairages sur l'histoire




Apprendre en puisant dans les meilleures sources d'information

Débattre des grandes questions qui agitent le monde

9,90€ PAR MOIS au lieu de ~~18,23~~ €*

VOTRE ABONNEMENT COMPREND :

1 an (52 numéros)



+



l'accès au **site Internet** et au **Réveil Courrier** *sur tous vos supports numériques.*

+




EN CADEAU

6 hors-séries de *Courrier international* *si j'opte pour le prélèvement.*

Valeur 51 €*

Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

☐ **Oui, je profite de cette *Offre liberté*** pour **9,90 €** par mois au lieu de ~~18,23~~ €*
et je recevrai ***en cadeau*** les **6 hors-séries** de *Courrier international* au fur et à mesure de leur parution.
Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

Réduction de plus de 45%**

☐ **Je préfère régler en une fois 119 €** au lieu de ~~218,80~~ €*
par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/auto2
ou téléphonez au 03.21.13.04.31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

RCO20BA1565

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM .... PRÉNOM ....

ADRESSE ....

CODE POSTAL └┴┴┴┴┘ VILLE ....

*Prix de vente au numéro. Offre valable jusqu'au 31/12/2020 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Etranger nous consulter. Nos Conditions Générales de Vente sont disponibles sur notre site Internet : boutique.courrierinternational.com/cgv-co
En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et de la gestion des réclamations et, en fonction de vos choix, d'actions marketing sur ses produits et services et/ou ceux de ses partenaires. Conformément à la loi "informatique et libertés" du 06/01/1978 modifiée et au RGPD du 27 avril 2016, vous bénéficiez d'un droit d'accès, de modification, de portabilité, de suppression et d'opposition au traitement de vos données, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67/69 avenue Pierre Mendès France – 75013 paris. Pour toute réclamation, www.cnil.fr .

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : ....

Prénom : ....

Adresse : ....

Code postal : └┴┴┴┴┘ Ville : ....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

└┴┴┴┘ └┴┴┴┘ └┴┴┴┘ └┴┴┴┘ └┴┴┴┘ └┴┴┴┘ └┴┴┘
IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire

└┴┴┴┴┴┴┴┴┴┘
BIC – Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à : ....

Le : ....

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international – ICS : FR11ZZZ396542
67, avenue Pierre-Mendès-France – 75013 Paris

** Par rapport au prix de vente au numéro.

RCS Paris 344 761 861 000 71



48 ← de 100 millions de dollars participe au financement d'un consortium d'investissement de 1 milliard de dollars [l'Oil and Gas Climate Initiative] dont l'objectif est de réduire les émissions dans les secteurs pétrolier et gazier.

"Ce qu'il nous faut, c'est une percée technologique, et mon job, c'est d'aller la trouver", résume Barbara Burger, la présidente de Chevron Technology Ventures, qui emploie 60 des 44 000 salariés de Chevron. *"La transition va être progressive et évolutive, elle va s'étaler sur des décennies."*

Exxon, qui se tient lui aussi largement à l'écart des énergies renouvelables, a investi dans un tiers environ des capacités mondiales (assez limitées) de séquestration du CO_2, une technique si énergivore et si coûteuse que peu d'entreprises sont disposées à soutenir des projets de grande envergure. Le groupe investit près de 1 milliard de dollars par an dans la recherche et développement, essentiellement dans la mise au point de nouvelles technologies et dans des procédés plus efficaces permettant de réduire les émissions.

Le législateur américain n'incite pas les entreprises à rompre avec le modèle existant.

Un de ces projets consiste à utiliser le dioxyde de carbone émis par des activités industrielles pour alimenter une pile à combustible. Une manière de réduire les émissions tout en augmentant la production d'énergie.

Avec la participation de l'université de Californie à Berkeley et du laboratoire national Lawrence Berkeley, Exxon vient par ailleurs d'annoncer une *"grande avancée"* dans la mise au point de matériaux permettant de capter le CO_2 de centrales au gaz avec moins de chauffage et de refroidissement qu'avec les méthodes existantes.

Le groupe planche également sur des agrocarburants à base d'algues pour les poids lourds et les avions. Les végétaux absorbent en outre le CO_2 par photosynthèse, un mécanisme que les chercheurs tentent d'accélérer tout en produisant davantage d'huile d'algues. *"La première étape, c'est la recherche scientifique, et il est impossible de fixer une date butoir pour une découverte"*, commente Vijay Swarup, vice-président en charge de la recherche et développement d'Exxon.

Les recherches sur la fusion, les algues et le captage du CO_2 ont commencé voilà plusieurs dizaines d'années déjà, et nombre de climatologues craignent que l'exploitation commerciale de ces technologies ne prenne quelques décennies supplémentaires. *"Les compagnies pétrolières ne feront rien qui soit susceptible de les mettre sur la paille"*, commente David Keith, professeur de physique appliquée à Harvard et fondateur de la société Carbon Engineering.

Conversion. Certains analystes estiment néanmoins que ces entreprises ont raison de ne pas précipiter leur conversion, car le législateur américain ne les incite tout simplement pas suffisamment à rompre avec le modèle existant. *"Si c'est vraiment la fin du gaz et du pétrole, quelqu'un a oublié d'en informer le consommateur"*, ironise Raoul LeBlanc, vice-président d'IHS Markit, un cabinet d'études et de conseil. Même si les ventes de véhicules électriques augmentent, explique-t-il, il faudra des décennies pour remplacer le bon milliard de voitures à moteur thermique en circulation aujourd'hui.

Il faudra sans doute à peu près autant de temps, sinon plus, pour remplacer les vastes flottes de poids lourds, d'avions et de bateaux tributaires des énergies fossiles. Et la demande de pétrole devrait être suffisamment forte dans les trente ou quarante années à venir pour qu'Exxon et Chevron gagnent de l'argent en exploitant leurs réserves, estime Dieter Helm, économiste à l'université d'Oxford et auteur en 2017 de *Burn Out. The Endgame for Fossil Fuels* ["À sec, fin de partie pour les combustibles fossiles", non traduit en français].

Il estime cependant que le progrès technologique rendra toutes ces compagnies pétrolières obsolètes d'ici quelques décennies, dans une économie mondiale qui sera dominée par l'électricité, le stockage sur batterie, l'impression 3D et la robotique, entre autres. *"Ces compagnies finiront par mourir."*

Clifford Krauss

Publié le 22 septembre



↙ *Dessin de* **Kazanevsky,** *Ukraine.*

Un frigo solaire pour l'Afrique hors réseau

La société Youmma propose, en location-vente, un réfrigérateur pour ceux qui n'ont pas accès au réseau électrique. Les paiements se font par smartphone.

—CNN *Atlanta*

Sous le soleil cuisant de l'Afrique subsaharienne, il est quasiment impossible de conserver des produits frais sans réfrigération. Reste à savoir comment faire tourner des réfrigérateurs dans une région où près de 600 millions de personnes vivent coupées du réseau électrique.

C'est là que Youmma entre en scène. Cette société brésilienne a mis au point un frigo solaire assorti d'un système de prépaiement qui séduit beaucoup les petites entreprises. Un réfrigérateur permet en effet de réduire le gaspillage alimentaire, de stocker des médicaments dans de bonnes conditions et, pour les magasins, de conserver les produits frais plus longtemps, explique Andre Morriesen, responsable de la recherche et développement chez Nidec Global Appliance, la société mère de Youmma. Sur les quelque 2 000 frigos écoulés depuis le lancement de Youmma en 2019, environ 80 % l'ont été à des petites entreprises, précise-t-il.

Le système de réfrigération de ce petit frigo de 100 litres a été conçu pour un usage hors réseau. Il consomme seulement un quart de l'électricité d'un frigo ordinaire, selon Nidec, ce qui veut dire qu'il peut être alimenté par un petit panneau solaire raccordé à une petite batterie, réduisant ainsi les coûts. La batterie permet à la machine de tourner un jour et demi sans soleil.

Les clients [africains] paient chaque jour par téléphone à M-Kopa, fournisseur d'énergie solaire kényan [qui propose des services et des produits en prépaiement sur smartphone]. Les nouveaux clients versent un acompte de 100 dollars [85 euros]. Le forfait quotidien, qui varie de 1 dollar à 1,50 dollar [85 centimes à 1,20 euro], comprend également un système d'éclairage solaire et couvre l'installation d'un panneau photovoltaïque sur le toit. Si l'utilisateur ne paie pas, le frigo cesse de fonctionner.

Une fois payés – au bout d'environ deux ans –, le frigo solaire et son installation appartiennent définitivement au client. L'ensemble coûte plus cher qu'un frigo ordinaire, reconnaît M-Kopa, mais le système d'éclairage et l'accès permanent à de l'électricité gratuite hors réseau sont en plus.

La batterie permet au réfrigérateur de fonctionner un jour et demi sans soleil.

Le système de prépaiement *"est pratique pour les familles [rurales] ou pour les entreprises qui ont des flux de trésorerie en dents de scie, celles par exemple dont les revenus sont tributaires des récoltes"*, explique Teresa Le, une spécialiste du changement climatique et de l'énergie au Programme des Nations unies pour le développement. Même couplé à des systèmes de micropaiement comme celui de M-Kopa, le frigo solaire n'en reste pas moins onéreux pour l'homme de la rue, ce qui explique qu'il séduise surtout les petites entreprises, poursuit-elle.

Chambres froides. Dans le village de Kithungo, dans l'est du Kenya, Kioko Mwange tient une petite boutique. Depuis qu'il a adopté le frigo Youmma, ses ventes ont augmenté, ce qui lui permet de compenser le loyer journalier. *"Ça me permet de garder le lait jusqu'à dix jours"*, se félicite-t-il. *J'ai constaté une augmentation de la fréquentation, et, maintenant, les gens ont confiance dans la qualité du lait que je leur vends."*

Même s'il existe d'autres solutions de réfrigération solaire plus abordables en Afrique subsaharienne, il s'agit souvent de grandes chambres froides partagées – comme ColdHubs au Nigeria ou Solar Freeze au Kenya – qui sont surtout utilisées pour stocker des produits après la récolte ou sur les marchés.

Le marché du frigo solaire est appelé à se développer avec l'amélioration du réseau de distribution et grâce au prépaiement, selon Teresa Le.

Ce frigo peut *"changer la vie"* des familles rurales et *"libérer les femmes"*, qui font souvent plusieurs heures de marche tous les jours pour se rendre au marché, dit Andre Morriesen, de Youmma. Grâce au frigo, elles peuvent acheter les produits en grande quantité et économiser ainsi du temps et de l'argent, poursuit-il.

Youmma commercialise pour l'instant ses frigos en Ouganda et au Kenya et cherche à développer ses activités au Nigeria, en Tanzanie, en Zambie, en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

—Nell Lewis

Publié le 16 octobre



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

La partie continue

Alors que la nouvelle génération de consoles sort mi-novembre, retour sur celles qui ont marqué le monde du jeu vidéo.

La longueur de la barre représente la durée de commercialisation, de la première version à l'arrêt de la production.
La hauteur de la barre illustre le nombre d'unités vendues (estimation, en millions)

Atari · Nintendo · Sega · Sony · Microsoft

1980 · 85 · 90 · 95 · 2000 · 05 · 10 · 15 · 2020

Atari 2600 — 30 millions d'unités vendues
Nintendo Entertainment System (NES)/Famicom — 62
Master System/Mark III
Genesis/Mega Drive
Game Boy/Game Boy Color — 119
Game Gear
Super NES/Super Famicom
Saturn
PlayStation — 103
N64
PlayStation 2 — 155
GameCube
Game Boy Advance
Xbox
DS/DS Lite/DSi — 154
PlayStation Portable
Xbox 360 — 85
PlayStation 3 — 93
Wii — 102
3DS
Wii U
PS Vita
Xbox One
PlayStation 4
Switch

L'**Atari 2600** a popularisé les cartouches de jeux et a connu un succès incroyable grâce à sa version sur console des Space Invaders. Ce modèle a été fabriqué jusqu'au début de 1992.

Commercialisée en 1989, la **Game Boy** a vite surpassé ses concurrentes – Sega Game Gear et Atari Lynx – en nombre de ventes, ce qui l'a rendue incontournable dans les années 1990.

La **Dreamcast** était la première console avec un modem intégré permettant de jouer en ligne, mais les ventes n'ont pas été au rendez-vous et Sega s'est retiré du marché en 2001.

Grâce à des jeux tels que Super Mario Bros et La Légende de Zelda, la **NES** est devenue l'une des meilleures ventes de la période et a relancé le secteur après la crise de 1983.

La PlayStation de Sony fonctionnait avec des CD-ROM et non des cartouches. La PlayStation 2 (PS2), sortie en 2000, est devenue la console la plus vendue et sa production n'a cessé qu'en 2013.

La **Nintendo DS** à deux écrans est la console portable la plus vendue et la deuxième console de jeux la plus vendue après la PS2.

Pour plaire au plus grand nombre, la Wii a été lancée en concurrence de la PS3 et la Xbox 360. Sa télécommande détecte les mouvements en trois dimensions.

Nouveautés de novembre 2020

Xbox Series X/Series S

Ce modèle prend la suite de la Xbox One et existe en deux versions afin de s'adapter aux marchés locaux. La Series X sera compatible avec la très haute résolution 8K.

PlayStation 5

La petite dernière de Sony aura un disque SSD permettant un chargement 100 fois plus rapide que la PS4.

Infographie : Chris Campbell, Patrick Mathurin, Ian Bott - Sources : Mirabaud, Museum of Obsolete Media, entreprises, FT research



FINANCIAL TIMES. Ce journal britannique est le quotidien économique de référence en Europe. Issue de son édition du 25 septembre, cette infographie accompagnait un article sur la menace que fait peser le jeu en ligne sur l'industrie des consoles. Elle revient sur quatre décennies d'équipements qui ont marqué des générations et façonné l'univers du jeu vidéo. Et dans un monde où l'on est passé de 200 millions de joueurs il y a quinze ans à 2,7 milliards aujourd'hui, les consoles n'ont pas dit leur dernier mot.

360



MAGAZINE
Comme un surfeur en Afrique • Sport 56
Vous pouvez l'appeler Baby • Design............. 58

Graffeur à La Havane, envers et contre tout

Sur les murs de la capitale cubaine, Yulier dénonce la faim, la peur et le désespoir qui sont le lot de ses concitoyens. Désormais dans le collimateur du pouvoir, il a dû réinventer sa pratique pour ne pas céder devant la censure.
—Gatopardo [extraits] Mexico

Depuis son lit, Yulier ouvre les yeux sur le plafond de sa chambre avec la sensation qu'un pivert est en train de lui becqueter le crâne. La veille, il a bu quelques bières de trop en compagnie d'un ami canadien. Lorsqu'il parvient enfin à se lever, il ne se sent pas la force de cuisiner malgré son ventre qui crie famine. Il se dirige vers la salle de bains, se lave et se change. Puis il sort retrouver son ami pour graffer. Nous sommes en août 2017 à La Havane, et il est environ 8 heures du matin.

Les deux compères s'introduisent dans un immeuble qui, après des années de déliquescence, s'est finalement écroulé quelques jours plus tôt. L'endroit idéal pour des graffitis. Mais à peine ont-ils eu le temps de tracer les premiers traits qu'ils entendent derrière eux un violent crissement de pneus. Ils se retournent pour faire face à une voiture de police. Tandis que les deux agents approchent, un habitant du quartier sort de chez lui et s'exclame : *"Déjà qu'on vit au milieu des débris, si on doit en plus se coltiner les tags de ces cassos !"*

PORTRAIT

Quelques secondes plus tard, une autre voiture arrive sur les lieux. Des visages curieux apparaissent aux portes et fenêtres environnantes pour observer la scène. Yulier est arrêté et conduit au commissariat à l'angle des rues Zanja et Dragones [dans le centre-ville de La Havane] pour avoir supposément enfreint les articles 243 et 339 du Code pénal cubain, qui définissent comme délit *"le fait de détruire, détériorer ou rendre inutilisable un bien du patrimoine national, local ou étranger"*. La sanction peut se traduire selon les cas par une amende ou de trois mois à cinq ans d'emprisonnement. Le graffeur canadien est relâché.

C'est la première fois que Yulier se retrouve dans une cellule collective de garde à vue, où sont entassés dans 10 m² 50 prévenus, assis par terre où sur des bancs de béton intégrés aux murs. Une seule petite fenêtre sert d'arrivée d'air. Il règne dans ce lieu une odeur de sueur qui s'apparente à celle de la décomposition. Tous sont collés les uns contre les autres dans la chaleur étouffante de l'été caribéen, soit environ 36 degrés. Il y fait trop sombre pour distinguer des visages.

"Qui sait combien de temps ont passé ici ceux qui dorment, et pourquoi", se demande Yulier, loin de se douter qu'il va rester là les prochaines quarante-huit heures. Il s'assied près d'un jeune homme arrêté pour refus d'obtempérer après qu'il a escaladé les récifs du Malecón, la jetée de La Havane, pour un rituel de *santería* [un culte afro-cubain]. Près de lui se trouve également un homme plus âgé, surpris avec une caisse de bouteilles d'huile d'olive et accusé de vente illicite. Bientôt, le regard de Yulier trouve l'origine de la puanteur qui envahit la cellule. Il s'agit des toilettes, dépourvues de porte : il n'y a qu'une seule cuvette pour tous les détenus et elle déborde d'excréments et d'urine.

Yulier est transféré le lendemain matin en détention provisoire. Il se rend alors compte que son cas est plus grave qu'il ne le croyait. Sa nouvelle cellule accueille trois autres détenus : le premier a été surpris en train de vendre des stupéfiants, le deuxième est proxénète, et le troisième a poignardé plusieurs fois sa victime au cours d'une dispute. Le gardien scrute Yulier et lui demande : *"Qu'est-ce que tu as fait pour te retrouver ici ?" "Des graffitis"*, répond-il. *"Ça devait être politique, alors. Tu sais bien qu'à Cuba il n'y a pas de liberté"*, réplique le gardien, qui a l'air d'être un type gentil.

Yulier Rodríguez Pérez, 30 ans, est né à Florida, dans la province de Camagüey [dans la partie centrale de l'île], mais ses parents déménagent à La Havane alors qu'il a 13 ans. Ils s'installent dans un logement précédemment occupé par un jeune homme et sa mère ; celui-ci, chanteur lyrique, faisait partie de l'ensemble de musique ancienne Ars Longa. Après une tournée

PHOTOS DE YULIER







GATOPARDO
Mexico, Mexique
Mensuel, 60 000 ex.
gatopardo.com
Fondé en 2000, "Guépard" est diffusé dans toute l'Amérique latine. Spécialisé dans la publication de reportages et de chroniques au long cours, le mensuel qui *"aime raconter des histoires"* a reçu de nombreux prix.



← La dernière série réalisée par Yulier (photo du milieu) s'intitule Regalos ("cadeaux"). Il peint des graffs sur des pierres qu'il disperse ensuite dans les rues de La Havane (en haut et en bas).



en Espagne, il a décidé d'y rester et d'y faire venir sa mère, libérant le logement pour la famille de Yulier [à Cuba, venant de la province, on n'a le droit d'habiter à La Havane que si l'on y compte des liens familiaux, ou alors avec l'accord d'un propriétaire].

Adolescent, Yulier souhaite entrer aux Beaux-Arts de San Alejandro, une école dont l'examen d'entrée se compose de plusieurs épreuves techniques. Pour s'y préparer, il fait ses premières armes dans une école d'art du quartier du Vedado [à La Havane]. Il échoue à trois reprises à l'examen de San Alejandro, mais les connaissances qu'il a engrangées se révéleront déterminantes pour l'éminent artiste qu'il est devenu. Et cette déception ne lui fait pas baisser les bras. Il n'a qu'un objectif en tête : peindre. Personne ne pourra l'en empêcher. *"Le talent naît d'une obsession pour la création. Tous les enfants dessinent, mais seuls quelques-uns continuent à développer leur capacité à construire des réalités. Et c'est ce que j'ai fait toute ma vie. Je n'ai jamais cru à autre chose."*

Son échec à intégrer les Beaux-Arts le ramène à Camagüey, où il s'inscrit dans une formation pour enseignants en art. Il ne tiendra que trois mois, fuyant, pour ainsi dire, ce lieu qui le fait penser à une caserne. On y réveille les étudiants à cinq heures du matin pour des exercices physiques obligatoires. Les cours d'histoire de l'art ont lieu de 9 à 11 heures, mais la plupart

des étudiants n'arrivent pas à se concentrer par manque de sommeil. Les professeurs de dessin, de peinture et des autres matières qui intéressent véritablement Yulier sont absents plus d'une fois sur deux. Pour couronner le tout, les étudiants ne sont autorisés à rentrer chez eux que tous les onze jours.

Une fois sorti de cette école, Yulier se voit contraint de choisir une autre voie. Sa mère lui conseille de suivre des études de comptabilité et de finance, et il accepte. Cela dit, il ne se présente qu'aux cours du matin, car il s'échappe l'après-midi pour peindre sur de vieilles chemises et des draps miteux en guise de toile. Il décide de passer sa deuxième année d'études à La Havane, et retourne donc à la capitale. Il entre dans une école où, là encore, il se sent comme un étranger. On ne lui adresse presque jamais la parole, sauf pour le traiter de *"zonard"* ou de *"barjo"*. Marginalisé, il finit par abandonner les études une bonne fois pour toutes.

Un jour, alors qu'il se promène dans le quartier historique de La Havane, il tombe sur l'association José Martí, qui permet à des artistes autodidactes d'exposer leurs œuvres et d'échanger sur leur art. Il prend l'habitude de s'asseoir à une certaine distance pour observer les œuvres et écouter les artistes, presque toujours éméchés. Le responsable de l'association finit par l'inviter à s'approcher et le surnomme "Johnny Misterio". Peu après, âgé de 16 ans, Yulier vend sa première toile pour 15 dollars.

"La légitimité de l'art traditionnel n'est pas celle de l'art urbain, estime le graffeur. *L'art urbain tire sa légitimité des passants, des habitants qui s'y reconnaissent, et même des autorités, car pour un artiste la persécution est aussi une forme de légitimation. Dans l'art traditionnel, la légitimité n'est même pas liée à la qualité de l'œuvre, mais au marché. La société mondiale est contrôlée, et qui domine l'information domine le pouvoir. Mais le graffiti existe au-delà de toute autorité et peut grandement informer les populations. Quand on possède ce pouvoir d'informer, on attire l'attention du public et on devient une référence pour lui, on devient son porte-parole. On est à même de l'éclairer et de toucher les esprits. Aujourd'hui, l'art urbain touche plus que l'art contemporain, par exemple. Je crois que l'art urbain est en train de redéfinir l'essence de l'art, de l'être humain, alors que l'art contemporain s'est beaucoup éloigné de tout cela."*

En 2014, un graffeur français tombe par hasard sur le siège de l'association José Martí et exprime son admiration pour le travail de tous ces peintres autodidactes à l'œuvre dans la galerie-atelier. Il fait la connaissance de Yulier et lui propose d'aller graffer en ville. C'est une première pour le jeune peintre. Cette nuit-là, ils se dirigent vers Guanabo, une plage à l'est de La Havane. Ils emportent des lampes torches et des sacs à dos remplis de pots de peinture et de pinceaux. On dirait alors deux agents du Swat [les forces d'élite de la police américaine, l'équivalent de notre GIGN]. Ils s'arrêtent devant une ancienne boîte de



↗ **Avant que le gouvernement ne s'en prenne à lui, Yulier avait peint plus de 200 oeuvres aux quatre coins de la capitale cubaine.**



↗ **Le graff *Ciudad Corona* ("Ville Corona"), réalisé durant le confinement dans un quartier excentré de La Havane.**



→ **Un autre exemple du projet *Regalos*, qui raconte le dur quotidien des Cubains.**

nuit de trois étages. C'est là que Yulier pose son premier graffiti. Le dessin reste modeste, car en fin de compte les deux artistes passent le reste de la soirée à boire, abandonnant leurs intentions initiales. Mais l'expérience laisse une forte impression à Yulier, qui ne pourra plus jamais ignorer la pulsion du graffiti en lui.

En s'intéressant à cette forme d'art, il rencontre l'artiste Five Stars, qui l'initie à cette culture et lui apprend à sortir à visage découvert pour graffer les murs de l'espace public. *"La plupart des gens pensent que faire du graffiti revient à peindre dans la rue, mais c'est bien plus que ça. C'est toute une culture"*, explique Yulier.

En 2014, le régime cubain ignore encore l'existence de ce nouveau mouvement artistique, occupé qu'il est à la restauration de ses liens diplomatiques avec les États-Unis [sous le mandat de Barack Obama]. Ainsi, quand les policiers voient des jeunes peindre l'espace urbain, ce geste leur semble innocent, noble. L'île, et en particulier La Havane, devient un paradis pour les graffeurs. Beaucoup de ses quartiers vétustes jouissent alors d'une nouvelle jeunesse grâce à ces murs couverts d'images et de couleurs chatoyantes. Yulier réalise plus de 200 graffitis dans la capitale.

"Sur le plan conceptuel, je m'inspire surtout de Banksy. J'ai essayé d'intégrer à la composition de certaines de mes œuvres des éléments baroques ou de la Renaissance par le biais de couleurs, tout en les reliant à l'expressionnisme et à l'art moderne. Guayasamín [un peintre équatorien mort en 1999] *est aussi une référence importante pour moi par sa capacité à représenter la douleur. C'est un maître de la douleur. Je me reconnais beaucoup dans son travail et c'est un aspect de la réalité que je veux moi aussi montrer. À Cuba, on essaie beaucoup de nous convaincre que la politique n'a pas grand-chose à voir avec la vie quotidienne, qu'il faut laisser la politique aux politiciens. Mais vie quotidienne et politique vont main dans la main, et c'est quelque chose que Banksy a très bien saisi."*

La signature de Yulier gagne en visibilité à partir de 2016. Plusieurs médias indépendants et agences étrangères présentes sur l'île commencent à parler de l'importance de son œuvre au sein d'une génération de graffeurs qui réinterprètent les slogans et les images de la révolution imprimés depuis des années sur les murs de Cuba. Mais bientôt Yulier est victime de ce qui arrive à ceux qui osent exprimer leur désaccord avec la doctrine du régime ou raconter ce qui arrive tous les jours dans le pays : les services de renseignement font de lui leur ennemi.

Un après-midi, il reçoit à son atelier une citation à comparaître pour un interrogatoire, sans la moindre justification légale. La police l'accuse d'être un opposant engagé par les agences fédérales américaines pour troubler l'ordre public. On le menace d'emprisonnement s'il persiste à réaliser des graffitis. C'est le début d'une interminable persécution visant à lui faire baisser le pinceau et à débarrasser la ville de ses œuvres contestataires. Les autorités vont jusqu'à faire pression sur l'association José Martí pour qu'elle l'expulse de ses rangs. Celle-ci cède, enterrant dix années de collaboration avec Yulier. *"Mes amis ont arrêté de m'appeler"*, raconte-t-il.

Un an plus tard, il loue un logement dans la vieille Havane pour pouvoir continuer à travailler. Mais, là encore, il est contraint d'abandonner l'endroit, sa propriétaire ayant été informée par les services de renseignement qu'elle ne pouvait pas héberger un contre-révolutionnaire. Cette persécution constante, couplée à l'impossibilité de pratiquer son art, plonge Yulier dans une longue période de désespoir et d'impuissance. Un jour, la police se présente chez lui : *"On t'emmène."* Il refuse. L'agent, offensé par un tel manque de respect, le fait donc sortir de force. Dans la voiture de patrouille, l'un des agents qui suivait les ordres sans en connaître la raison demande à Yulier : *"C'est toi, le jeune qui fait des graffitis ? Pourquoi on te traite comme ça ?"*

Plusieurs semaines après cet événement traumatique, on l'arrête pour avoir tenté de peindre sur les décombres d'un immeuble au croisement des rues San Lázaro et Escobar [non loin du Malecón]. Au bout de quarante-huit heures d'emprisonnement, on l'oblige à signer un accord en échange de sa remise en liberté sans poursuites ni amende. Yulier accepte l'offre, qui implique d'effacer chacun de ses 200 graffitis à La Havane en une semaine et de ne plus jamais en réaliser un seul dans l'espace public. Une semaine plus tard, ses graffitis sont restés intacts. L'artiste n'a aucune intention de se plier au marché qu'il a accepté. *"Un marché n'a pas valeur de loi"*, se défend-il. Cela dit, s'il y a bien un engagement qu'il ne peut se permettre de ne pas respecter, c'est celui d'abandonner le graffiti. Si on l'y prenait, ce serait l'occasion parfaite pour appliquer les articles 243 et 339 du Code pénal et le mettre en prison.

C'est donc pour échapper à la censure du régime que naît le projet Regalos ["Cadeaux"]. Quelques années auparavant, Yulier a exposé dans une galerie de la Villa panamericana de Lima, au Pérou, des pierres de décombres peintes par sa main. Elles étaient trop grandes pour qu'il les emporte avec lui à la fin de l'exposition. Il en a donc fait cadeau à la communauté en les plaçant dans un parc. *"Je souhaitais proposer un autre moyen de résister,* explique-t-il. *Conceptuellement parlant, l'œuvre tire sa force du fait qu'elle provient de ruines. La Havane est une ville délabrée, et je mets en scène ce délabrement. Légalement, personne ne peut m'arrêter pour avoir peint des pierres. Une fois qu'on s'est libéré mentalement, on commence à voir des choses qui, avant, nous étaient invisibles. Quand on est artiste dans ce pays, il y a une frontière politique à laquelle on n'est pas censé toucher. Mais si on la détruit, on se rend compte à quel point elle influence la société."*

"Avec Regalos, poursuit-il, *je peux continuer mon art depuis chez moi. Je récupère des pierres de décombres, je les peins, et je les place dans la rue. Comme elles n'ont pas la même visibilité que des graffitis, il faut les expliquer, les mettre en contexte. Ce sont des objets éphémères, que n'importe qui peut ramener chez soi, alors ils doivent être accompagnés d'une documentation. Regalos, c'est les photos de ces œuvres et leur documentation. Je filme aussi des vidéos que je mets en ligne sur ma chaîne. C'est une nouvelle chaîne, puisque la précédente a été piratée il y a des années par les services de renseignement pour effacer toutes mes œuvres."*

"Je suis né à l'intérieur de Cuba dans une famille pauvre. Lorsque, enfant, j'ai déménagé à La Havane, je me suis retrouvé dans le quartier de Colón, l'un des plus pauvres du pays. De toute ma vie, je n'ai vu que la pauvreté, la décadence, la souffrance, l'oppression et la misère. Tout artiste de rue développe un certain sens des responsabilités, et j'ai décidé que mon art devrait participer à la dénonciation de ces conditions de vie. Je ne suis pas d'accord avec la citation d'Ernesto Guevara ["le Che"] *:* 'Les gens doivent travailler plus et critiquer moins.' *Au contraire, la critique est un outil constructif qui permet d'éveiller les consciences : c'est là qu'entre en jeu l'artiste, qui a pour responsabilité d'aider les autres grâce à ses œuvres. À Cuba, un artiste ne peut exprimer que la faim, la peur et le désespoir."*

Yulier dessine des âmes. Des êtres asexués aux grands yeux pleins de souffrance. Ses graffitis reflètent la réalité la plus dure de la vie des Cubains. Quand on tombe sur l'une de ses œuvres, on est stoppé net, instantanément happé par le tourbillon de sensations qu'elle provoque. C'est comme se regarder dans une flaque d'eau croupie, y jeter une pierre et attendre que le reflet de notre visage récupère sa forme initiale : on est inexorablement ramené aux heures les plus tristes de notre vie. Yulier explore la douleur cubaine, dépeint les maux qui accablent l'île, et les expose aux yeux de tous.

Il sait bien que le régime ne tolère pas son discours, que pointer du doigt le gouvernement revient à mener une carrière indépendante, isolée, sans le moindre soutien. Mais l'artiste affirme qu'autrement il devrait tempérer "[*ses*] *propos et* [*son*] *mode de vie"*.

L'une de ses dernières œuvres se nomme *Ciudad Corona* ("Ville Corona"). Au bout de plusieurs mois de confinement [lié à l'épidémie de Covid-19], Yulier décide de transformer toute l'énergie qu'il accumule en lui depuis le début de la pandémie. "Je perds la tête, il faut que je fasse quelque chose", se dit-il. En pleine canicule, il s'introduit dans un terrain vague ensoleillé du quartier [excentré] de Luyano et entreprend de graffer quelques-uns de ses murs décrépits. "Ciudad Corona, *c'est la mort, la frustration, l'enfermement, la pauvreté et la famine, même s'il faut dire que Cuba a toujours manqué de nourriture. C'est le gouvernement qui réprime de plus en plus sévèrement, simplement parce qu'il a une justification pour réprimer. C'est le régime qui emprisonne des innocents car ils sont sortis sans masque ou ont vendu quelques paquets de pâtes. J'ai extirpé de mon être toute cette frustration et je l'ai exposée sur les murs."*

Aujourd'hui, les graffeurs ont déserté les rues de Cuba. La plupart ont reçu de la part des autorités des menaces d'emprisonnement, voire de mort envers eux-mêmes ou leurs familles. Les murs de l'île, qui ont bénéficié, quelques années durant, de la fraîcheur des bombes aérosols et des couleurs des pochoirs grâce à une génération d'artistes dénonçant les réalités d'un pays en décadence, ne servent plus qu'à afficher les slogans révolutionnaires. Le régime a vu dans le graffiti un ennemi et a décidé de l'anéantir en même temps que tout ce qui fait trop de vagues.

—Abraham Jiménez Enoa

Publié le 28 août

L'auteur

ABRAHAM JIMÉNEZ ENOA

Ce journaliste indépendant vit à Cuba où il a d'abord fondé la revue en ligne *El Estornudo* ("L'Éternuement"), sous-titrée "Allergies chroniques". Allergique au discours officiel, le journaliste dépeint la réalité cubaine dans des récits sur la vie quotidienne, ordinaire ou misérable, joyeuse autant que difficile, de ses contemporains. Repéré par des médias étrangers, il est devenu chroniqueur pour *The Washington Post* et *Gatopardo*, une revue latino-américaine de journalisme narratif dont est extrait l'article que nous vous proposons ici. En 2020, il a été arrêté et interrogé par les autorités cubaines à plusieurs reprises.

sport.



Comme un surfeur en Afrique

On dit que les Polynésiens auraient inventé le surf, étonnant les premiers explorateurs européens au XVIIIe siècle. Et que des Américains auraient ensuite implanté ce sport en Afrique de l'Ouest. Mais rien de tout cela n'est vrai, soutient le professeur d'histoire américain Kevin Dawson.

—**Daily Maverick** *(extraits)*
Johannesburg

La culture du surf qui se développe actuellement le long des littoraux africains n'est pas une nouvelle tendance importée de l'étranger : c'est plutôt une renaissance et le reflet de traditions millénaires qui sont réinventées. Le surf a été décrit pour la première fois dans les années 1640, dans une région qui est aujourd'hui le Ghana, et cette activité est apparue à différents endroits des côtes africaines, du Sénégal à l'Angola. Sur des milliers de kilomètres, le littoral africain donne accès à des eaux chaudes où les vagues ne manquent pas, et les populations savaient constituer des équipages capables de glisser sur des rouleaux allant jusqu'à 3 mètres de hauteur.

Les Africains surfaient sur des planches en bois longues de 1 à 1,50 mètre en se mettant sur le ventre, assis, à genoux ou debout; ils avaient aussi de petits canoës à une place. Bruce Brown affirmait que son film *The Endless Summer* ["L'Été sans fin", un film initiatique sur le surf que l'Américain a sorti en 1966] avait fait découvrir le surf au Ghana, mais outre les plans sur [les surfeurs] Robert August et Mike Hynson, on y voit des jeunes Gas [un des peuples ghanéens] à Labadi, près d'Accra, surfer sur des planches traditionnelles que l'on trouve encore aujourd'hui sur certaines plages. Dans le film, les Gas savent tenir debout sur les longboards des Américains, ils ne découvrent pas le surf.

Les Africains utilisaient aussi des longboards d'environ 3,5 mètres et s'en servaient pour pagayer sur plusieurs kilomètres. L'anthropologue anglais Robert Rattray [1881-1938] est à l'origine de la meilleure description et des meilleures photographies de planches sur le lac Bosumtwi, au nord-ouest d'Accra, au Ghana. Selon les croyances des Ashantis [autre peuple vivant au Ghana], le "dieu lac anthropomorphe" appelé Twi interdisait la présence de pirogues. Pour se prémunir contre tout châtiment divin, les populations pêchaient donc sur des planches appelées *padua* ou *mpadua* (au pluriel).

↙ **Khadjou Sambe (à gauche) est la première surfeuse sénégalaise à être passée pro. Ici sur la plage de Ngor, à Dakar, en juillet 2020.**
Photo Zohra Bensemra/Reuters

Michael Hemmersam, aventurier et négociant allemand du XVIIe siècle, est à l'origine de la première description connue du surf, problématique car il présentait un sport qu'il n'avait jamais vu. Pensant observer des enfants qui apprenaient à nager – probablement des Fantis [peuple ghanéen traditionnellement spécialisé dans la pêche], dans la région de Cape Coast, à l'ouest d'Accra –, il a écrit que des parents *"attachaient leurs petits à des planches pour ensuite les jeter à l'eau"*. La plupart des Africains apprenaient à nager vers 16 mois et avec une méthode qui fonctionnait; la description faite aurait conduit à la noyade de nombreux enfants.

Les récits des siècles suivants ne laissent plus de place au doute. En 1834, [le Britannique] James Alexander a écrit pendant un séjour à Accra : *"De la plage, on voit des garçons nager dans l'océan en se mettant sur le ventre sur des planches légères. Ils attendent une vague, puis glissent dessus comme un nuage avance dans le ciel."* Il existe aussi des témoignages d'Africains faisant du bodysurf. En 1887, un voyageur anglais évoque un homme appelé Sua qui *"danse et évolue dans les rouleaux, comme s'il avait vécu depuis son enfance dans l'eau aussi bien que sur la terre ferme"*.

Coup de pagaie. Les pêcheurs surfaient souvent sur des planches [semblables à celles] de paddle faisant près de deux mètres et sur des pirogues. En 1861, [l'explorateur anglo-irlandais] Thomas Hutchinson a observé des pêcheurs batangas, dans le sud du Cameroun, évoluer sur des canoës ne faisant *"pas plus de 1,80 mètre de longueur, de 35 à 40 centimètres de largeur, et de 10 à 15 centimètres d'épaisseur"*, et pesant environ 7 kilos. *"Pendant mes quelques jours à Batanga, j'ai remarqué que la pêche laisse place à des courses sur les rouleaux qui se brisent sur le rivage. Quatre ou six personnes se dirigent avec détermination vers le large et évitent les rouleaux à mesure qu'ils se forment, et se positionnent au sommet de la vague avec l'agilité et la confiance des canards. En atteignant le rouleau le plus éloigné, ils inversent le sens des pirogues vers le rivage d'un seul coup de pagaie et glissent sur le sommet de la vague. Grâce à cette méthode curieuse, ils foncent vers le rivage, portés par l'eau impétueuse."*

Savoir surfer ouvrait des perspectives économiques, car les Africains ont ainsi acquis des connaissances cruciales sur les vagues, leur permettant de les traverser en pirogue et de faire le lien entre les villages côtiers et les pêcheries au large, ainsi qu'avec les voies de navigation longeant les côtes. Le littoral atlantique de l'Afrique compte peu de ports naturels et les rouleaux viennent se briser sur l'essentiel de ses rivages. Pour les populations, la seule façon d'accéder aux ressources maritimes était de mettre au point des pirogues capables de filer à travers les vagues.

Surfer était un savoir transmis d'une génération à l'autre, ce qui a conféré une portée sociale et culturelle aux principaux spots de surf, où la jeunesse apprenait à connaître intimement l'océan. Se laisser flotter, se positionner dans l'eau. Connaître la distance entre deux vagues, les caractéristiques des brisants et la formation de séries de vagues séparées par des intervalles de plusieurs minutes. Et surtout, surfer a appris à la jeunesse que, pour glisser sur une vague, il fallait évoluer à la même vitesse qu'elle, ce que les Occidentaux n'ont pas saisi avant la fin du XIXe siècle. Un Anglais qui observait les connaissances acquises par les surfeurs pendant leur enfance a noté qu'"*ils comptent les vagues et savent quand ils peuvent avancer sans danger ou quand il faut s'écarter*", et ils patientent souvent de manière à glisser sur la dernière et plus grande vague de la série.

> "Les garçons glissent sur les vagues comme un nuage avance dans le ciel."
> **James Alexander,** EXPLORATEUR, XIXe SIÈCLE

À une époque où les sources d'énergie étaient rares – les sociétés exploitaient l'énergie tirée du vent, des animaux et parfois des fleuves –, les Africains des côtes atlantiques se servaient des vagues pour propulser jusqu'au rivage des pirogues remplies de poissons ou de tonnes de marchandises. Les piroguiers ont maintenu à flot les économies coloniales, car ils transportaient quasiment toutes les marchandises exportées et importées d'Afrique entre les navires ancrés au large et le rivage, et ce, du XVe siècle aux années 1950, période à laquelle les ports modernes ont été construits.

Au XVe siècle, les piroguiers ont fait découvrir aux Européens les plaisirs de la glisse, car à l'époque rares étaient les Européens assez bons nageurs pour surfer. En 1853, Horatio Bridge a fourni une description grandiloquente du surf en pirogue à Cape Coast, au Ghana : *"L'arrivée se fait dans de grandes pirogues, qui transportent les passagers près des rochers en toute sécurité et sans finir trempés, bien que les vagues fassent parfois 15 mètres de hauteur. On tire une joie toute particulière en se sentant propulsé par une force irrésistible jusqu'au pic des gros rouleaux, pour ensuite être jeté dans leur creux, comme si on s'apprêtait à sonder le fond de l'océan."* Certains surfeurs attachaient une chaise à l'avant de leur pirogue, où les Blancs les plus intrépides pouvaient s'asseoir.

Les surfeurs savaient que les Européens avaient peur de se noyer et d'être dévorés par des requins. Ils en ont profité pour exagérer les craintes de passagers, comme l'a observé Paul Isert le 16 octobre 1783 à Fort Christiansborg, à Accra [ce botaniste prussien est venu en Afrique de l'Ouest dans le cadre du commerce d'esclaves, contre lequel il s'est ensuite élevé] : *"Les Européens ont en vain tenté d'affronter les brisants dans leurs petits bateaux pointus. Ils ont presque tous chaviré… Les Noirs se préparent maintenant à affronter les brisants. Le capitaine de la pirogue a prononcé une courte prière pour l'océan, après quoi il a dispersé quelques gouttes de brandy en offrande. Au même moment, il a plusieurs fois frappé de son poing les deux bords de la pirogue. Il nous a avertis, nous Européens, qu'il fallait bien s'accrocher. Toute cette mise en scène était empreinte d'une telle gravité que nous avons presque cru nous préparer à la mort. Nous étions d'autant plus inquiets qu'après avoir commencé la traversée des brisants, ils ont plusieurs fois dû reculer car ils ne s'étaient pas bien synchronisés avec les vagues. Et pourtant, en quelques minutes, nous étions arrivés sans encombre sur le sable."*

Comme les surfeurs doivent le comprendre, ces piroguiers gas ont prolongé l'agonie des Européens en faisant semblant de s'être mal synchronisés avec les vagues, car *"la coutume"* veut qu'à cette occasion *"chaque passager"* fasse *"un beau cadeau"* [du brandy, selon Isert] à ceux qui les emmènent à bon port.

Les pirogues étaient sacrées, sculptées avec des outils en fer, à partir d'arbres sacrés – les fromagers –, et l'océan a toujours été un lieu spirituel. Grands et majestueux, les fromagers reliaient les cieux à la terre, et certaines sociétés pensaient que les âmes des enfants à naître vivaient dans ces arbres. Les pirogues étaient jugées féminines ou masculines, ce qui déterminait leur façon de surfer les vagues, tandis que l'âme du fromager demeurait dans les pirogues et communiquait avec les esprits de l'eau. Le royaume des ancêtres gisait au fond de l'océan, dont les eaux étaient peuplées d'esprits et de divinités. Les pêcheurs et négociants maritimes faisaient des sacrifices au nom des pirogues et des divinités aquatiques afin de naviguer sans danger et de s'assurer des voyages fastes.

Sirènes. Du Sénégal à l'Afrique du Sud, les peuples vivant parfois aussi loin dans les terres que les Dogons du Mali et du Burkina Faso honoraient des déesses ressemblant à des sirènes. Mami Wata, ou "Mère Eau", était la plus vénérée. Esprit bienveillant, elle est dotée de puissants pouvoirs, dont celui d'évoluer entre le présent et le futur. Elle protégeait ses fidèles de la noyade. Elle tirait les nageurs, piroguiers et, probablement, les surfeurs vers le royaume des esprits, leur révélant ainsi ses mystères, pour ensuite les ramener à la surface, ainsi pourvus d'une plus grande spiritualité, d'une meilleure santé et d'une plus grande beauté. Les eaux dotées de caractéristiques particulières – comme les spots de surf, les tourbillons et les cascades – ont la préférence des esprits aquatiques, le son de l'eau en mouvement étant l'écho des voix de ces esprits.

Comme les fabricants de planches de surf, ceux qui conçoivent les pirogues les adaptent à certains types de vagues. Il existait des centaines de pirogues. Les déclinaisons dépendaient de l'environnement local, comme la pente de la plage, ainsi que la taille, la forme et la force des vagues. Les pêcheurs gas de Labadi utilisaient trois types de pirogues sur quelques kilomètres de littoral : l'*ali lele*, la *fa lele* et la *tfani lele*.

Les Fantis ont mis au point et diffusé une pagaie en forme de trident. Quand ils pagaient rapidement, les trois branches peu écartées créent une plus grande surface car peu d'eau passe entre elles. Ce modèle limite aussi la résistance si la lame frappe une vague en avançant. Les Fantis ont énormément voyagé et se sont déplacés jusqu'au Liberia, au nord, et jusqu'en Angola, au sud, faisant connaître au fil de leurs déplacements leurs prouesses en navigation et leurs équipements maritimes. D'ailleurs, les Gas ont adopté la pagaie des Fantis au XVIIIe siècle, à la suite de quoi Bruce Brown, dans *The Endless Summer*, fait une blague de mauvais goût sur le cannibalisme, car selon lui, quand les piroguiers *"pagaient vers nous, on pense qu'ils arrivent avec leurs fourchettes pour nous manger"*.

Plus au nord, il y avait les pirogues du Sénégal et de Gambie, avec leurs proues et poupes saillantes. Ces embarcations auraient été mises au point par les marins niominkas qui vivaient sur les îles Diomboss [au nord de la Gambie] et la contribution d'autres groupes ethniques. Les pirogues sont adaptées aux grandes et abruptes vagues qui se brisent sur les plages du coin.

La traite des esclaves a transplanté de force des Africains et leurs cultures sur le continent américain. Là-bas, Mami Wata et d'autres divinités ont trouvé de nouvelles étendues à explorer et les esclaves ont reproduit leurs traditions maritimes. Des témoignages révèlent qu'à partir du début du XVIIIe siècle, des Africains asservis surfaient et faisaient de la pirogue de la Caroline du Sud au Brésil.

—Kevin Dawson
Publié le 16 septembre

L'auteur

KEVIN DAWSON
est professeur d'histoire à l'université de Californie, à Merced. Il a écrit plusieurs essais, inédits en français, sur les liens qui unissent les Africains à l'océan. Le texte que nous vous proposons ici est l'introduction qu'il a écrite pour un ouvrage intitulé *Afrosurf*, que la marque de surf africaine Mami Wata s'apprête à publier. Sur 300 pages, ce livre explore la culture du surf en Afrique et sera commercialisé à des fins caritatives.

culture. 

← **Hermès Baby avec clavier russe, 1960.** *Collection S.Mettraux*
↙ **Publicité pour l'Hermès 2000.** *Collection MY Yverdon*



Vous pouvez l'appeler Baby

Inventée en 1935 et vendue dans le monde entier, l'Hermès Baby a été la star des machines portatives, chérie des écrivains nomades et des reporters. En Suisse, une exposition lui rend hommage.

—Le Temps *(extraits) Lausanne*

DESIGN

Le samedi 6 mai 1989, le groupe yougoslave Riva entonne son refrain "Rock me Baby" sur la scène du palais de Beaulieu, à Lausanne, et reçoit des mains de Céline Dion le trophée de l'Eurovision de la chanson. Cette même année, le 19 septembre 1989, dans le nord du canton, à Yverdon, c'est un mardi noir pour l'économie vaudoise. L'entreprise Hermès Precisa met un terme définitif à toute activité de production. La mort annoncée de ce fleuron romand est un traumatisme. Elle marque la fin de l'une des plus incroyables aventures industrielles suisses, celle de la machine à écrire Hermès Baby.

Ce clin d'œil du destin a inspiré le titre de l'exposition-événement "Rock me Baby", qui [s'est ouverte] le samedi 10 octobre à Yverdon. Inventée dans l'entre-deux-guerres, produite à des millions d'exemplaires et exportée dans le monde entier, [la Baby] restera comme *"la star des machines portatives du XXe siècle"*, selon un titre du quotidien *Le Parisien*. *"Ultra-portable, l'Hermès Baby est une révolution, c'est un peu le premier laptop de l'histoire"*, confirme Jacques Perrier, propriétaire du Musée de la machine à écrire à Lausanne. Elle devient la compagne des écrivains nomades, tel Hemingway, et des reporters de guerre. Jack Kerouac écrit son emblématique roman *Sur la route* sur une Baby, idem pour John Steinbeck et ses *Raisins de la colère*. Françoise Sagan en achetait plusieurs modèles par année tellement elle les usait. Un attrait qui dépasse le milieu littéraire. Le leader communiste vietnamien Hô Chi Minh ne se séparait jamais de sa Baby au clavier français. À tel point que dans le musée qui lui est consacré, à Hanoï, "l'Oncle Hô" est immortalisé assis devant sa machine à écrire.

Mais comment une machine sortie des usines d'une entreprise familiale du Nord vaudois a-t-elle réussi à damer le pion aux grandes marques internationales, telle l'américaine Remington, permettant à la Suisse de se hisser au troisième rang mondial des pays exportateurs de machines à écrire ? Pour l'artiste vallorbier et commissaire de l'exposition Sébastien Mettraux, cette histoire prend racine dans *"le génie des paysans-ouvriers"* de l'Arc jurassien. Elle débute véritablement en 1814, à Sainte-Croix, lorsqu'une famille d'artisans-horlogers, les Paillard, décide de se diversifier, d'abord dans les boîtes à musique, puis dans la mécanique de précision.

C'est au sortir de la Première Guerre mondiale que la société Paillard se lance dans la machine à écrire, dont la fabrication en série commence en 1923 à Yverdon, sous la marque Hermès. Les premiers modèles ne rencontrent pas le succès escompté. Le tournant survient en 1935 avec la sortie de la Baby. La machine est légère (4 kilos). Elle est ergonomique, ne faisant que 6 centimètres de hauteur, contre 10 centimètres pour ses concurrentes les plus plates. Son gabarit a, dit-on, été calculé d'après la largeur moyenne du bassin des femmes, pour que la secrétaire de direction puisse écrire les procès-verbaux avec la machine posée sur ses genoux. Une coque rigide au touché granité permet de la transporter sans risque.

Son essor est foudroyant. *"Cet appareil est avant tout un exploit technique"*, relève l'historien Laurent Tissot, qui a consacré sa thèse de doctorat à l'entreprise Paillard. *"Le défi était d'arranger l'ordonnancement des touches sur une plus petite surface."* Le tour de force est réalisé par un ingénieur venu d'Italie, Giuseppe Prezioso. Pour Laurent Tissot, il faut lui ajouter un autre nom, celui de Gualtiero Thieben, un génial responsable des ventes. C'est lui qui a eu l'idée d'appeler le modèle d'un mot anglais qui sonne bien à l'oreille.

Durant plusieurs décennies, le succès ne se dément pas ; la Baby vert tilleul sortie dans les années 1950 s'imposant comme le modèle le plus populaire. Sa robustesse en fait un ambassadeur de la qualité helvétique. *"Avant d'en commander, l'armée américaine avait testé l'Hermès Baby et constaté qu'elle résistait à une chute de huit mètres"*, s'émerveille encore Sébastien Mettraux. Sans oublier les membres de cette expédition qui avaient raconté au retour de l'Antarctique comment leur machine à écrire fonctionnait toujours après un séjour dans l'eau glaciale. Enfant du Balcon du Jura, le chanteur Michel Bühler se souvient des destinations – Tokyo, Buenos Aires, Le Caire – inscrites sur les caisses en bois qui sortaient des usines et qui le faisaient tant rêver.

Mais toute médaille a son revers. Le faible prix de la Baby est obtenu au prix d'une rationalisation du travail que n'auraient pas renié Henry Ford ou Frederick Taylor. La machine est montée à la chaîne. Les cadences sont infernales. Des ouvriers – dont plusieurs centaines d'immigrés venus d'Italie – s'évanouissent. Beaucoup, usés par la répétition des gestes, travaillent sous antidouleur. *"C'était digne des* Temps modernes *de Chaplin,* confirme Jacques Perrier. *Tout était chronométré : une seconde pour prendre une pièce, deux secondes pour la caler, etc."* L'un des cousins de Michel Bühler deviendra chronométreur. *"La honte de la famille"*, rigole le chanteur. Mais l'artiste, qui a écrit en 1987 un roman inspiré de la vie de ces usines, *La Parole volée* [éd. L'Âge d'homme], préfère parler de *"la formidable solidarité ouvrière, des bistrots pleins le vendredi soir à l'heure de l'apéro, de la vie culturelle foisonnante et de l'ambiance chaleureuse des cercles italiens"*.



Son gabarit a, dit-on, été calculé d'après la largeur moyenne du bassin des femmes.

Durant les Trente Glorieuses, dans le sillage de la Baby, Paillard (qui sera renommé Hermès Precisa International SA en 1974) connaît son apogée, s'appuyant sur deux autres produits qui connaîtront également une renommée mondiale : les caméras Bolex et les tourne-disques Thorens. *"Être micromécanicien à l'époque dans le Nord vaudois, c'est comme être codeur aujourd'hui dans la Silicon Valley"*, aime à répéter Sébastien Mettraux. L'entreprise comptera jusqu'à 4 400 employés.

Mais l'histoire va devenir douloureuse. La société va tour à tour rater les virages de l'électronique, puis de l'informatique. Le déclin est inexorable. En 1971, c'est la première restructuration – 400 licenciements d'un coup – et les premiers mouvements de grève. Au début des années 1980, la société est rachetée par son concurrent, le constructeur de machines à écrire italien Olivetti, précipitant la chute.

Aujourd'hui, plus aucune machine à écrire mécanique n'est produite dans le monde. Les anciens modèles se bradent pour quelques dizaines de francs sur les marchés aux puces, quand ils ne sont pas jetés. Mais Jacques Perrier veut garder espoir : il voit de plus en plus de jeunes de moins de 30 ans franchir les portes de son musée. *"Peut-être que pour les 'digital natives',* s'interroge Sebastien Mettraux, *pouvoir écrire directement sur une feuille de papier, sans l'intermédiaire d'une imprimante, et sans se soucier de la batterie, apparaîtra bientôt d'une étonnante modernité."*

—Yan Pauchard
Publié le 9 octobre

L'exposition "Rock me Baby" se répartit au cours des prochains mois entre diverses institutions d'Yverdon-les-Bains, dans le canton de Vaud, en Suisse. Toutes les infos sur rockmebaby.ch/exposition.

histoire. 



Les tribulations des Ukrainiens en Chine

1955-1960 — Taïwan

Après la Seconde Guerre mondiale, les anticommunistes du monde entier tentent de former une grande alliance sous la houlette des nationalistes chinois et ukrainiens.

—**Oukraïnska Pravda** *Kiev*

↑ **Signature de l'accord de coopération entre Iaroslav Stetsko et Kou Tcheng-kang à Taipei, en octobre 1955.** *Oukraïnska Pravda*

↗ **Le symbole du Kuomintang, le Parti nationaliste chinois.** *Wikimedias Commons*

A la fin de l'année 1956, un bateau quitte la Grande-Bretagne en direction de l'Asie du Sud-Est. À son bord se trouvent des nationalistes ukrainiens. Il s'agit des membres de la mission diplomatique envoyée à Taïwan par l'ABN, le Bloc antibolchevique des Nations, organisation anticommuniste d'Europe de l'Est fondée en avril 1946 à Munich. Ce bloc réunit près d'une vingtaine d'organisations représentant les diasporas hostiles aux régimes communistes en Europe de l'Est. Les organisations antibolcheviques originaires des républiques soviétiques y jouent un rôle prépondérant, à commencer par le mouvement nationaliste ukrainien.

En Asie, c'est le 16 juin 1954, après une rencontre entre le dirigeant de Taïwan Tchang Kaï-chek et le Sud-Coréen Syngman Rhee que la Ligue anticommuniste des peuples d'Asie (Apacl), qui fédère les organisations anticommunistes d'Asie, est créée. Elle a pour principal adversaire la Chine communiste, et les représentants de la délégation taïwanaise exercent une influence capitale sur la politique de la Ligue.

Les premiers contacts officiels entre les représentants de Taïwan et de l'ABN ont lieu en 1955. Les deux parties s'entendent sur le principe d'une visite de Iaroslav Stetsko, dirigeant nationaliste ukrainien, à Taipei, et un accord est conclu sur la coopération entre l'Apacl et l'ABN. La visite de Stetsko, qui est non seulement l'initiateur de la création de l'ABN mais aussi son président, se déroule du 8 au 28 octobre de la même année. Une fois à Taïwan, il participe à plusieurs cérémonies officielles, dont la signature d'un communiqué sur l'accord de collaboration, et assiste aux célébrations de la fête nationale chinoise et à un défilé militaire.

Selon leur accord, l'ABN et l'Apacl prévoient d'harmoniser leurs actions dans un but commun : la désintégration du bloc communiste et la destruction de l'impérialisme russe, aussi bien en Europe qu'en Asie. Par ce traité, il est également envisagé d'ouvrir une mission de l'ABN à Taïwan. Le Bloc obtient le statut d'observateur lors de toutes les futures conférences de la Ligue. Des analystes américains soulignent à l'époque qu'il y a *"beaucoup de sympathie pour l'ABN chez les Chinois"*.

Les émissaires de l'ABN arrivent à Taipei à la fin du mois de février 1957. La mission du Bloc y est officiellement ouverte le 16 mars 1957. Ce jour-là, les diplomates de l'ABN présentent leurs lettres de créance au président de l'Apacl, Kou Tcheng-kang. Plus tard, une cérémonie de bienvenue est organisée en leur honneur.

Au début, la mission est installée dans un hôtel de la capitale taïwanaise, avant de déménager dans ses propres locaux, dans la banlieue montagneuse de Taipei. Le premier problème que rencontrent les envoyés de l'ABN est celui de la communication. Un représentant spécial est délégué par l'Institut chinois des communications, Soung, qui parle allemand et *"essaie"* de comprendre le russe. Soung, d'après un membre de la mission, *"sait peu de choses de l'ABN, mais il se montre très amical"*. Toutefois, durant les premières semaines de fonctionnement de la mission, deux rencontres seulement ont lieu avec Soung, en dehors des événements officiels liés à l'ouverture de la mission à Taïwan.

Au bout d'un certain temps, les gens de l'ABN désespèrent d'avoir une discussion concrète avec les responsables de la Ligue. *"À part Soung, nous n'arrivons à voir personne de la Ligue, car ils sont tous occupés et que tout dépend de Soung"*, explique Iounian Zablotskiy, un des émissaires, dans une lettre adressée à Stetsko. Dans un rapport officiel, il ajoute : *"J'ai l'impression qu'il y a une certaine incompréhension quant au but de notre visite ici."*

Le deuxième problème tient au fait que chacun cherche à exploiter l'autre. Les Taïwanais tentent d'utiliser la collaboration avec le Bloc pour accroître leur influence tant en Europe qu'aux États-Unis. En particulier en Europe, où l'ABN bénéficie de soutiens plus importants. Les membres de la mission, eux, estiment que leur séjour à Taïwan doit profiter avant tout à l'ABN.

Un but commun : la désintégration du bloc communiste et la destruction de l'impérialisme russe.

En dehors de l'Europe, les États-Unis jouent un rôle crucial pour les Taïwanais. Par la suite, Zablotskiy confirmera que la mission de l'ABN aurait pu rencontrer un succès plus marquant si elle avait compté des Ukrainiens de la diaspora américaine dans ses rangs : *"Ce n'était pas seulement lié à l'anglais, mais aussi au prestige dont l'Amérique et les Américains jouissent partout ici. Un Américain aura toujours plus d'avantages et de possibilités que n'importe quel ressortissant d'un autre pays, même anglophone."*

À partir de juin 1957, l'ABN lance une chaîne de radio à Taïwan et émet, outre l'ukrainien, en hongrois, en estonien, en letton et en russe, à destination des habitants des territoires soviétiques de l'Extrême-Orient. Malgré toutes les difficultés qu'elle a rencontrées, la mission est restée à Taïwan jusqu'en 1960. Aussi courte qu'elle ait été, la collaboration entre l'ABN et l'Apacl a jeté les bases de contacts qui ont perduré jusqu'en 1990.

Puis l'Ukraine, devenue un État indépendant [en août 1991], a établi des relations officielles avec la République populaire de Chine. Aujourd'hui, Kiev ne reconnaît pas Taïwan en tant que pays indépendant. Par conséquent, il n'y a pas d'échanges diplomatiques avec Taipei.

—***Hrihoriy Riy***
Publié le 18 septembre

SOURCE 

OUKRAÏNSKA PRAVDA
Kiev, Ukraine
pravda.com.ua
Le journal en ligne "Vérité ukrainienne" a été créé en 2000 par le journaliste Guéorgui Gongadzé, assassiné au cours de la même année alors qu'il enquêtait sur la corruption au sein du pouvoir. Le titre, qui traite de sujets exclusivement nationaux, a néanmoins su préserver son impartialité et son indépendance.


J'agis
avec
ENGIE
« Chez moi, tout est 100 % local.
Je peux faire pareil pour l'électricité ? »
Avec l'option Elec Vert+(1) dans votre contrat, c'est de
l'électricité 100 % verte
produite en France.
3 € par mois.
Et du 12/10/2020 au 08/11/2020
2 mois offerts(2).
Plus d'infos sur particuliers.engie.fr ou au 3102(3)
ENGIE
L'énergie est notre avenir, économisons-la !
(1) Option Elec Vert+ de votre contrat électricité : ENGIE achète l'équivalent de la quantité d'électricité consommée par le client en électricité d'origine renouvelable et en Garanties d'Origine, directement auprès d'un groupe de producteurs d'électricité d'origine renouvelable dont les sites de production sont situés en France. Option résiliable à tout moment sans frais, avec effet à la fin du mois en cours. 3 € TTC par mois.
(2) Du 12 octobre au 8 novembre 2020, 2 mois de forfait offerts pour la souscription de l'option Elec Vert+. La remise apparaîtra distinctement sur votre facture d'énergie. Offre réservée aux clients particuliers titulaires d'un contrat d'électricité en offre de marché avec ENGIE, hors offre Happ-e ou offre Mon Elec.
(3) Service et appel gratuits.
ENGIE : SA AU CAPITAL DE 2 435 285 011 € - RCS NANTERRE 542 107 651. © Getty Images, Stocksy.